



lutte de classe

Pour un parti mondial
de la révolution prolétarienne



N° 6
Janvier 1986

class struggle

For a world-wide party
of the proletarian revolution



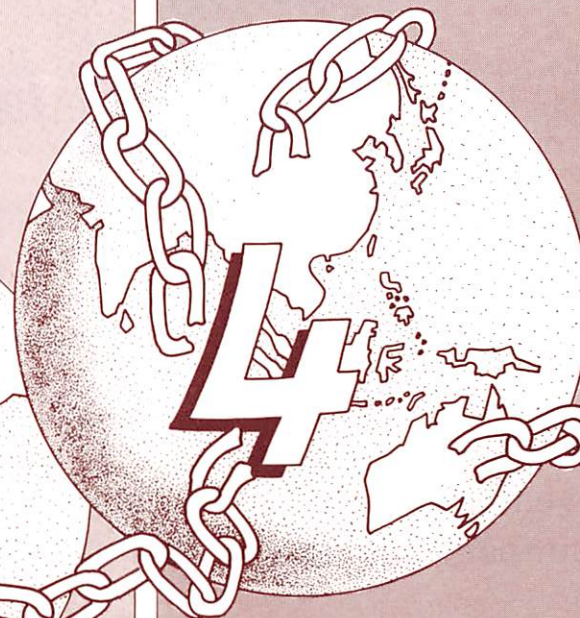
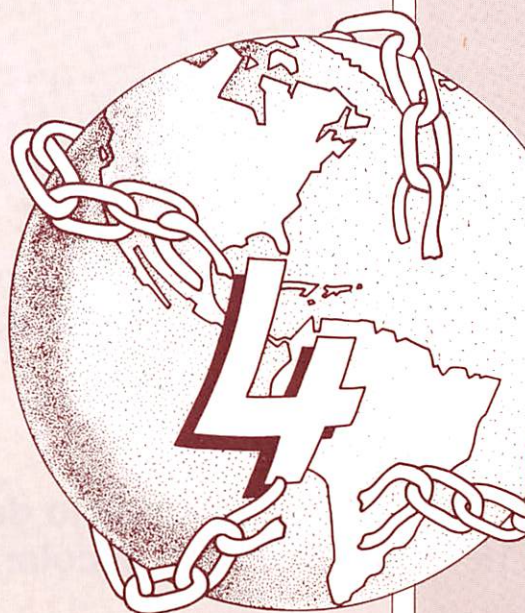
N° 6
January 1986

lucha de clase

Por un partido mundial
de la revolución proletaria



N° 6
Enero de 1986



SOMMAIRE

■ Avertissement 4

France :

■ la grève des cheminots : l'irruption de la base 7

■ le mouvement de la jeunesse scolaire .. 19

CONTENTS

■ Foreword 4

France:

■ The Railworkers' Strike : The Irruption of The Rank and File 7

■ The Student Youth Movement 19

SUMARIO

■ Advertencia 5

Francia:

■ la huelga de los ferroviarios: la irrupción de la base 7

■ El movimiento de la juventud escolar 19

A nos lecteurs

Cette revue se situe sur le terrain du communisme révolutionnaire, c'est-à-dire du trotskysme.

Elle exprime les analyses et les positions de la tendance internationale qui l'édite, tendance qui comprend les groupes Lutte Ouvrière (France), Combat Ouvrier (Antilles francophones), UATCI (Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes), et The Spark (États-Unis).

Mais nous voulons en même temps en faire l'instrument d'un réel débat avec tous ceux qui ne se satisfont pas de la division actuelle du mouvement trotskyste international, du mouvement communiste révolutionnaire.

Certes, nous savons bien que cette division recouvre des divergences profondes et essentielles, même si par ailleurs elle traduit la cristallisation de particularismes, artificiellement entretenus pour justifier des clivages sectaires.

Nous ne souhaitons nullement gommer ces divergences, mais au contraire nous donner l'occasion, et les moyens, d'en discuter le plus largement possible.

Notre courant milite pour la création de partis de classe, de partis communistes révolutionnaires qui soient garants que le prolétariat ne se trouve pas à la remorque d'autres forces sociales.

Pour ce faire, nous ne pensons pas que le rôle des révolutionnaires soit de faire pression sur des appareils, que ceux-ci soient sociaux-démocrates,

To Our Readers

This review stands on the bases of revolutionary communism, that is, on the bases of Trotskyism.

It expresses the analyses and stands of the international tendency which publishes it. This tendency is comprised of the following groups: Lutte Ouvrière (France), Combat Ouvrier (French-speaking West Indies), UATCI (African Union of Internationalist Communist Workers), and The Spark (United States).

However, we also want it to become a tool for a real debate between all those who are not satisfied with the existing divisions of the international Trotskyist movement, of the revolutionary communist movement.

We realize full well, of course, that the present divisions cover deep, basic divergences — even though it is also the result of the crystallization of specific characteristics which are artificially maintained in order to justify sectarian divisions.

We do not at all wish to erase those divergences, quite the contrary, we want to give ourselves the opportunity and the means to discuss them as widely as possible.

Our tendency works toward the creation of class parties, of revolutionary communist parties which can ensure that the proletariat will not find itself tagging behind other social forces.

To achieve this, we do not think that the revolutionaries' role is to put pressure on apparatuses (whether social-democratic, Stalinist, or nationalist

A nuestros lectores

Esta revista se sitúa en el terreno del comunismo revolucionario, es decir del trotskismo. Expresa los análisis y las posiciones de la tendencia internacional que la edita, la cual reúne los grupos LUTTE OUVRIÈRE (Francia), COMBAT OUVRIER (Antillas de habla francesa), UATCI (Unión Africana de los Trabajadores Comunistas Internacionalistas) y THE SPARK (Estados Unidos).

Pero también queremos hacer de ésta el instrumento de un verdadero debate con todos aquellos que no se satisfacen de la división actual del movimiento trotskista internacional, del movimiento comunista revolucionario.

Por supuesto, sabemos que esta división cubre divergencias profundas y esenciales, incluso si por lo demás traduce la cristalización de particularismos, artificialmente entretenidos para justificar discrepancias sectarias.

De ninguna manera deseamos borrar esas divergencias sino al contrario darnos la oportunidad y los medios de discutir de ellas lo más ampliamente posible.

Nuestra corriente milita por la creación de partidos de clase, de partidos comunistas revolucionarios que sean garantes a que el proletariado no se encuentre a remolque de otras fuerzas sociales.

Para ello, no pensamos que el rol de los revolucionarios sea presionar sobre aparatos, sean éstos socialdemócratas, estalinistas o nacionalistas, con la

staliniens ou nationalistes, dans l'espoir — vain — de les voir se transformer en directions révolutionnaires prolétariennes.

Nous pensons que la pression sur ces appareils doit se faire au niveau des aspirations des masses, et plus particulièrement du prolétariat, en lutte. En s'adressant aux appareils pour les mettre éventuellement au pied du mur, mais en s'adressant aussi directement et, le plus souvent, par dessus la tête des appareils, aux masses elles-mêmes. C'est à elles qu'il faut donner le choix, et pas se contenter de militer à l'intérieur des appareils en attendant, pour s'adresser aux masses, que ceux-ci soient d'accord avec les propositions des révolutionnaires.

Croire ou laisser croire qu'une telle transmutation serait possible, c'est laisser la classe ouvrière sans direction propre. Et, plus grave, c'est la mettre à la remorque de directions non prolétariennes qui se retournent fatalement, à un moment ou à un autre, contre les travailleurs.

Nous ne pensons pas non plus que la place des organisations révolutionnaires soit de se retrouver dans des coalitions, des fronts, qui constituent une autre manière de mettre le prolétariat à la traîne de forces politiques et sociales anti-ouvrières.

L'histoire abonde en exemples de tels fronts qui ont permis, à chaque fois, sans exception, de canaliser et de capter l'énergie et la combativité des masses les plus pauvres, et en particulier du prolétariat, pour l'accomplissement d'objectifs anti-ouvriers.

Cela ne signifie pas que nous rejetons l'idée de toute alliance, et que nous refusions de soutenir des combats qui ne se situeraient pas sur un terrain de classe, ou qui ne se dérouleraient pas sous la direction d'un parti révolutionnaire.

Mais nous pensons que ces alliances et ces soutiens exigent que le prolétariat maintienne son indépendance organisationnelle lorsque c'est possible et politique dans tous les cas.

Nous considérons en conséquence que, dans les pays impérialistes où le poids du réformisme — social-démocrate, stalinien ou autre — est fort, cela implique que les révolutionnaires communistes doivent chercher à entrer en compétition avec les

appareils pour diriger les mouvements de la classe ouvrière et ne pas se limiter à un soutien, même critique, à ces appareils. La classe ouvrière doit savoir, et les révolutionnaires doivent lui dire et le démontrer dans les faits, que les appareils réformistes, politiques ou syndicaux, trahissent la classe ouvrière à un niveau ou à un autre du combat.

Dans les pays arriérés, nous faisons entièrement nôtre, dans le programme comme dans la pratique, l'idée exprimée par le deuxième congrès de l'Internationale Communiste de Lénine et de Trotsky selon laquelle le communisme révolutionnaire *"ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés qu'à la condition que les éléments des plus purs partis communistes — et communistes de fait — soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique"*.

Tout en n'ayant pas ouvertement renoncé à ces principes, bien des organisations trotskystes les ont reniés de fait en pratiquant une politique d'alignement derrière des organisations nationalistes-révolutionnaires. Cette revue entend militer contre ce genre de renoncement. Ses rédacteurs souhaitent cependant qu'un débat large, fraternel même s'il est sans concessions, s'établisse, entre autre, sur cette question, une des plus importantes pour l'avenir du courant communiste révolutionnaire et de la révolution socialiste mondiale. □



ones) in the hope (a vain one) of seeing them transformed into proletarian revolutionary leaderships.

We think that the pressure on these apparatuses must be exerted from the masses, from their aspirations — and especially from the proletariat — in struggle; by addressing the apparatuses in order to put them to the test, but also by directly addressing the masses themselves, and as often as possible, over the heads of the apparatuses. The masses must be offered real choices: revolutionaries cannot be satisfied with being active inside apparatuses while waiting for them to agree with the revolutionaries' proposals before addressing the masses.

To believe or to allow others to believe that such a transmutation is possible is to leave the working class without a leadership of its own. More seriously, it means putting it in the wake of non-proletarian leaderships which inevitably, sooner or later, turn against the workers.

Neither do we think that revolutionary organizations should enter coalitions or fronts which are but another way of making the proletariat tag behind anti-worker social and political forces.

History is full of examples of such fronts which have, each and every time, allowed the poorer people's, in particular the proletariat's, energy and combativeness to be channeled and harnessed — to carry out anti-worker objectives.

It does not mean that we reject the very idea of alliances, or that we refuse to support the struggles of people who do not struggle on a class-against-class basis, or who would not fight under the leadership of a revolutionary party.

When involved in such alliances or giving support, we think that the proletariat is required to maintain its organizational independence whenever possible, and its political independence at all time.

Consequently, we consider that in imperialist countries where the weight of reformism — social-democratic, Stalinist, or otherwise — is strongly felt, the communist revolutionaries' task is to enter in competition with the apparatuses in order to take the

lead of working-class struggles, and not merely to support, even critically, these apparatuses. The working class must realize — and revolutionaries must say this and prove it with facts — that reformist political or union apparatuses will betray the working class at one level or another in the course of the struggle.

In backward countries, we fully adhere — programatically as well as concretely — with the idea expressed at the second congress of Lenin and Trotsky's Communist International: that is, revolutionary communism *"must support revolutionary movements in the colonies and backward countries only under the condition that elements of the purest communist parties — and communist in fact — are grouped and trained for their specific task, which is to wage the struggle against the democratic and bourgeois movements."*

While they have not openly given up those principles, many Trotskyist organizations have in fact renounced them by adopting a political line based on the coattailing of nationalist-revolutionary organizations. This review intends to go against such abdication. Its contributors nevertheless hope that a wide and fraternal (even though exacting) debate can be established on many subjects, including on this question which is one of the most important for the future of the revolutionary communist current and of the world socialist revolution. □



esperanza — vana — de que se transformen en direcciones revolucionarias proletarias. Pensamos que la presión sobre esos aparatos debe hacerse a nivel de las aspiraciones de las masas, y más particularmente del proletariado en lucha. Dirigiéndose a los aparatos para eventualmente ponerlos de cara a la pared, pero dirigiéndose también directamente y, lo más a menudo, por encima de la cabeza de los aparatos, a las propias masas. A ellas cabe dirigirse directamente, y no contentarse con militar dentro de los aparatos esperando, para dirigirse a las masas, que éstos estén de acuerdo con las proposiciones de los revolucionarios.

Crear o dejar crear que tal transmutación sería posible, es dejar a la clase obrera sin dirección propia. Y más grave, es ponerla a remolque de direcciones no proletarias que fatalmente se vuelven, a un momento u a otro, en contra de la clase obrera.

Tampoco pensamos que las organizaciones revolucionarias estén en su lugar dentro de coaliciones, frentes, que constituyen otra manera de poner al proletariado a remolque de fuerzas políticas y sociales anti-obreras.

La historia abunda en ejemplos de tales frentes que han permitido, cada vez, sin excepción alguna, captar la energía y la combatividad de las masas más pobres, y en particular del proletariado, para el cumplimiento de objetivos anti-obreros.

Esto no quiere decir que rechazamos la idea de toda alianza, y que nos negamos a apoyar combates que no se situarían sobre un terreno de clase, o que no se desarrollarían bajo la dirección de un partido revolucionario.

Pero pensamos que esas alianzas y esos apoyos exigen que el proletariado mantenga su independencia organizativa cuando es posible y política en todos los casos.

En consecuencia consideramos que, en los países imperialistas en donde el peso del reformismo socialdemócrata, estalinista u otro es fuerte, esto implica que los revolucionarios comunistas deben tratar de entrar en competencia con los aparatos para dirigir

los movimientos de la clase obrera y no limitarse a un apoyo, incluso crítico, a esos aparatos. La clase obrera debe saber, y los revolucionarios deben decirselo y demostrarlo en los hechos, que los aparatos reformistas, políticos o sindicales, traicionan a la clase obrera a un nivel u otro del combate.

En los países atrasados, hacemos nuestra, en el programa como en la práctica, la idea expresada por el segundo congreso de la Internacional Comunista de Lenin y de Trotsky según la cual el comunismo revolucionario *"sólo debe apoyar los movimientos revolucionarios en las colonias y en los países atrasados a condición que los elementos de los más auténticos partidos comunistas — y comunistas de hecho — estén agrupados e instruidos de sus tareas particulares, es decir de su misión de combatir el movimiento burgués y democrático."*

Sin haber renunciado abiertamente a estos principios, muchas organizaciones trotskistas las han renegado de hecho al practicar una política de alineamiento tras organizaciones nacionalistas-revolucionarias. Esta revista entiende militar contra este tipo de renuncia. Sus redactores desean sin embargo que un debate amplio, fraternal, incluso si es sin concesiones, se establezca, entre otros, sobre esta cuestión, una de las más importantes para el porvenir de la corriente comunista revolucionaria y de la revolución socialista mundial. □



Avertissement

Ce numéro est entièrement consacré à deux événements qui ont marqué la situation politique française de ces dernières semaines : les manifestations de la jeunesse scolarisée qui ont fait plier l'actuel gouvernement de droite, et la grève des cheminots qui est peut-être en voie de le faire plier aussi.

Bien sûr, il y a d'autres crises de par le monde et d'autres situations bien plus cruciales que celles-ci. Mais nos lecteurs seront peut-être intéressés par le déroulement de ces mouvements et leur caractère relativement original dans la situation française de ces dernières années.

La France a été gouvernée depuis 1981 jusqu'en mars 1986 par un gouvernement social-démocrate avec, pendant trois ans, participation du Parti Communiste. La gauche a perdu les élections en mars dernier et un gouvernement de droite est revenu au pouvoir. Le gouvernement de gauche n'aura été qu'un intermède dans trente ans de gouvernement ininterrompu de la droite, mais il a réussi à démoraliser la classe ouvrière en utilisant son crédit pour convaincre les travailleurs qu'ils devaient accepter des sacrifices sur l'autel des entreprises françaises pour que le chômage n'augmente pas. Total : le cours des actions à la Bourse de Paris a augmenté de plus de 400 % en cinq ans, et le chômage... a augmenté de 50 %.

Aussi, lorsque le gouvernement de droite a remporté les élections sur la base de la déception

de l'électorat de gauche et d'une perte de voix sans précédent pour le Parti Communiste, la classe ouvrière, aidée en cela par les médias et les partis de gauche eux-mêmes, a été tentée d'assimiler un gouvernement réactionnaire à un gouvernement fort, tandis qu'en réalité le gouvernement n'était fort que de la résignation des travailleurs. Le mouvement des jeunes et celui des cheminots n'ont peut-être pas changé du tout au tout cette situation — cela, l'avenir nous le dira — mais ils ont révélé publiquement la faiblesse du gouvernement devant les mouvements sociaux quand ils sont d'envergure.

En effet, les travailleurs ne s'étaient battus, depuis cinq ans, que dans des combats défensifs, face à des licenciements, des fermetures d'entreprises, le dos au mur, et jamais dans les entreprises qui marchaient — car il y en a. Les syndicats bien sûr généralisaient moins que jamais les grèves, car la généralisation d'un mouvement le rend immédiatement politique dans le contexte actuel.

Aujourd'hui la principale leçon des deux mouvements des jeunes et des cheminots, c'est que lorsqu'un mouvement s'élargit, quelles que soient ses revendications de départ, et devient un mouvement de masse, la faiblesse du gouvernement devient flagrante.

La bourgeoisie française, comme toutes les bourgeoisies des pays impérialistes, connaît en fait une période d'enrichissement accéléré, basé sur la résignation des travailleurs devant la crainte du

Foreword

This entire issue is about two outstanding events which have left their mark on the French political situation these last few weeks: the demonstrations of the student youth which made the present right-wing government back down, and the rail workers' strike which also may be on the way to make it back down.

Obviously, there are other crises and other situations throughout the world which are much more crucial than these. But our readers might be interested in the development of these movements and their relatively original nature within the French situation of these last few years.

From 1981 to March 1986, France was ruled by a social-democratic government, with the Communist Party participating in it for three years. The left lost the elections last March and a right-wing government has come back into power. The left-wing government was but an interlude within thirty years of uninterrupted right-wing rule, but it succeeded in demoralizing the working class by making use of its credit to convince the workers to make sacrifices on the altar of French enterprises so that unemployment does not rise. As a result the value of stocks of Paris Stock Exchange has risen by more than 400% in five years, and unemployment... has increased by 50%.

So, when the right-wing government won the elections on the basis of the left-wing electorate's

Advertencia

disappointment and an unprecedented loss of votes for the Communist Party, the working class (helped in this by the media and the left-wing parties themselves) was tempted to equate a reactionary government with a strong one — when in reality the government was strong only because of the workers' resignation. The movement of the youth and the one of the rail workers may not entirely have changed that situation — the future will tell — but they have publically revealed the weakness of the government in the face of social movements when they are on a large scale.

Indeed, for five years, the workers fought only defensive struggles against layoffs and the closing down of companies, with their backs against the wall, and never in thriving companies, though they exist. Of course, the unions confined the strikes more than ever, because the generalization of a movement renders it immediately political in the present context.

Today, the main lesson of both the youth and the rail workers' movements, is that when a movement spreads (whatever the claims put forward at the outset) and becomes a mass movement, the weakness of the government becomes blatant.

The French bourgeoisie, like all the bourgeoisies in imperialist countries, is enjoying a period of fast money-making, based on the workers' resignation in the face of feared unemployment. Huge fortunes are

Este número está consagrado enteramente a dos acontecimientos que han marcado la situación política francesa estas últimas semanas: las manifestaciones de la juventud escolar que han hecho ceder el actual gobierno de derecha, y la huelga de los ferroviarios que quizás está en vías de hacerlo también ceder.

Por supuesto, hay otras crisis por el mundo y otras situaciones mucho más cruciales que éstas. Pero nuestros lectores quizás estén interesados por el desarrollo de estos movimientos y su carácter relativamente original en la situación francesa actual de estos últimos años.

Francia ha sido gobernada desde 1981 hasta mayo de 1986 por un gobierno socialdemócrata con la participación, durante tres años, del Partido Comunista. La izquierda perdió las elecciones en el pasado mes de mayo y un gobierno de derecha ha vuelto al poder. El gobierno de izquierda sólo habrá sido un intermedio en treinta años de gobierno ininterrumpido de la derecha, pero ha conseguido desmoralizar a la clase obrera al utilizar su crédito para convencer a los trabajadores que debían aceptar sacrificios sobre el altar de las empresas francesas para que la desocupación no vaya aumentando. Total: la cotización de las acciones en la Bolsa de París han aumentado de más de 400 % en cinco años, y la desocupación... ha aumentado del 50 %.

Asimismo, cuando el gobierno de derecha ganó las elecciones sobre la base de la desmoralización del electorado de izquierda y de una pérdida de votos sin

precedente para el Partido Comunista, la clase obrera ha sido tentada, ayudada en eso por los medios de comunicación y los propios partidos de izquierda, de asimilar un gobierno reaccionario a un gobierno fuerte, mientras que en realidad el gobierno sólo era fuerte de la resignación de los trabajadores. El movimiento de los jóvenes y el de los ferroviarios quizás no hayan cambiado por completo esta situación —esto, el futuro nos lo dirá— pero han revelado públicamente la debilidad del gobierno ante los movimientos sociales cuando son de envergadura.

En efecto, los trabajadores sólo habían luchado, desde hace cinco años, en los combates defensivos, ante despidos, cierres de empresas, de espalda a la pared, y jamás en las empresas que andaban bien — porque las hay. Por supuesto los sindicatos generalizaban menos que nunca las huelgas, porque la generalización de un movimiento lo convierte en político inmediatamente en el contexto actual.

Hoy en día, la principal enseñanza de ambos movimientos de los jóvenes y de los ferroviarios, está en que cuando un movimiento se amplifica, cualesquieran sean las reivindicaciones iniciales, y se convierte en un movimiento de masa, la debilidad del gobierno se vuelve flagrante.

La burguesía francesa, como todas las burguesías de los países imperialistas, conoce en realidad un período de enriquecimiento acelerado, basado en la resignación de los trabajadores frente al temor a la desocupación. Fortunas se van acumulando, basadas sobre

chômage. Des fortunes s'accumulent sur la base d'entreprises finalement florissantes. Car les entreprises accroissent leurs bénéfices, tout en vendant moins à cause du rétrécissement du marché, car elles n'ont plus à consacrer la majeure partie du profit à ré-investir pour élargir la production. D'où la flambée des actions dans toutes les places financières du monde, y compris à Paris.

Des conflits sociaux qui se généralisent, et c'est la Bourse qui risque d'être en chute libre. Les financiers risquent de perdre, en quelques jours, le profit des cinq dernières années. Pour leurs affaires, il leur faut la paix sociale. Et le gouvernement, sous peine d'être rejeté par ses mandants eux-mêmes doit maintenir à tout prix cette paix sociale.

Devant des petits mouvements, il peut être ferme, voire répressif. Devant des mouvements larges, il ne peut que céder. Tout dépend en fait de l'extension du mouvement et de la détermination de ceux qui sont en lutte.

Nous nous étendrons donc longuement dans ce numéro sur le mouvement de la jeunesse étudiante et lycéenne, et moins longuement sur le mouvement des cheminots qui à l'heure où nous écrivons est encore en cours. Si nécessaire nous y reviendrons dans un prochain numéro de la *Lutte de Classe*, car pour des militants révolutionnaires, les enseignements du conflit des cheminots sont encore plus riches que ceux à tirer du mouvement des étudiants. □



being made from companies which are after all thriving. Indeed, companies are increasing their profits, even if they are selling less due to a narrowing market, because they no longer have to reinvest the major part of their profit to expand production. Hence the value of stocks is skyrocketing in all the major financial centers of the world, including in Paris.

If social conflicts generalize, the stock exchange prices may well start plummeting. Financiers may lose their last five years' profits, within a few days. They need social peace for their business. And the government must maintain this social peace at all cost, if it does not want to be rejected by its very masters.

In the face of small movements, it can be firm, even repressive. Confronted with large-scale movements, it can only give in. In fact, all depends on the extension of the movement and the determination of those who fight.

So in this issue we will examine the university and lycée student movement at some length, and less fully the rail workers' movement which is still going on as we write this. If necessary, we will go over it again in another issue of *Class Struggle*, because for revolutionary militants the lessons to be drawn from the rail workers' conflict are even richer than those from the students' movement. □



empresas en realidad florecientes. En efecto, las empresas acrecentan sus beneficios pese a que venden menos a causa del estrechamiento del mercado, puesto que ya no tienen que consagrar la mayor parte de sus beneficios a invertirlos nuevamente para ensanchar su producción. De ahí viene el alza rápida de las acciones en todas las plazas financieras del mundo, inclusive en París.

Que conflictos sociales se generalicen, y la Bolsa arriesga hallarse en caída libre. Los financieros arriesgan perder, en algunos días, los beneficios de los últimos cinco años. Necesitan la paz social para su negocios. Y el gobierno debe mantener a cualquier precio esta paz social, so pena de ser rechazado por sus propios mandantes.

Ante pequeños movimientos, puede mostrarse firme, incluso represivo. Ante movimientos más amplios no puede sino ceder. Todo depende en realidad de la extensión del movimiento y de la determinación de los que están en lucha.

En este número, pues, hablaremos detenidamente del movimiento de la juventud estudiantil de las universidades y de los secundarios, y menos ampliamente del movimiento de los ferroviarios que está en curso a la hora en que escribimos. Si es necesario volveremos a escribir sobre este conflicto en un próximo número de *Lucha de Clase*, ya que, para militantes revolucionarios, las enseñanzas del conflicto de los ferroviarios son todavía más ricas que las que se pueden sacar del movimiento de los estudiantes □



France : La grève des cheminots : l'irruption de la base

Au moment où nous mettons sous presse ce numéro de la *Lutte de Classe*, la grève générale des chemins de fer en France a atteint son seizième jour. Elle est aussi, semble-t-il, entrée dans une nouvelle phase.

Il est évidemment impossible aujourd'hui de prévoir la fin de ce conflit qui oppose 230 000 travailleurs du rail non seulement à leur compagnie, la SNCF, mais aussi directement au gouvernement. Directement au gouvernement car la SNCF est propriété de l'État ; directement au gouvernement surtout parce que ce conflit, quelle que soit son issue, a d'ores et déjà pris une importance politique, par son ampleur, comme par plusieurs de ses aspects.

UN CONFLIT PARTI INCONTESTABLEMENT DE LA BASE... MAIS PRÉPARÉ DE LONGUE DATE

Depuis quinze jours, tout le monde, journalistes et politiciens mais aussi syndicalistes, ont découvert, avec stupéfaction, que les travailleurs du rang, "la base", existaient, et bien plus, qu'ils pouvaient s'exprimer, manifester leur volonté... et la traduire en actes. On a aussi beaucoup parlé du caractère "spontané" de ce mouvement, quelquefois pour le mettre en doute.

Effectivement, la grève des cheminots n'a pas exactement éclaté spontanément. Mais quand nous disons cela, ce n'est pas au sens où l'entend la presse

France: The Railworkers' Strike: An Irruption of the Rank and File

At the moment this issue of *Class Struggle* goes to press, the general strike of French railworkers has entered its sixteenth day. It also seems to have gone into a new stage.

It is of course impossible to forecast today the outcome of this conflict in which 230,000 railworkers are not only confronted by the bosses of the SNCF (France's rail system), but also directly by the government itself. The reasons why they are confronted directly by the government are: one, the fact that SNCF is a state-owned company; and two, the fact that this conflict, whatever its outcome, has already been turned into a political issue — by its scale as well as by some of its characteristics.

A STRIKE UNDENIABLY LAUNCHED BY THE RANK AND FILE . . . BUT PREPARED LONG IN ADVANCE

During the last two weeks, journalists and politicians — but also unionists — have all been amazed to discover that there was such a thing as rank-and-file workers and, moreover, that the "grass roots", can speak up for themselves, express their own will . . . and put it into action. Mention has often been made of the "spontaneous" character of the movement — to question it, at times.

In point of fact, the railworkers' strike did not exactly break out spontaneously. When we say that, however, we do not mean the same thing as the right-

Francia: La huelga de los ferroviarios: la irrupción de la base

En el momento en que este número de la LUCHA DE CLASE va a la imprenta, la huelga general de los ferrocarriles entró en su décimo-sexto día de huelga. También ha entrado, según parece, en una nueva fase.

Hoy es evidentemente imposible prever el fin de este conflicto que opone 230 000 ferroviarios no tan sólo a su compañía, la SNCF (Sociedad Nacional de Caminos Férreos), sino también directamente al gobierno. Directamente al gobierno porque la SNCF es propiedad del Estado; directamente al gobierno sobretudo porque este conflicto, cualquiera que sea su desenlace, ha tomado desde ahora una importancia política por su amplitud así como por varios de sus aspectos.

UN CONFLICTO QUE PARTIÓ INDISCUTIBLEMENTE DE LA BASE... PERO FUE PREPARADO DESDE MUCHO ATRÁS

Desde hace quince días todo el mundo, periodistas y políticos pero también sindicalistas han descubierto con estupefacción que los trabajadores del rango, "la base" existían, y aún más que ellos podían expresarse, manifestar su voluntad... y traducirla en actos. También se habló mucho del carácter "espontáneo" de este movimiento, algunas veces para ponerlo en duda.

Efectivamente la huelga de los ferroviarios no estalló exactamente en forma espontánea. Pero cuando decimos eso no es en el sentido que lo

de droite, cherchant quelque mystérieux complot ourdi par les gauchistes, voire le Parti Communiste Français. C'est qu'à la base, justement, du moins dans quelques secteurs, il y a eu des cheminots du rang qui ont préparé la grève depuis des semaines... en dehors des structures syndicales traditionnelles.

Depuis un mois et demi, quelques agents de conduite du dépôt de Paris-Nord — le secteur où la grève a commencé — avaient lancé une consultation auprès de leurs camarades, et après discussion avec eux, décidé de partir en grève le 18 décembre. Ce n'est qu'une fois cette décision prise qu'ils sont allés trouver les syndicats pour leur demander de les couvrir en lançant un préavis de grève. Et ceux de ces syndicats, la CFDT et la Fédération Générale Autonome des Agents de Conduite (FGAAC - syndicat corporatiste des conducteurs de train), qui ont accepté, ne l'ont fait que du bout des lèvres : le préavis ne concernait que les agents de conduite du secteur. Or, une fois décidés à se mettre en grève et la date fixée, les conducteurs de Paris-Nord s'étaient mis en relation avec d'autres dépôts, les informant de leurs intentions et les invitant à se joindre à leur mouvement.

Pendant la même période, une agitation un peu semblable se faisait jour dans un autre secteur, la banlieue Paris-Sud-Ouest. Là aussi, des conducteurs commençaient à se réunir, parlaient de la nécessité de la grève, s'adressaient à leurs camarades pour les inviter à se prononcer en faveur de cette grève et s'organiser en conséquence. Eux, contrairement à ceux de Paris-Nord, ne se limitaient pas aux seuls conducteurs, mais voulaient s'adresser à tous les cheminots. Ils tentaient même de lancer la grève alors que le mouvement étudiant battait son plein. Cette action resta très minoritaire, limitée à un dépôt, et s'arrêta au bout d'un jour et demi. Mais les grévistes avaient eu le temps de faire le tour de quelques secteurs aux alentours, de les appeler à les rejoindre et à s'organiser. Et cela n'a pas manqué d'avoir des conséquences quelques jours plus tard quand la grève générale a réellement commencé.

Enfin, au début du mois de décembre, un autre mouvement avait commencé parmi une autre catégorie de cheminots, les agents des recettes, ceux

qui sont chargés de la vente des billets et des réservations. La SNCF menaçant de leur supprimer une prime, ceux-ci, sans se mettre formellement en grève, ne faisaient plus les réservations qui sont une partie de leur travail. Le mouvement, en quelques jours, s'étendit dans tout le pays quasi-spontanément, comme il avait démarré. Les syndicats CGT et CFDT, qui se contentaient de suivre, se voyaient imposer, dans certaines grandes gares parisiennes d'où le mouvement était parti, des assemblées générales quotidiennes des travailleurs syndiqués et non syndiqués impliqués dans cette action, assemblées dont ces syndicats se seraient très bien passés.

La base, donc, remuait depuis des semaines ici ou là. Elle fut sans doute encouragée par le mouvement étudiant et son succès (les cheminots de Paris-Sud-Ouest, après leur première tentative de grève, nullement démoralisés, participèrent avec enthousiasme à la manifestation à laquelle les étudiants avaient convié les travailleurs et les syndicats). Mais elle commençait à se manifester avant même ce mouvement étudiant, poussée par la méfiance envers les directions syndicales. Les attaques contre les cheminots comme contre l'ensemble des travailleurs du pays, blocages des salaires, réduction des effectifs, aggravation des conditions de travail, menées rondement sous le gouvernement précédent, de gauche, ont continué de plus belle avec celui issu des élections du 16 mars 1986. Durant l'été, le ministre des Transports avait publiquement menacé de s'en prendre au "statut" des cheminots, c'est-à-dire en clair promis de redoubler l'offensive contre leur niveau de vie, leur emploi et leurs acquis. Or, en face, les syndicats en ordre dispersé se contentaient depuis la rentrée de septembre de multiplier des "journées d'action" sans lendemain. Ils montraient par là leur manque de volonté d'organiser vraiment la riposte des cheminots.

UNE TRAINÉE DE POUDRE... SANS LES SYNDICATS

A partir du jeudi 18 décembre au matin, quand les conducteurs de Paris-Nord ont arrêté le travail, la grève s'est répandue comme une trainée de poudre de

wing press on the lookout for some mysterious plot hatched up by the far left — or even the French Communist Party. The fact is that, at the grass-roots level, in some sectors at least, rank-and-file railworkers prepared the strike weeks in advance... outside the traditional union framework.

A month and a half ago, a handful of train conductors from the Paris-Nord depot — where the strike got started — began consulting their fellow workers and, after things had been discussed, they decided to go on strike as of December 18. It was only after their decision had been made that they went to see the unions and asked them to cover them up by giving the company a strike notice. These unions which went along with this — the CFDT and the FGAAC (Autonomous General Federation of Train Conductors, a corporatist, engineers-only, union) — did so only half-heartedly: the unions' strike notice only concerned the engineers of the Paris-Nord depot sector. But once they had made up their minds about going on strike and after they had fixed the date, the Paris-Nord engineers got in touch with other depots, informing them of their action and asking them to join in.

During the same period, a similar agitation was developing in the Paris-Sud-Ouest sector. Here too, engineers got together, started talking about the need to go on strike, addressed their comrades and asked them to come to a decision about the strike, and to get organized in consequence. But contrary to the engineers at Paris-Nord, they did not limit themselves only to the engineers and wanted to reach all railworkers. They even tried to get the strike started while the students' movement was at its height. Their action only involved a small minority, in one depot only, and came to an end after a day and a half. Still, the strikers had had time to contact workers in the surrounding sectors and had asked them to join in and get organized. This action was not without consequence a few days later when the general strike really got started.

Finally, at the beginning of December, another category of railroad workers had taken up action: the ticket office workers (who sell tickets and take care of

bookings). The SNCF threatened to suppress one of their bonuses. So, without actually going on strike, these workers refused to do the bookings, which is normally part of their job. Within a few days, the movement spread to the rest of the country in the same way as it had started, that is, practically spontaneously. The CGT and CFDT unions merely followed suit, but in a number of big Paris stations where the movement had originated, they were compelled to agree to the setting up of daily general assemblies of the unionized and non-unionized workers involved in the job action — assemblies these unions would well have done without.

Here and there, the rank and file had thus been moving for weeks. It was probably encouraged by the student's movement and its success (after their first attempt at launching a strike, the Paris-Sud-Ouest railworkers were not at all discouraged and took an enthusiastic part in the demonstration which workers and unions had been invited to by the students). But the rank and file had come forward before the student movement, urged on to do so by their mistrust of union leaderships. The attacks which the preceding left-wing government briskly carried out against railworkers as well as against all the other workers in the country — wage freezes, jobs cuts, worsening working conditions — went full swing ahead under the government elected on March 16, 1986. During the summer, the transportation minister publicly threatened to crack down on the railroad workers' "status"; in other words, to step up the attacks against their standard of living, jobs, and benefits. In the other camp, and as of September, unions were content with calling disorganizedly for one "job-action-day" after another — without any result. They were thus showing their unwillingness to really organize the railworkers' counter-attack.

LIKE WILDFIRE . . . WITHOUT THE UNIONS

On the morning of Thursday, December 18 — that is when the Paris-Nord engineers walked out —, the strike spread like wildfire from one depot to the next,

continued on p. 11

entiende la prensa de derecha, la cual busca un misterioso complot tramado por los izquierdistas incluso por el Partido Comunista Francés. Es que, justamente en la base, por lo menos en ciertos sectores, ha habido ferroviarios de base quienes han preparado la huelga desde hace varias semanas... fuera de las estructuras sindicales tradicionales.

Desde hace un mes y medio algunos maquinistas del depósito de París-Norte —sector donde empezó la huelga— habían iniciado una consulta entre sus compañeros y luego de conversar con ellos, decidieron de entrar en huelga el 18 de diciembre.

No fue sino después de esta decisión cuando fueron a buscar a los sindicatos para pedirles que los cubriera lanzando un preaviso de huelga. Y los sindicatos, la CFDT (Confederación Francesa Democrática del Trabajo) y la Federación General Autónoma de los Agentes de Conducta (un sindicato corporatista de los maquinistas) que han aceptado, sólo lo hicieron con desgana: el preaviso de huelga sólo concernía a los maquinistas del sector. Ahora bien, una vez decididos a entrar en huelga y fijada la fecha, los maquinistas de París-Norte se habían puesto en relación con otros depósitos, informándolos de sus intenciones e invitándolos a sumarse a su movimiento.

Durante el mismo período una agitación un poco similar empezaba en otro sector, en las cercanías de París Suroeste. Ahí también, maquinistas empezaban a reunirse, hablaban de la necesidad de la huelga, se dirigían a sus compañeros de trabajo para invitarlos a que se pronunciaran a favor de la huelga y se organizaran en consecuencia. Ellos al revés de los de París-Norte no se limitaban a los únicos conductores, pero deseaban dirigirse a todos los ferroviarios. Incluso intentaban lanzar la huelga cuando el movimiento estudiantil estaba en su punto culminante. Esta acción quedó muy minoritaria, limitada a un depósito y se paró al cabo de un día y medio. Pero los huelguistas habían tenido el tiempo de dar una vuelta por algunos sectores de los alrededores, de llamarlos a sumarse a ellos y a organizarse. Eso no dejó de tener consecuencias unos días más tarde cuando la huelga general comenzó realmente.

Por fin, al principio del mes de diciembre otro movimiento había empezado entre otra categoría de ferroviarios, los empleados de las taquillas, los que

están encargados de la venta de los billetes y de las reservaciones. Como la SNCF amenazaba con suprimirles una prima, éstos sin entrar formalmente en huelga ya no hacían las reservaciones lo cual es una parte de su trabajo. El movimiento en unos días se extendió en todo el país en forma casi espontánea como había empezado. Los sindicatos CGT (Confederación General del Trabajo) y CFDT, que se contentaban con seguir, se veían imponer en ciertas grandes estaciones parisinas, de donde había partido el movimiento, asambleas generales diarias de los trabajadores implicados por esa acción, afiliados o no a los sindicatos, asambleas de las cuales los sindicatos bien se hubieran librado.

La base pues se movía desde hacía varias semanas aquí o allá. Ella fue a lo mejor estimulada por el movimiento estudiantil y su éxito (los ferroviarios de París Suroeste luego de su primer intento de entrar en huelga, en ninguna forma desmoralizados, participaron con entusiasmo en la manifestación en la cual los estudiantes habían invitado a los trabajadores y a los sindicatos). Pero ella comenzaba a manifestarse incluso antes del movimiento estudiantil, empujada por la desconfianza hacia las direcciones sindicales. Los ataques contra los ferroviarios como contra el conjunto de los trabajadores del país, congelación de salarios, reducción de los efectivos, agravación de las condiciones de trabajo llevados adelante a gran ritmo bajo el precedente gobierno de izquierda han continuado a ritmo acelerado con el que surgió de las elecciones del 16 de marzo de 1986. Durante el verano el ministro de Transportes había amenazado públicamente con atacarse al "estatuto" de los ferroviarios, es decir que había prometido redoblar la ofensiva contra su nivel de vida, su empleo y sus conquistas. Ahora bien, enfrente, los sindicatos en orden disperso se contentan desde el fin de las vacaciones de verano con multiplicar las "jornadas de acción" sin perspectivas. Mostraban con ello su falta de voluntad para organizar verdaderamente la respuesta de los ferroviarios.

UN REGUERO DE PÓLVORA... SIN LOS SINDICATOS

A partir del jueves 18 de diciembre por la mañana, cuando los conductores de París-Norte pararon el trabajo, la huelga se extendió como un reguero de

sigue en p. 11



Locomotives immobiles, quais déserts, panneaux d'affichage des trains vides : la grève est totale chez les conducteurs de la Gare du Nord, à Paris. Elle se répand chez tous les conducteurs, puis dans toutes les catégories.

Locomotives at a standstill, deserted platforms, blank timetable boards: the train engineers in a Paris station, the Gare du Nord, are all on strike. The strike is spreading to all train drivers, and to other categories of railworkers.

Locomotoras inmóviles, andenes desiertos, tableros vacíos: la huelga es total entre los conductores de la estación del Norte, en París. Se extiende a todos los conductores, y luego a todas las categorías.



dépôt en dépôt, le long du réseau ferré, d'abord le réseau Nord puis ensuite tous les autres. Quatre jours plus tard, dimanche 21 au soir, pratiquement tous les dépôts étaient en grève sans qu'aucun mot d'ordre ait été lancé par les syndicats.

Si dans bien des dépôts les militants syndicalistes étaient les organisateurs de la grève, les fédérations syndicales, elles, étaient à la traîne et se contentaient au mieux d'enregistrer que la grève était là. Et c'était vrai aussi bien de la CFDT que de la FGAAC (syndicat corporatiste des seuls conducteurs). La CGT, elle, traînait encore plus les pieds et gardait une attitude encore plus ambiguë. Son premier réflexe fut la plus grande méfiance devant un mouvement qui se déclenchait et s'étendait sans son contrôle. Du coup, ses militants dans les dépôts prirent les attitudes les plus contradictoires, interprétant l'attitude de leur direction en fonction de leurs propres sentiments, ou encore en fonction des situations locales. Dans certains dépôts, ils furent les initiateurs et les organisateurs de la grève, dans d'autres, ils suivirent en rechignant, dans d'autres enfin, ils s'opposèrent pendant plusieurs jours à cette grève. Ainsi, à Paris-Sud-Ouest, les responsables CGT firent de véritables "piquets de travail", incitant les conducteurs à surtout ne pas suivre la grève. Jusqu'au moment où, débordés par les travailleurs qui se mettaient en grève malgré eux, ils changèrent d'attitude... et appelèrent à la grève à leur tour. Mais là, il était trop tard pour que leur attitude n'ait pas été perçue par la majorité des cheminots du secteur.

Jusqu'au lundi 22 décembre, la grève ne fut guère réelle que parmi les seuls conducteurs (18 000 sur 230 000 cheminots). D'abord, elle était partie de conducteurs qui ne s'adressaient qu'aux conducteurs sans se préoccuper des autres catégories. D'autre part, les syndicats, comme on l'a vu, réticents ou hostiles à cette extension même parmi les seuls conducteurs, n'avaient certainement aucune envie de l'étendre aux autres cheminots. Pendant les quatre premiers jours, la grève ne toucha donc qu'une très petite minorité des autres catégories, parmi ceux, contrôleurs ou encore ouvriers des dépôts, qui sont le plus en contact avec les agents de conduite.

A partir du lundi 22, par contre, elle s'étendait aux

all along the rail network, first on the northern network and then, on all the others. Four days later, in the evening of Sunday 21, practically all the depots were on strike without a single strike call from the unions.

Though in many depots the strike was organized by union militants, the union confederations for their part were lagging behind and, at best, merely acknowledged the fact that there was a strike. This was the case of the CFDT as well as of the FGAAC (a corporatist engineers' union). As for the CGT, it lagged even further behind and adopted an even more ambiguous attitude. Its first reflex was one of great suspicion for a movement which had been launched and was spreading outside its control. Thus the CGT militants reacted in a variety of ways in the depots, interpreting their leaders' attitude in terms of their own feelings, or according to the local situation. In some depots, they launched and organized the strike; in others they grouchily followed suit; in still others they were opposed to the strike for several days. In Paris-Sud-Ouest for instance, the CGT leaders set up actual "work pickets" and told the engineers the last thing they should do was to go on strike. However, there came a time when they were overtaken by workers who joined the strike despite their advice, they changed their stand . . . and also called for a strike. But it was too late: their attitude had been perceived by a majority of railmen in this area.

Until Monday, December 22, the strike almost exclusively involved the engineers (18,000 out of 230,000 railworkers). For one thing, the engineers who had started it were only calling on the other engineers and did not care about the other categories. On the other hand, as we have seen, the unions were either reticent or hostile to any kind of generalization — even if only to other engineers —, and they certainly did not wish to spread the movement to other railworkers. So during the first four days, the strike only involved a minority of people in the other categories, and mostly people who are regularly in touch with engineers: ticket inspectors or workers in the depots.

However as of Monday 22, it spread to other

pólvora de depósito en depósito, a lo largo de la red ferroviaria, primero la red Norte y luego todas las otras. Cuatro días más tarde, el domingo 21 por la noche, prácticamente todos los depósitos estaban en huelga sin que ninguna consigna hubiera sido lanzada por los sindicatos.

Si bien en muchos depósitos los militantes sindicalistas eran los organizadores de la huelga, las federaciones sindicales, eran arrastradas y se contentaban como máximo de constatar que la huelga estaba allí. Y esto era válido tanto para la CFDT como para la FGAAC (sindicato corporatista únicamente de conductores). La CGT, arrastraba aún los pies y conservaba una actitud aún más ambigua. Su primer reflejo fue de una enorme desconfianza ante un movimiento que se desencadenaba y se extendía sin su control. De resultas sus militantes en los depósitos, tomaron actitudes de lo más contradictorias, interpretando la actitud de su dirección en función de sus propios sentimientos, o aún en función de las situaciones locales. En algunos depósitos fueron los iniciadores y organizadores de la huelga; en otros siguieron a regañadientes; y finalmente en otros se opusieron a la huelga durante varios días. Fue así como en Paris Suroeste, los responsables de la CGT formaron verdaderos "piquetes de trabajo", incitando a que los conductores sobre todo no entren en la huelga. Hasta el momento en que desbordados por los trabajadores que entraban en huelga a pesar de ellos, cambiaron de actitud... y llamaron a su vez a la huelga. Pero entonces era demasiado tarde para que su actitud no hubiese sido percibida por la mayoría de los ferroviarios del Sector.

Hasta el lunes 22 de diciembre, la huelga sólo fue real entre los conductores (18 000 sobre 230 000 ferroviarios). Primero había partido de los conductores quienes no se dirigían sino a los conductores sin preocuparse de las otras categorías. Por otra parte los sindicatos, como lo hemos visto, reticentes u hostiles a esta extensión incluso entre los conductores, no tenían ciertamente ninguna gana de extenderla a los ferroviarios. Durante los cuatro primeros días la huelga no alcanzó entonces más que a una pequeña minoría de las otras categorías, a aquellos que están más en contacto con los maquinistas, inspectores u obreros de los depósitos.

A partir del lunes 22 por el contrario, ella se extendía a

autres cheminots : ceux des gares, des triages, des ateliers. Mais là aussi, c'est la base qui l'imposa. Les syndicats conservèrent une attitude ambiguë, n'appelant pas franchement. Aucun ne prononcera le mot de grève générale dans les chemins de fer : certains parce qu'ils jouaient sur le corporatisme des agents de conduite dont beaucoup ne tenaient pas à ce que leur mouvement s'étende à d'autres catégories ; tous, sans aucun doute, parce qu'ils ne désiraient pas cette grève. Les militants de la CGT continuèrent donc à prendre les attitudes les plus diverses comme ils l'avaient fait parmi les roulants : ici, militants enthousiastes de la grève et de son extension, là, s'opposant à elle, y compris physiquement.

Et c'est cela qui explique que la méfiance vis-à-vis des directions syndicales déjà préexistante à la grève, soit devenue un sentiment extrêmement répandu et grandissant parmi les cheminots.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES, COMITÉS DE GRÈVE ET COORDINATIONS

Cette méfiance vis-à-vis des organisations syndicales et le fait que ce soit la base qui ait décidé la grève et l'ait étendue, se sont traduits dans l'organisation du mouvement. D'abord par le fait que beaucoup de grévistes, dans beaucoup de secteurs, sont présents chaque jour sur leur lieu de travail, et ceci en pleine période des fêtes de fin d'année, période traditionnelle de congés et d'absentéisme. Mais ensuite et surtout par le fait que les grévistes ont commencé à se donner une organisation propre, indépendante des organisations syndicales.

D'abord, un peu partout, ont lieu des assemblées générales de grévistes qui discutent, contestent, entendent prendre des décisions, même là où les syndicats contrôlent la grève et restent sa direction reconnue et acceptée par les grévistes. Au point que toutes les fédérations syndicales, la CGT en tête, affirment maintenant que ce sont à ces assemblées générales de trancher.

Et puis dans certains secteurs, là où certaines directions syndicales locales ont été écartées parce qu'elles s'opposaient à la grève, des comités de grève



Assemblée générale de cheminots qui votent pour reconduire la grève (dépôt de Paris-Sud-Ouest le 23.12.86)

A general assembly of railworkers voting to continue the strike. (Paris-Sud-Ouest depot on Dec. 23, 1986).

Asamblea general de ferroviarios que votan para prolongar la huelga (depósito de París-Suroeste el 23.12.1986)

railworkers in the stations, the marshalling yards, the garages. But the strike had again to be imposed by the rank and file. The unions stuck to their ambiguous attitude and never called frankly for the strike. No union used the words "general rail strike". Some refused to do so because they based themselves on the engineers' corporatism (many engineers did not want their strike to spread to other categories); and all the unions because without a doubt they did not want a strike. Thus, the CGT militants could again be seen adopting a variety of attitudes, as had been the case among the engineers: here, enthusiastic militants organized and spread the strike; there, other CGT members opposed it, including by force.

This is why the mistrust toward the unions which already existed before the strike has become so widespread and has increased so much among railworkers.

GENERAL ASSEMBLIES, STRIKE COMMITTEES, AND COORDINATING COMMITTEES

This mistrust of the union organizations and the fact that the strike was decided upon and extended by the rank and file got its translation in terms of the organization of the movement. First of all, in many sectors, many strikers come to the workplace every day — though the strike developed during the Christmas and New Year holiday period, when workers have a tradition of either taking days off or not showing up. But also, and above all, strikers started to get organized by themselves, independently from the unions.

First of all, practically everywhere general assemblies of strikers are held. Strikers discuss, disagree, and are dead set on making their own decisions — even in places where the unions control the strike and have kept their role as a recognized and accepted leadership. In fact, all the union confederations — including the CGT — now say that it is up to the general assemblies to make decisions.

Also, in some sectors, where local union leaderships have been pushed aside because they had opposed the strike, strike committees have been

continued on p. 14

los otros ferroviarios: los de las estaciones de salida de trenes, de las estaciones de clasificación, de los talleres. Pero incluso allí, fue la base que la impuso. Los sindicatos conservaron una actitud ambigua, sin llamar francamente. Ninguno de ellos pronunciará la palabra huelga general de los ferroviarios: algunos porque apostaban al corporatismo de los maquinistas de los cuales muchos no querían que su movimiento se extendiera a otras categorías, y todos, sin ninguna duda, porque no deseaban esta huelga. Los militantes de la CGT continuaron tomando las actitudes más diversas como lo habían hecho con el personal que trabaja a bordo de los trenes en circulación: aquí militantes entusiastas de la huelga y de su extensión, allá oponiéndose a ella incluso físicamente.

Y esto es lo que explica que la desconfianza hacia las direcciones sindicales que existía ya antes de la huelga haya venido a ser un sentimiento que se extendió en extremo y creció entre los ferroviarios.

ASAMBLEAS GENERALES, COMITÉS DE HUELGA Y COORDINACIONES

Esta desconfianza hacia las organizaciones sindicales y el hecho de que fuera la base que haya decidido la huelga y la haya extendido, se tradujeron en la organización del movimiento. Primero, por el hecho de que muchos huelguistas, en muchos sectores, están presentes cada día en su lugar de trabajo, y esto en pleno período de fiestas de fin de año, período tradicional de vacaciones y ausentismo. Pero luego y sobre todo por el hecho de que los huelguistas han empezado a darse una organización propia, independiente de las organizaciones sindicales.

Primero un poco en todos lados tienen lugar asambleas generales de huelguistas que se expresan, discuten, entienden tomar decisiones, incluso allí donde los sindicatos controlan la huelga y permanecen como dirección reconocida y aceptada por los huelguistas. Al punto que todas las federaciones sindicales, la CGT a la cabeza, afirman ahora que a esas asambleas generales les toca decidir.

Y en ciertos sectores, donde algunas direcciones sindicales locales han sido dejadas de lado porque se oponían a la huelga, han sido creados comités de

sigue en p. 15



Des cheminots, à l'appel d'une coordination, déposent leurs revendications directement devant le siège de la SNCF, le 26.12.86.

Following a call issued by a coordinating committee, railworkers at the SNCF headquarters putting forward their demands themselves. Dec. 12, 1986.

Ferrovianos, llamados por una coordinación, entregan sus reivindicaciones directamente delante de la sede de la SNCF, el 26.12.86.

élus par les grévistes ont été mis en place pour diriger le mouvement sous le contrôle des assemblées générales de grévistes.

Enfin, l'idée de la coordination de ces comités, c'est-à-dire d'une organisation centrale du mouvement, a fait son chemin et s'est même concrétisée. Cette idée de coordination — le mot même — est certainement venue de l'exemple des étudiants qui se sont donné des coordinations semblables. L'exemple étudiant a frappé d'autant mieux qu'une grève des chemins de fer par sa nature même est un mouvement qui touche des dizaines de milliers de gens dispersés sur toute l'étendue du territoire national, comme le mouvement étudiant, et qui a donc besoin, comme le mouvement étudiant, d'une organisation centrale.

Et c'est ainsi que sont nées des coordinations nationales. D'une part, une Coordination Nationale des Agents de Conduite ; d'autre part une Coordination Nationale Inter-catégories de tous les cheminots. La première s'appuie sur le sentiment corporatiste qui existe très fort chez les conducteurs. La seconde au contraire essaie de donner corps à l'idée que la force du mouvement réside dans le fait qu'il ne doit pas se laisser diviser par catégories mais au contraire faire des 230 000 cheminots une force unique.

Ces coordinations ne représentent pour l'instant qu'une minorité des cheminots. Même à celle des seuls agents de conduite, déjà une minorité parmi l'ensemble des travailleurs de la SNCF, même s'ils ont été le fer de lance de cette grève, seul le tiers des dépôts est représenté. Mais des assemblées générales et des comités de grève, c'est-à-dire la majorité des travailleurs de certains secteurs, ont délégué des représentants aussi bien à la Coordination Inter-catégories qu'à celle des agents de conduite ou aux deux pour certains dépôts. Des minorités de nombreux autres secteurs ont envoyé des observateurs à la Coordination Inter-catégories, vers laquelle des cheminots d'un peu partout regardent.

Telles qu'elles sont, ces coordinations ont donc créé le fait nouveau de ce mouvement de grève en France, où il n'existe aucune tradition d'une organisation démocratique des grévistes indépen-

dante des appareils syndicaux, la direction de la grève étant considérée, parmi les travailleurs eux-mêmes, comme revenant de droit aux directions syndicales. Le combat pour l'organisation démocratique de la grève, pour des comités de grève élus et contrôlés par les grévistes est depuis des dizaines d'années celui des seuls révolutionnaires. On pourrait même dire quasiment celui des seuls militants de Lutte Ouvrière, la plupart des autres organisations d'extrême-gauche, même trotskystes, comme on le voit encore maintenant dans ce mouvement des cheminots, avec l'attitude de la Ligue Communiste Révolutionnaire et du Parti Communiste Internationaliste, acceptant ou même demandant que la direction de la grève revienne de droit aux directions syndicales.

Cette grève des cheminots, quelle que soit sa suite, va donc probablement laisser un exemple d'organisation de la grève inhabituel et qui peut faire date.

De plus, depuis huit jours, ces coordinations, qui s'ajoutent aux assemblées générales régulières, aux comités de grève et aux coordinations régionales, et qui expriment à la fois la détermination de la base et sa méfiance envers les organisations syndicales traditionnelles, poussent ces dernières en avant, même si c'est l'épée dans les reins... Le fait que les fédérations syndicales n'aient rien signé avec la SNCF à l'issue des négociations, qu'elles aient été extrêmement prudentes dans la présentation des résultats de ces négociations, qu'elles aient dit et redit que c'était à la base, aux grévistes de décider, est le résultat de cette pression exercée par les coordinations, c'est-à-dire l'organisation indépendante du mouvement gréviste, aussi embryonnaire soit-elle encore.

MANŒUVRES DU GOUVERNEMENT ET ÉPREUVE DE FORCE

La grève étant devenue générale à la SNCF et les premières négociations entre les syndicats et la direction sur les salaires n'ayant pas arrêté le mouvement, la SNCF et le gouvernement, avec l'aide des médias, ont lancé une grande manœuvre. Il s'agissait de persuader l'opinion publique mais aussi

elected by strikers and have been instructed to take charge of the movement under the control of the strikers' general assembly.

Finally, the idea of a coordination of these committees — in other words, of a central organization of the movement — has made headway and was even put into action. The idea of a coordinating committee — and the word itself — certainly came from the students' movement which had set up such committees. The students' example has been all the more striking since a rail strike, by its very nature, is a movement which — like a student movement — involves tens of thousands of people scattered all over the country, and which thus needs a central organization — which is what the student movement had.

That is how two national coordinating committees came into being. One was a train engineers' national coordinating committee; the other, a cross-classification national coordinating committee of all railworkers. The first one leans on a corporatist attitude which is very strong among train drivers. The second one, on the contrary, tries to give substance to the idea that the strength of the movement lies in the fact that it must not let itself be divided into categories, but on the contrary, gathers the 230 000 railworkers together into a single force.

For the time being, these coordinating committees only represent a minority of railworkers. For instance, the committee set up for engineers (who are themselves a minority inside the SNCF) only represents a third of the depots despite the fact that it spearheaded the strike. However, general assemblies and strike committees representing the majority of workers in some sectors have sent delegates to the cross-classification or to the engineers-only coordinating committees — or to both in some cases. Elsewhere, minorities have also sent observers to the cross-classification coordinating committee, as railworkers from almost everywhere keep an eye on this one.

As they are, these coordinating committees represent a new feature in this type of strike movement in France, where there does not exist a tradition of a strikers' democratic organization,

independent from the union apparatuses — since the workers themselves tended to consider the leadership of a strike as the union leader's prerogative by right. The struggle for the democratic organization of a strike, for elected strike committees under the strikers' control has, for decades, been carried on only by revolutionaries. It could even be said that it has been carried on almost exclusively by *Lutte Ouvrière* militants — most of the other far-left organizations, even Trotskyist ones (as is exemplified again today in this railworkers' movement by the stands taken by the LCR and the PCI) have always accepted or even requested that the leadership of the strike remain in the union leaders' hands by right.

This railworkers' strike, whatever its development, will thus probably set an example of an unusual strike organization and may well be a milestone.

Moreover, for eight days now, these coordinating committees — plus the regular general assemblies, strike committees and regional coordinating committees — have expressed both the determination of the rank and file and its mistrust of the traditional union organizations by pushing them forward — even if it is with a sword in their backs . . . The fact that the union federations have not yet come to any kind of agreement with the SNCF after their rounds of negotiations; that they have been extremely cautious when presenting the results of those negotiations; that they have said and repeated that it was up to the rank and file, to the strikers, to decide: all this is the result of the pressure exerted by the coordinating committees, that is, by the independent organization of the strikers' movement — however embryonic it may still be.

GOVERNMENT MANEUVERS AND A TEST OF STRENGTH

After the strike had been generalized to the whole of the SNCF, and after the first round of negotiations between the unions and management on the problem of wages had not stopped the movement, then the SNCF and the government launched a big maneuver. They wanted to convince public opinion — and

huelga elegidos por los huelguistas, para dirigir el movimiento bajo el control de las asambleas generales de los huelguistas.

En fin, la idea de la coordinación de esos comités, es decir de una organización central del movimiento, ha hecho su camino y incluso se ha concretizado. Esta idea de coordinación —inclusive el término— ha venido ciertamente del ejemplo de los estudiantes quienes crearon coordinaciones semejantes.

El ejemplo de los estudiantes impresionó tanto más todavía porque una huelga de ferrocarriles por su naturaleza misma es un movimiento que afecta a decenas de miles de personas dispersas en toda la superficie del territorio nacional, como el movimiento estudiantil, y que tiene pues la necesidad, como el movimiento de los estudiantes, de una organización central.

Y fue así como nacieron las coordinaciones nacionales. Por un lado, una coordinación nacional de conductores de tren; por otro lado una coordinación nacional intercategorías de todos los ferroviarios. La primera se apoya sobre el sentimiento corporatista muy fuerte que existe entre los conductores. La segunda, por el contrario, trata de darle forma a la idea de que la fuerza del movimiento reside en el hecho de no dejarse dividir por categorías sino al contrario de hacer de los 230 000 ferroviarios una fuerza única.

Estas coordinaciones no representan, por el momento, más que una minoría de ferroviarios. Inclusive en la que agrupa a los conductores de tren (que son una minoría en el conjunto de los empleados de la SNCF incluso si han sido la punta de lanza de esta huelga), sólo la tercera parte de los depósitos están representados. Pero asambleas generales y comités de huelga, es decir la mayoría de los trabajadores de ciertos sectores han delegado representantes a la coordinación intercategorías o a la de los conductores de tren o a ambas para ciertos depósitos. Minorías de otros numerosos sectores han enviado observadores a la coordinación intercategorías, hacia la cual, de casi todas partes, los ferroviarios miran.

Tales como son, estas coordinaciones han creado pues el hecho novedoso de este movimiento de huelga en Francia, en donde no existe ninguna tradición de organización democrática de los huelguistas

independiente de los aparatos sindicales, y donde la dirección de la huelga es considerada, incluso por los mismos trabajadores, como un derecho exclusivo de las direcciones sindicales. El combate por la organización democrática de la huelga, por los comités de huelga elegidos y controlados por los huelguistas es desde hace decenas de años llevado adelante sólo por los revolucionarios. Incluso casi se podría decir únicamente por los militantes de *Lutte Ouvrière*, la mayor parte de las otras organizaciones de extrema-izquierda, incluso trotskistas, como lo estamos viendo ahora en este movimiento de los ferroviarios, con la actitud de la LCR y del PCI, aceptando o incluso pidiendo que la dirección de la huelga recaiga por derecho a las direcciones sindicales.

Esta huelga de ferroviarios, cualquiera sea el resultado, va probablemente a dejar un ejemplo de organización de la huelga inhabitual y que puede marcar época.

Además, desde hace ocho días, estas coordinaciones que se agregan a las asambleas generales regulares, a los comités de huelga y a las coordinaciones regionales y que expresan a la vez la determinación de la base y su desconfianza respecto a las organizaciones sindicales tradicionales, empujan a estas últimas hacia adelante, incluso con la espada en la espalda... El hecho de que la federaciones sindicales no hayan firmado nada con la SNCF al término de las negociaciones, que hayan sido extremadamente prudentes en la presentación de los resultados de estas negociaciones, que hayan dicho y vuelto a decir que a la base, a los huelguistas les correspondía decidir, es el resultado de la presión ejercida por las coordinaciones, es decir la organización independiente del movimiento huelguista por embrionario que esté todavía hoy.

MANIOBRAS DEL GOBIERNO Y PUGNA DE INTERESES

Habiéndose generalizado la huelga en la SNCF y las primeras negociaciones entre los sindicatos y la dirección sobre los salarios no habiendo detenido el movimiento, la SNCF y el gobierno, con la ayuda de los medios de comunicación, lanzaron una gran maniobra. Se trataba de persuadir a la opinión pública pero también a los ferroviarios...de que ellos no tenían más

les cheminots... qu'ils n'avaient qu'une seule revendication essentielle : le retrait du projet d'une nouvelle "grille des salaires" avancé par la direction.

C'était bien l'une de leurs revendications. C'était même celle qui avait déclenché la colère des conducteurs et avait mis en branle ceux de Paris-Nord, le projet prévoyant en effet que l'avancement se ferait davantage encore au mérite, c'est-à-dire dépendant du choix de la seule direction. Mais les raisons profondes de cette colère étaient d'abord dans la détérioration des conditions de vie et de travail et dans la dégradation des salaires, c'est-à-dire leur montant réel et non dans la façon dont la direction entend le justifier.

Et c'est pour cela que l'opération a fait long feu. L'annonce du retrait du projet de nouvelle grille, faite juste au seuil du Nouvel an, n'a pas fait vaciller la grève. Au contraire, la quasi unanimité des grévistes s'est faite sur l'opinion que, une fois la grève commencée, ce sont bien les salaires et les conditions de vie et de travail qu'ils veulent voir améliorés. Et la Coordination Nationale Inter-catégories s'étant faite là encore le porte-parole de la base, les syndicats, qui semblaient un moment hésiter à se prêter à l'opération du gouvernement, ont dû emboîter le pas aux grévistes et, refusant un accord sur ce seul retrait du projet de grille, mettre en avant à leur tour des revendications sur les salaires.

Nous en sommes là en ce 3 janvier, après seize jours d'une grève qui a déjà connu plusieurs épisodes et plusieurs retournements, et qui a aussi modifié le climat social et politique du pays.

Il semble qu'une épreuve de force se dessine maintenant directement entre le gouvernement et les cheminots en grève. Le blocage des salaires de toute la classe ouvrière est en effet un des aspects essentiels de la politique sur laquelle ce gouvernement et sa majorité parlementaire ont été élus (politique qui était d'ailleurs, depuis 1982, aussi la politique du gouvernement de gauche).

Une augmentation des salaires obtenue par les cheminots en grève serait une brèche dans cette politique par laquelle toute la classe ouvrière pourrait s'engouffrer. En accordant des augmentations de salaires aux cheminots, le gouvernement craint

évidemment de déclencher une vague revendicative dans tous les autres secteurs.

C'est pour cela que le gouvernement ne peut céder que contraint et forcé, mais c'est aussi pour cela que les cheminots pourraient trouver le soutien et même l'alliance de l'ensemble des autres travailleurs, qui ont en ce moment les yeux fixés sur eux et sur leur mouvement.

Le gouvernement ne cédera aux cheminots sur les salaires — leur revendication essentielle — que s'il est manifeste pour toute la bourgeoisie que la prolongation de la grève va effectivement faire tâche d'huile parmi tous les travailleurs. Le recul du gouvernement aurait alors l'assentiment de toute la bourgeoisie qui préférerait payer plutôt que de voir les valeurs boursières françaises s'effondrer.

Mais le gouvernement ne peut céder préventivement sans se faire reprocher par la bourgeoisie — qui ne verra alors que la brèche dans la politique salariale — sa faiblesse envers les salariés de l'État.

Il n'est donc pas impossible que cette grève des chemins de fer débouche sur une crise politique majeure. Mais c'est aussi cela que ne veulent ni les grandes organisations syndicales, ni les partis politiques de gauche, pas plus la CGT et le PCF que les autres.

Aussi, les obstacles devant les cheminots en grève sont de taille. Ils se heurtent non seulement à la SNCF, mais à toute la bourgeoisie et à son gouvernement. Ils ne pourront pas non plus compter vraiment ni sur les partis d'opposition, de gauche, ni sur leurs organisations syndicales traditionnelles. Pourtant, la détermination d'une base que personne n'attendait a déjà changé bien des choses. C'est d'elle aussi que dépend l'issue de cette grève qui, de toute manière (en sens contraire selon qu'elle sera défaite ou victorieuse), va marquer la prochaine période en France □



railworkers too — that the latter only had one major demand: the withdrawal of the new "wage scale" put forward by management.

It was indeed *one* of their demands. It was even the one which had sparked off the anger of some train drivers, and had caused those at Paris-Nord to take action. Indeed, the proposed wage scale meant an increase in merit promotions, that is, more one-sided decisions by management. But the deeper reasons for this outburst were mainly the worsening of living and working conditions and wage erosion — in terms of what railworkers actually earn and not merely the criteria taken up by management to adjust wages.

That is why the maneuver failed and the strike did not falter when the withdrawal of the proposed wage scale was announced on New Year's Eve. On the contrary, the strikers almost unanimously agreed, now that they were on strike, that wages and living and working conditions were the things they really wanted to see improved. On this issue, the cross-classification coordinating committee once again spoke for the rank and file; and the unions, which seemed ready for a moment to lend themselves to the government's schemes, had to follow suit by refusing an agreement on the mere withdrawal of the proposed scale and by putting forward wage demands in their turn.

This is where we are at, on January 3, after a fifteen-day strike which has already gone through several stages and several turnabouts, and which has also changed the social and political climate of the country.

It seems it will now go into a test of strength directly between the government and the striking railworkers. The freeze of workers' wages is indeed one of the essential elements of the policy on which the government and its majority in parliament were elected — a policy which had been also the policy, as of 1982, of the left-wing government.

If striking railworkers obtained a wage increase, it would drive a wedge in this policy, and the rest of the working class could follow suit. The government of course fears that if it gives the railworkers a wage

increase, there will be a wave of demands in each and every sector.

This is why the government will not back down unless it is forced to do so. This is also the reason why railworkers might be able to get the support of and even enter in alliance with all the other workers who for the time being have their eyes riveted on the railworkers and their movement.

The government will yield on the wages of the railworkers — their main demand — only if it is obvious to the bourgeoisie that the strike's endurance is really going to spread the movement among other workers. Then when the government backs down, it will be with the approval of the whole bourgeoisie who would rather pay than see the French stock market plummet downward.

However the government cannot back down as a preventive measure without being reproached by the bourgeoisie — who in that case would only see that this has driven a wedge in the wage policy — for being weak in front of the state employees.

Thus, it is not impossible for this strike to lead up to a major political crisis. This is also what neither the big union organizations, nor the left-wing parties want — and that includes the CGT and the French CP along with the rest of them.

So the railworkers are being confronted with pretty big obstacles. They are not only up against the SNCF, but also against the bourgeoisie as a whole and against its government. They will not be able to really count on left-wing opposition parties or on their traditional union organizations. However, so far, the determination of the rank and file — which came as a surprise to all — has already changed a lot of things. Whether the strike ends in victory or defeat, it will in either case, though in opposite ways, leave its mark on the coming period in France. Yet, above all, the outcome of this strike depends on the determination of the rank and file□



que una sola reivindicación esencial: la retirada del proyecto de una nueva "red de salarios" presentada por la dirección.

Era por supuesto una de sus reivindicaciones. Era incluso aquella que había desatado la cólera de los conductores y puesto en movimiento a los de París-Norte, el proyecto preveía en efecto que los aumentos se harían aún más según el mérito, es decir dependiendo solamente de la decisión de la dirección. Pero las razones profundas de esta cólera eran en primer lugar la deterioración de las condiciones de vida y de trabajo y la degradación de los salarios, es decir de su monto real y no de la manera como la dirección pretende justificarlo.

Y es por esto que la operación fracasó. El anuncio de la retirada del proyecto de la nueva red, hecho justo en el umbral del año nuevo, no hizo vacilar la huelga. Al contrario, la casi unanimidad de huelguistas se hizo sobre la opinión de que, una vez la huelga comenzada, son los salarios y las condiciones de vida y de trabajo que ellos quieren ver mejorarse. Y la coordinación nacional intercategorías haciéndose también aquí el portavoz de la base, los sindicatos que parecieron un momento dudar en prestarse a la operación del gobierno, tuvieron que marchar al paso de los huelguistas y rehusando un acuerdo sobre la sola retirada del proyecto de red, adelantar a su vez reivindicaciones sobre los salarios.

A esto hemos llegado en este 3 de enero, después de 16 días de una huelga que ha ya conocido varios episodios y varios cambios, y que ha modificado también el clima social y político del país.

Parece que una pugna de intereses se perfila ahora directamente entre el gobierno y los ferroviarios en huelga. El bloqueo de salarios de toda la clase obrera es, en efecto, uno de los aspectos esenciales de la política sobre la cual este gobierno y su mayoría parlamentaria han sido elegidos (política que era además, desde 1982, también la política del gobierno de izquierda).

Un aumento de salarios obtenido por los ferroviarios en huelga sería una brecha en esta política por la cual toda la clase obrera podría introducirse. Concediendo aumentos de salarios a los ferroviarios, el gobierno

teme evidentemente desatar una ola reivindicativa en todos los otros sectores.

Es por ello que el gobierno solamente puede ceder coaccionado y forzado, pero es también por ello que los ferroviarios podrían encontrar el apoyo e incluso la alianza del conjunto de los otros trabajadores, que tienen en este momento los ojos dirigidos hacia ellos y hacia su movimiento.

El gobierno sólo cederá a los ferroviarios sobre los salarios —su reivindicación esencial— si es evidente para toda la burguesía que la continuación de la huelga va a propagarse efectivamente a todos los trabajadores. El retroceso por parte del gobierno tendría entonces la aprobación de toda la burguesía que preferiría pagar antes que ver hundirse los valores franceses de Bolsa.

Pero el gobierno no puede ceder preventivamente sin que la burguesía le reproche —ésta sólo verá entonces la brecha en la política salarial— su debilidad ante los asalariados del Estado.

No es imposible entonces que esta huelga de los ferroviarios desemboque en una crisis política mayor. Pero es también esto lo que ni las grandes organizaciones sindicales, ni los partidos políticos de izquierda quieren, ni aún la CGT y el PCF al igual que los otros.

Además, los obstáculos delante de los ferroviarios en huelga son grandes. Se chocan no sólo con la SNCF, sino con toda la burguesía y su gobierno. No podrán contar tampoco con los partidos de oposición, de izquierda, ni con sus organizaciones sindicales tradicionales. Sin embargo, la determinación de una base que nadie esperaba ha cambiado ya muchas cosas. Es también de ella que depende el desenlace de esta huelga que de todas formas va a marcar (de manera opuesta según que sea derrotada o victoriosa) el próximo período en Francia □





Le mouvement de la jeunesse scolaire

On peut affirmer sans exagération que le mouvement de la jeunesse étudiante, qui s'est déroulé en France durant trois semaines, du vendredi 21 novembre au mercredi 10 décembre, a fait évoluer le climat politique et social du pays.

L'avenir nous dira avec quelle profondeur et pour combien de temps, mais la grève des cheminots par exemple aurait peut-être éclaté mais elle ne se serait pas généralisée comme elle l'a fait, ni eu le même caractère, sans la situation créée par les jeunes.

Il ne s'est certes pas agi d'une crise révolutionnaire, encore bien moins qu'en mai 1968. Il s'est agi simplement d'une fronde de la jeunesse étudiante et lycéenne, d'une fronde irrespectueuse envers les pouvoirs établis et les institutions. C'est en quoi elle fut plus politique que ses participants ne l'affirmaient. Mais elle fut, malgré tout, assez superficielle au niveau de la prise de conscience des participants, même si elle mit en branle à certains moments plusieurs centaines de milliers de jeunes dans toute la France.

Le premier temps fort du mouvement fut l'explosion du mouvement gréviste, le lundi 24 novembre lorsque le mouvement s'étendit à l'ensemble des facultés du pays comme une traînée de poudre. Mais ce qui lui donna encore plus de profondeur fut l'irruption dans cette grève, le lendemain mardi 25 novembre, des lycéens, plus nombreux encore que les étudiants, qui

suite p. 20

The Student Youth Movement

It can be said without exaggeration that the three-week long movement of the French student youth — from Friday, November 21 to Wednesday, December 10 — has brought about an evolution in the social and political climate of the country.

The future will tell us how deep and how lasting a change this is. But the railworkers' strike, for example, though it might have broken out all the same, would probably not have been generalized the way it has been, and would not have had the same character without the situation created by the young people.

It was not a revolutionary crisis of course — even less so than the one in May 1968. It was merely an uproar of university and lycée students (lycées are secondary schools preparing students for the university). These students showed a lot of disrespect for official institutions and to authorities; in this sense, the movement was more political than those taking part in it admitted. However, in terms of their own awareness, it remained rather superficial even though at times hundreds of thousands of young people were involved throughout France.

The powerful moments of the movement were many and varied. The first one was when the strike spread like wildfire to all the universities in the country on Monday, November 24. It became even more powerful the day after when lycée students, who are much more numerous than university students,

continued on p. 20

El movimiento de la juventud escolar

Se puede afirmar sin exageración que el movimiento de la juventud estudiantil, que se desarrolló en Francia durante tres semanas desde el viernes 21 de noviembre al miércoles 10 de diciembre, ha hecho evolucionar el clima político y social del país.

El futuro nos dirá con qué profundidad y para cuánto tiempo, pero la huelga de los ferroviarios por ejemplo, quizás hubiera estallado, pero no se hubiera generalizado como lo ha hecho, ni tomado el mismo carácter, sin la situación creada por los jóvenes.

No se ha tratado, en efecto, de una crisis revolucionaria, menos aún que en Mayo de 1968. Simplemente se trató de una exuberancia de la juventud estudiantil, de una exuberancia irrespetuosa de los poderes establecidos y de las instituciones. Es en esto, que ella ha sido más política de lo que sus participantes lo afirmaban. Pero ha sido, a pesar de todo, bastante superficial a nivel de la toma de conciencia de los participantes, incluso si puso en movimiento por momentos a varios centenares de miles de jóvenes en toda Francia.

El primer momento candente del movimiento fue la explosión del movimiento huelguista, el lunes 24 de noviembre cuando el movimiento se extendió al conjunto de las facultades del país como un reguero de pólvora, pero lo que le dio aún más profundidad fue la irrupción en la huelga, el martes 25 de noviembre, de los estudiantes de secundaria, más numerosos aún que los universitarios, quienes multiplicaron el número

sigue en p. 21

multipliaient le nombre de jeunes en lutte.

Autre temps forts : le jeudi 27 novembre où eut lieu une manifestation des étudiants et des lycéens à l'Assemblée nationale. Là, les pouvoirs publics, les députés, y compris ceux de gauche, prirent peur. Tout le monde se félicita que les manifestants se soient arrêtés devant les grilles de l'Assemblée. Mais il s'en fallut d'un rien que l'Assemblée, siège du Parlement, fut envahie par la jeunesse qui ne voyait aucune majesté à ces lieux où les lois, paraît-il, se font (beaucoup de ces jeunes d'ailleurs ne faisaient guère de différence entre le Panthéon, la Sorbonne, et l'Assemblée Nationale et, dans un certain sens, ils n'avaient pas entièrement tort).

Autre temps marquant : la manifestation nationale du jeudi 4 décembre, où un million de jeunes selon les organisateurs (au moins cinq cent mille) manifestèrent encore une fois vers l'Assemblée nationale (mais furent arrêtés, sur l'Esplanade des Invalides, par une manœuvre des sociaux-démocrates qui ne tenaient pas à ce que ce Parlement auquel ils tiennent tant, soit profané).

Avec la mort d'un jeune manifestant, le lendemain, le mouvement entra dans une phase ultime, mais il ne s'éteindra pas et le lundi suivant, Chirac, le Premier ministre, cédait en retirant purement et simplement non seulement la loi Devaquet mais toutes les lois qui pouvaient poser problème, sur la nationalité française ou les prisons privées. C'était la victoire.

Le mouvement continua pour le principe jusqu'à la manifestation déjà prévue pour le mercredi 10 décembre. Participèrent à cette ultime manifestation plusieurs centaines de milliers de personnes, mais la jeunesse, si elle y avait de forts contingents, n'était pas aussi nombreuse que le jeudi précédent, elle y était cette fois minoritaire par rapport aux syndicalistes bon teint, principalement des syndicats d'enseignants sociaux-démocrates et une partie de militants communistes de la CGT.

Mais le mouvement avait largement gagné depuis le lundi précédent où le gouvernement avait dû s'avouer vaincu.

DU LUNDI 17 NOVEMBRE AU VENDREDI 21 NOVEMBRE : L'AGITATION SYNDICALE DE L'UNEF-ID

Parti de la faculté de Villetaneuse dans la région parisienne le lundi 17 novembre et d'une faculté de Caen, le mouvement s'est développé de façon sporadique jusqu'à la fin de la semaine.

C'est l'un des deux principaux syndicats de gauche d'étudiants, l'Union Nationale des Etudiants de France-Indépendance et Démocratie (UNEF-ID) (dont les animateurs sont des ex-militants du Parti Communiste Internationaliste (PCI) passés en avril 1986 à la social-démocratie) qui était à l'origine de cette agitation contre le projet de loi Devaquet, et cela dans le but de donner une certaine consistance à ses "Etats Généraux" qui étaient prévus de longue date pour le samedi 22 novembre. Le syndicalisme étudiant, s'il a eu en France ses heures de gloire au moment de la guerre d'Algérie, ne représentait plus grand chose ces derniers temps. L'UNEF de l'époque avait d'ailleurs scissionné depuis en deux fractions rivales, et aussi réduites l'une que l'autre, l'une, l'UNEF-ID, animée par le PCI (et dans le sillage par des militants d'extrême-gauche et souvent par des sociaux-démocrates) et l'autre, l'UNEF-SE (Solidarité Étudiante), animée essentiellement par les militants du Parti Communiste.

Le vendredi 21 novembre, une petite dizaine de facultés réunissaient des assemblées générales, votaient la grève et élaient des comités de grève. Devant le succès du mouvement, l'UNEF-ID décida de transformer ses Etats Généraux précédemment prévus pour le samedi 22 en Etats Généraux du mouvement étudiant contre le projet de réforme Devaquet. Elle fit bien. Ces Etats Généraux connurent un succès sans commune mesure avec l'audience habituelle de l'UNEF-ID. Ils regroupèrent deux mille étudiants, d'une quarantaine de facultés, dans un amphithéâtre archi-comble de la Sorbonne. Ils décidèrent d'appeler à la grève générale de toutes les universités pour le lundi 24 novembre ; de demander aux lycéens, concernés par la sélection à l'entrée des facultés, de s'y associer. L'idée y fut lancée d'une manifestation devant l'Assemblée nationale le jeudi 27 novembre où devait commen-

joined in and greatly increased the number of strikers.

Another powerful moment was Thursday, November 27, when university and lycée students marched toward the National Assembly. The authorities and the deputies, including left-wing ones, then became alarmed. They let it be known afterwards how pleased they all were when the demonstrators stopped outside the gates of the Assembly. But the Assembly was within an ace of being invaded by young people who did not think that this palace where laws are supposed to be made had any kind of majesty (many of them apparently could not have told the difference between the Pantheon, the Sorbonne and the National Assembly; to a certain extent, they were right in putting them in the same bag).

Another turning point was the Thursday, December 4 national demonstration where one million youth showed up according to the organizers (figures vary but there were no less than 500,000 people). This demonstration also went toward the National Assembly, but it was stopped at the nearby Esplanade des Invalides by a maneuver of the social-democrats who did not want to see this parliament which they are so fond of, be debased.

The next day, after the death of a young demonstrator, the movement entered its final phase. But it did not peter out, and the following Monday, Prime Minister Chirac backed down and purely and simply withdrew the Devaquet bill and a series of other problematic bills, like those on French nationality or privately-run prisons. It was a victory.

Still, the movement kept going as a matter of principle until the scheduled demonstration of Wednesday, December 10. Hundreds of thousands were present at this final demonstration, but for the first time students were a minority: there were big contingents of students to be sure, but the young people as a whole were less numerous than on the previous Thursday; scores of dyed-in-the-wool unionists had turned up — mainly social-democratic members of teachers' unions and CP card-holders of the CGT union.

But the movement had more than reached its objectives on the preceding Monday, when the government had had to admit defeat.

FROM MONDAY, NOVEMBER 17, TO FRIDAY, NOVEMBER 21: THE UNEF-ID UNION AGITATES

The movement started off on Monday, November 17, at the university of Villetaneuse in the Paris area and at the university of Caen in Normandy. It spread sporadically until the end of the week.

One of the two most important left-wing student unions was at the origin of the agitation against the Devaquet bill. This union, the UNEF-ID (whose leaders are ex-PCI militants who joined the ranks of the social-democrats in April 1986), launched this action to boost up its congress which had long since been scheduled for Saturday, November 22; French student unionism had had its hour of glory at the time of the Algerian war, but for years now, it had not represented much. The old UNEF had since split up in two rival fractions, each of which was as tiny as the other; one, the UNEF-ID, was led by the PCI (and behind them by far-left and even more so, by social-democratic militants); the other one, the UNEF-SE (Student Solidarity) was mostly run by CP militants.

On Friday, November 21, general assemblies were held in something like ten universities. The strike was voted and strike committees were elected. Seeing the success of the movement, the UNEF-ID union decided to transform its congress — scheduled for Saturday, November 22 — into an assembly of the whole student movement against the Devaquet reform bill. It was a good thing it did. This assembly, which they called "States General", was a success and attracted more people than the UNEF-ID had ever had. It gathered together some 2,000 students from forty or so universities in a packed lecture hall at the Sorbonne. It was decided to issue a call for a general strike of all universities on Monday, November 24, and to ask lycée students, who were all concerned by the problem of greater selection before entering university, to join in. The idea was also put forward of a demonstration to be held in front of the National Assembly on Thursday, November 27, the day when the Devaquet bill was due to be discussed in

de jóvenes en lucha.

Otro momento candente : el jueves 27 de noviembre, cuando tuvo lugar una manifestación de estudiantes hasta la Asamblea Nacional. Allí, los poderes públicos, los diputados, incluidos los de izquierda, tomaron miedo. Todo el mundo se felicitó de que los manifestantes se hubieron detenido delante de las rejas de la Asamblea. Pero faltó muy poco para que la Asamblea, sede del Parlamento, fuera invadida por la juventud que no veía ninguna majestad en esos lugares donde se hacen, al parecer, las leyes (muchos de estos jóvenes por cierto no hacían casi diferencia entre el Panteón, la Sorbona y la Asamblea Nacional, y, en cierto sentido, no estaban tan equivocados).

Otro momento importante : la manifestación nacional del jueves 4 de diciembre, de la cual participaron según los organizadores un millón de jóvenes (al menos quinientos mil), una vez más hacia la Asamblea Nacional (pero fueron detenidos, en la esplanada de los Inválidos), por una maniobra de los socialdemócratas que no querían que ese Parlamento al que tienen tanto apego fuera profanado.

Con la muerte de un joven manifestante, al día siguiente, el movimiento entró en su fase última pero no se extinguirá y el lunes siguiente, Chirac, el Primer Ministro, cedía retirando pura y simplemente no sólo la ley Devaquet sino todas las leyes que podían plantear problemas, como la ley sobre la nacionalidad francesa, o las cárceles privadas. Era la victoria.

El movimiento continuó por razón de principio hasta la manifestación ya prevista para el miércoles 10 de diciembre. Participaron de esta última manifestación varios centenares de miles de personas, pero la juventud aunque tenía sus buenos contingentes, no fue tan numerosa como el jueves anterior. Fue esta vez minoritaria en relación a los sindicalistas de buen tinte, principalmente de los sindicatos de docentes socialdemócratas y una parte de los militantes comunistas de la CGT (Confederación General del Trabajo).

Pero el movimiento había ganado ampliamente a partir del lunes anterior cuando el gobierno debió declararse vencido.

DEL LUNES 17 DE NOVIEMBRE AL VIERNES 21 DE NOVIEMBRE: LA AGITACIÓN SINDICAL DE LA UNEF-ID

Iniciado en La facultad de Villetaneuse en la región parisina el lunes 17 de noviembre, y paralelamente en una Facultad de Caen, el movimiento se desarrolló de forma esporádica hasta el fin de la semana.

Es uno de los dos principales sindicatos de izquierda de estudiantes, la Unión Nacional de los Estudiantes de Francia-Independencia y Democracia (UNEF-ID) — cuyos animadores son antiguos militantes del Partido Comunista Internacionalista (PCI), que pasaron en abril de 1986 a la social democracia— que estaba al origen de esta agitación contra el proyecto de la ley Devaquet, y esto con el objetivo de dar cierta consistencia a sus Estados Generales que estaban previstos desde hace mucho tiempo para el sábado 22 de noviembre. El sindicalismo estudiantil, si tuvo en Francia sus horas de gloria cuando la guerra de Argelia, ya no representaba mucha cosa en estos últimos tiempos. Además, la UNEF de esa época había escisionado desde entonces en dos fracciones rivales y tan reducidas la una como la otra, la primera, la UNEF-ID, animada por el Partido Comunista Internacionalista (y tras ellos por militantes de extrema izquierda y a menudo por socialdemócratas) y la segunda, la UNEF-SE (Solidaridad Estudiante), animada esencialmente por los militantes del Partido Comunista.

El viernes 21 de noviembre, una decena de Facultades reunían asambleas generales, aprobaban por voto la huelga y elegían comités de huelga. Ante el éxito del movimiento, la UNEF-ID decidió transformar sus Estados Generales anteriormente previstos para el sábado 22 en Estados Generales del movimiento universitario contra el proyecto de la reforma Devaquet. Hizo bien. Estos Estados-Generales tuvieron un éxito sin común medida con la audiencia habitual de la UNEF-ID. Reunieron a 2000 estudiantes, de una cuarentena de Facultades en un anfiteatro completamente lleno de la Sorbona. Decidieron llamar a una huelga general en todas las universidades para el lunes 24 de noviembre, pedir a los estudiantes de secundaria, particularmente interesados en las formas de selección de ingreso a las Facultades, que se asociaran al movimiento. Fue lanzada la idea de una manifestación, para el jueves 27 de noviembre, en París,

cer la discussion sur le projet Devaquet.

Philippe Darriulat, le président de l'UNEF-ID, annonçait à la presse, à l'issue des Etats Généraux : *"cinquante mille étudiants dans la rue"* le 27 novembre. En fait, il y en eut dix fois plus et dans toute la France.

Le mouvement de masse arrivait à l'improviste, sans crier gare, et il surprenait par sa force et son ampleur même ceux qui l'avaient déclenché.

Le projet Devaquet était annoncé depuis l'été. La loi était entièrement rédigée. Les sénateurs l'avaient déjà adoptée en première lecture. Ils avaient bien lu, compris et approuvé. Même les socialistes du monde politique ou universitaire n'y voyaient pas d'objection majeure. Leurs parlementaires ne se préparaient même pas à déposer trop d'amendements. La liste de ceux-ci ne s'est allongée qu'au fur et à mesure que la colère et la mobilisation étudiantes allèrent croissant... Chevènement, ancien ministre socialiste de l'Education nationale, avait même félicité Devaquet pour son projet !

Ministres du temps de la gauche ou ministres de droite étaient de la même façon, à peu de choses près, pour la "sélection" dans les universités (que le projet Devaquet se proposait seulement de légaliser) ; ils cautionnaient également la sélection par l'argent, ce qu'allaient dénoncer les étudiants en dénonçant les *"facs-fric"* et les *"facs-poubelles"*, en criant *"Liberté, égalité, faculté..."*. Devaquet n'était probablement pas pire qu'un autre, mais c'est lui qui cristallisait le mécontentement. Son projet était la goutte d'eau qui faisait déborder le vase. Et les slogans des étudiants renvoyaient *"Devaquet à d'autres occupations !"*

En fait, les étudiants et les lycéens n'avaient certes pas lu le projet Devaquet et n'en avaient pas besoin. Il s'ajoutait au chômage, aux *"petits boulots"*, à la crise. Et il y avait un sentiment de ras-le-bol contre la société, le gouvernement et les inégalités. Ras-le-bol contre cette droite bête et arrogante qui croyait faire recette avec les prisons privées, les rumeurs de retour à la peine de mort, ou ce "code de la nationalité" destiné à n'offrir le carton jaune pisseux qui sert de carte d'identité aux Français qu'à ceux qui le mériteraient ! D'où le succès du slogan : *"Devaquet, Monory, un charter pour le Mali !"* (allusion à la récente expulsion par le gouvernement de 101 travailleurs immigrés vers le Mali), qui allait devenir,

avec les violences policières, *"Pasqua, Monory, un charter pour le Mali"* — il y eut la variante *"pour le Chili"* — (expédiant dans le même avion le ministre de l'Intérieur Pasqua et celui de l'Education nationale Monory), ou encore *"Libérez Mandela, on vous envoie Pasqua"*.

SAMEDI 22, LUNDI 24 NOVEMBRE : LA VAGUE ARRIVE...

Le mouvement se développa comme une trainée de poudre à partir du lundi 24 novembre. Une dynamique surtout était enclenchée, la dynamique d'un mouvement

parlement.

On November 22, Philippe Darriulat, the president of the UNEF-ID told the press that he expected "fifty thousand students out in the streets" for November 27. There were ten times more, in the whole of France.

The mass movement had suddenly developed, without any warning, and came as a surprise even for those who had gotten it started.

As a matter of fact, the Devaquet bill had been around since the summer. The law was completely written. The bill had passed its first reading in the Senate. The senators had read it, understood it and approved it. Even Socialist politicians or academics had no serious objection and not even many amendments had been prepared. In fact, the list of



amendments only grew with the students' anger and mobilization... Before that, the former Socialist Minister of Education Chevènement had even congratulated Devaquet on his draft bill.

Former left-wing ministers and right-wing ministers as well, more or less agreed on the problem of "selection" procedures for university students — which the Devaquet bill merely wanted to make legal. They also agreed on selection on the basis of wealth, which students will denounce with their slogans against "cash-hungry" or "garbage-can" universities, and for "liberty, equality, university". . . Devaquet was probably no worse than any other higher education minister, but he is the one who crystallized all this discontent. His bill was the straw that broke the camel's back, and in their humorous slogans, the students sent Devaquet on "vaquetion".

In fact, university and lycée students had not even read the Devaquet bill. They had no need for that. This bill came after unemployment, "odd jobs", and the economic crisis. There was a general feeling of *ras-le-bol* (being fed up to the teeth) with this society, this government, inequalities, and racism too; with a stupid and arrogant right wing who thought they could score a success with privately-run prisons, or rumors of a return of the death penalty, or a new "nationality code" intended to allow only those who "deserved" it to get the pissy-yellow piece of cardboard used as a required identity card by French people! Hence the slogan: "Devaquet, Monory: a charter flight for Mali" (an allusion to the recent expulsion of 101 immigrant workers to Mali). After the cops' intervention, this slogan was transformed into "Pasqua, Monory: a charter flight for Mali" — and a variation "for Chile" — (a package tour for Minister of the Interior Pasqua and Minister of Education Monory), and also "Free Mandela, we'll send you Pasqua".

SATURDAY-MONDAY, NOVEMBER 22-24: THE STRIKE WAVE DEVELOPS...

As of Monday, November 24, the movement spread like wildfire. A dynamic had been started, a dynamic which the students in the universities and the lycées

delante de la Asamblea Nacional donde debía comenzar aquel día el debate sobre el proyecto de la ley Devaquet.

Philippe Darriulat, el presidente de la UNEF-ID, anunciaba a la prensa después de los Estados Generales: "*cincuenta mil estudiantes en la calle*" el 27 de noviembre. De hecho, fueron diez veces más numerosos y ocurrió en todo el país.

El movimiento de masas llegaba a lo imprevisto, sin el menor aviso, y sorprendiendo por su fuerza y su amplitud inclusive a aquéllos que lo habían puesto en marcha.

El proyecto Devaquet estaba anunciado desde el verano. La Ley estaba redactada enteramente. Los Senadores ya la habían aprobado en primera lectura. La habían leído, bien comprendido y aprobado. Incluso los socialistas del mundo político o universitario no veían en ella objeciones de importancia. Sus parlamentarios ni siquiera se preparaban a presentar muchas enmiendas. La lista de éstas sólo fue creciendo a medida que la cólera y la movilización de los estudiantes fueron creciendo... ¡Chevènement, ex-ministro socialista de Educación Nacional, incluso había felicitado a Devaquet por su proyecto!

Los ministros en tiempos de la izquierda o ministros de derecha estaban del mismo modo, salvo pequeños detalles, por la "selección" en las Universidades (la cual el proyecto Devaquet se proponía solamente legalizar); estaban igualmente de acuerdo con la selección por el dinero, lo cual iban denunciando los estudiantes con las "*facultades-dinero*" y las "*facultades-basuras*" gritando "*libertad, igualdad, facultad...*". Devaquet no era probablemente peor que cualquier otro, pero en él

se cristalizaba el descontento. Su proyecto era la gota de agua que colmaba la copa. Y las consignas gritadas por los estudiantes le decían al ministro Devaquet "*de vacar a otras ocupaciones*".

De hecho, los universitarios y los estudiantes de secundaria no habían leído el proyecto Devaquet y no les era necesario. Este venía a sumarse al desempleo, a los "trabajitos", a la crisis. Existía un sentimiento de tener hasta la coronilla de la sociedad, del gobierno y de la desigualdad. Hasta la coronilla de esta derecha tonta y arrogante que creía tener mucha taquilla con las cárceles privadas, el rumor de un regreso de la pena de muerte o ese "código de la nacionalidad" destinado a acordar la cartulina color amarillo orín que sirve de libreta de identidad a los franceses, solamente a aquellos que la merecieran! Por eso el éxito de la consigna "*¡Devaquet, Monory un charter para Mali!*" (aludiendo a la reciente expulsión hecha por el gobierno de 101 trabajadores inmigrantes hacia Mali), la cual se transformaría después de la intervención de la policía en "*Pasqua, Monory, un charter para Mali*", — hubo la variante "*un Charter para Chile*" — (expediendo en el mismo avión al ministro del Interior Pasqua y al de Educación nacional Monory), o aún "*Liberen a Mandela, les enviamos a Pasqua*".

SÁBADO 22, LUNES 24 DE NOVIEMBRE: LA OLA LLEGA...

El movimiento se propagó como un reguero de pólvora a partir del lunes 24 de noviembre. Sobre todo, una dinámica se había puesto en marcha, la dinámica de un movimiento del cual los jóvenes de las facultades



que les jeunes des facultés et des lycées avaient instinctivement saisie et qu'aucun appareil syndical suffisamment puissant n'était là pour briser, à la différence de ce qui se passe souvent dans la classe ouvrière. Certains des jeunes étudiants et lycéens avaient su partir des établissements en grève, pour aller vers d'autres, et d'autres encore, faisant jouer non les arguments mais la force du nombre, la dynamique d'un mouvement de masse, les rapports de force. Et ce n'est pas par des tracts syndicaux qu'ils appelaient à la grève, mais par l'envoi de groupes de dix, vingt, trente, cinquante ou même cent jeunes d'un lycée ou d'une faculté à la porte d'un autre lycée ou d'une autre faculté. Et c'est ainsi que la grève, une grève vivace, explosive fit tâche d'huile, élit des comités de grève dans toutes les facultés, des coordinations inter-facultés ou inter-universités.

Il s'agissait d'un mouvement qui s'élargissait avec une rapidité telle que personne ne pouvait dire quand et où il allait s'arrêter. Et c'était bien là sa force. C'était bien là ce qui paniqua le gouvernement et le ministre des Universités, Devaquet, qui tout de suite se mit à bafouiller et s'excuser qu'il n'avait pas encore une grande expérience... d'où la chanson des "potaches" (sur l'air du *Petit Navire*) : "Il était un petit ministre... qui n'avait ja-ja-jamais gouverné..."

...ET DEFERLE LES LUNDI 24 ET MARDI 25 NOVEMBRE AVEC L'IRRUPTION DES LYCÉENS...

Le mouvement gagna donc, de faculté en faculté, puis de facultés en lycées. L'irruption des lycéens fit date, et imprima au mouvement un caractère débridé qui le rendait dérangeant pour le gouvernement et quelques autres, dont, il faut bien le dire, un certain nombre d'étudiants parmi ceux-là mêmes qui dirigeaient ou plutôt encadraient le mouvement, et qui craignaient, à juste titre, de se voir encore plus débordés par la base du mouvement.

Le 26 novembre, les quotidiens consacraient leurs titres à l'entrée en grève des lycéens qui avait été spectaculaire la veille. Tandis que les étudiants tenaient des assemblées générales massives, de cinq cents, mille ou deux mille personnes, une ou deux fois

par jour, et parlaient beaucoup, les lycéens, eux, étaient plutôt l'aile marchante du mouvement, au sens propre du terme. Ils tenaient des assemblées générales "marathons" dans les rues, par cortèges de plusieurs milliers. Et *Le Monde* opposait la "colère tranquille des universités" à "la sortie inattendue des lycéens... qui ont investi le Quartier latin".

Le "mardi 25 novembre, le Quartier latin était entré en ébullition, relate un lycéen, dès huit heures du matin, des grévistes des lycées du quartier sont allés d'un lycée à l'autre pour chercher des renforts. A neuf heures quarante-cinq, nous étions plusieurs centaines devant Louis-Le-Grand. De là, nous sommes partis en manifestation. Passage par le lycée Henri IV, par la faculté du Panthéon, descente du boulevard Saint-Michel, jusqu'à la Fontaine tout de suite escaladée... Des lycéens arrivaient par dizaines ou centaines de lycées éloignés. Certains cherchaient au hasard des manifestants, mais d'autres avaient été prévenus qu'"on manifestait à Saint-Michel". Quand certains s'en allaient, atteints par la fatigue ou la faim, d'autres arrivaient. Tout s'est fini vers huit heures, par un meeting en plein air, à la faculté de Jussieu".

Les lycéens dont beaucoup savaient seulement de 1968 que c'était leur année de naissance, criaient "68, c'est trop vieux. 86, c'est mieux". Cette journée du 25 novembre allait surtout consacrer le slogan favori du mouvement, qui en résumait le programme et le style :

*"Devaquet, si tu savais,
Ta réforme, ta réforme,
Devaquet, si tu savais,
Ta réforme où on s'la met...
Aucu... aucu... aucune hésitation !
Non, non, non, à la réforme bidon,
Oui, oui, oui, à son annulation".*
(sur l'air de *Si tu veux faire mon bonheur, Marguerite...*).

Et les lycéens affolaient beaucoup de monde. Tout au long du mouvement, les plus décidés d'entre eux eurent la révélation que certains étudiants et en tout cas nombre de ceux qui se voulaient "responsables", au sens modérateur du terme, du mouvement étudiant ne les voyaient pas du meilleur œil. A chaque manifestation, dans tous les cortèges, ils se voyaient

had instinctively understood and which no union apparatus was powerful enough to break up — as is often the case in the working class. Some young students cleverly based themselves on the universities or lycées which were on strike to spread the movement to more and more schools. It worked, not because they had good arguments, but because of the sheer force of numbers and the new relationship of forces created by the mass movement. They did not call people to join the strike with union leaflets but by sending groups of ten, twenty, thirty, fifty or even a hundred students from one university or lycée to the next one. This is how a lively, explosive strike gained ground; this is how students started electing strike committees in all universities, and inter-faculty or inter-university coordinating committees.

The movement was spreading at such a pace that no one could tell when or where it would come to an end. That was indeed its main strength. That was what panicked the government and Minister of Higher Education Devaquet who immediately spluttered out excuses, saying he did not have much experience as a minister. ... Hence the song improvised by students on a familiar tune: "There was a little minister / Who'd never been to power. . ."

... AND BREAKS LOOSE ON MONDAY AND TUESDAY, NOVEMBER 24 AND 25, WITH THE IRRUPTION OF LYCEE STUDENTS

The movement thus spread from one university to the next, and from universities to lycées. The irruption of lycée students on November 24 and 25 was a turning point which gave the movement its unpredictable quality and made it so disturbing for the government, and a few others — including a number of students among those who led, or rather supervised, the movement and who quite rightly feared they might be further outflanked by the movement's rank and file.

On November 26, the headlines of all the dailies mentioned the lycée students who had joined the strike the day before in a very spectacular way. While university students held general assemblies of 500, 1,000 or 2,000 people once or twice a day and talked a

lot, lycée students were on the march — literally. Their general assemblies were “marathon” marches where thousands took to the streets at the same time. The newspaper *Le Monde* contrasted “the quiet anger of university students” to “the unexpected sortie of lycée students... who have invaded the Latin Quarter”.

As a matter of fact, “on Tuesday, November 25, the Latin Quarter was seething with unrest”, one lycée student told a reporter. “At eight in the morning, strikers started going from one lycée to another in search of reinforcements. At a quarter to ten, we were a few hundreds of students in front of Louis-le-Grand Lycée. We started a march there and went to Henri IV Lycée, past the Panthéon faculty, and down Boulevard Saint-Michel. We got to the fountain which was climbed up in no time... Dozens, hundreds of students were arriving from distant lycées. Some had come on the off chance there would be a rally, others had been told ‘there was a demo in Saint-Michel’. Those who left because they were tired or hungry were immediately replaced by newcomers. It all ended up in an open-air rally at the Jussieu faculty around eight in the evening.”

Many lycée students knew nothing about 1968, except it was the year of their birth. But they all chanted “’68 is out of date, ’86 is much better”. November 25 was also the date when the favorite slogan of the movement was adopted. It summed up the students’ program and style. Sung to the tune of an old favorite, it said:

“Devaquet, if you don’t know

What to do, what to do;

Devaquet, if you don’t know

What to do with your reform;

We know, we know, we know where you can stuff it!

No, no, no to the phoney reform;

Yeah, yeah, yeah to its cancellation!”

The lycée students panicked a lot of people. Throughout the course of the movement, the most decided of them suddenly saw that university students, or at least a good number of those who wanted to be “responsible” (in the sense of moderate) for the student movement, thought rather poorly of lycée students. At each demonstration, they were

y de los colegios se habían apoderado instintivamente y que ningún aparato sindical lo bastante fuerte estaba en posición de romper, contrariamente a lo que pasa a menudo con la clase obrera. Algunos de los jóvenes universitarios y de los secundarios supieron salir de los establecimientos en huelga para ir hacia otros y otros más, influenciándolos no tanto por los argumentos sino por la fuerza de su número, por la dinámica de un movimiento de masa, y las correlaciones de fuerza. Ellos no llamaban con volantes sindicales a la huelga, sino a través del envío de grupos de diez, veinte, treinta, cincuenta o incluso cien jóvenes de un colegio o de una facultad a la puerta de otro colegio o de otra facultad. Y es así como la huelga, una huelga vivaz, explosiva, se propagó, eligió comités de huelga en todas las facultades, coordinaciones inter-facultades o inter-universitarias.

Se trataba de un movimiento que se ensanchaba con tal rapidez que nadie podía decir cuándo ni donde el movimiento se iba a detener. Y era ésa precisamente su fuerza. Era eso precisamente lo que panicó al gobierno y al ministro de las universidades, Devaquet, quien inmediatamente se puso a tartamudear y a excusarse por no tener todavía una gran experiencia... de donde vino la canción de los “colegiales” (sobre el aire de una canción popular: “érase una vez un ministrito... que no había jamás gobernado”).

...Y SE VUELVE MAREJADA EL LUNES 24 Y EL MARTES 25 DE NOVIEMBRE CON LA IRRUPCIÓN DE LOS DE SECUNDARIA

El movimiento ganó pues, facultad tras facultad, y pasó de la facultad a los colegios. La irrupción de los estudiantes de secundaria marcó un hito, e imprimió al movimiento ese carácter desenfundado que se volvió tan molesto para el gobierno y algunos otros, de los cuales, cabe decirlo, ¡un cierto número de estudiantes entre éstos precisamente que dirigían o mejor dicho encuadraban el movimiento y que temían, con mucha razón, que la base del movimiento les pasara por delante!

El 26 de noviembre, los diarios consagraban sus titulares a la entrada en huelga de los estudiantes secundarios, que, la víspera, había sido espectacular. Mientras que los estudiantes se reunían en asambleas generales masivas, de 500, 1000 o 2000 personas

de una a dos veces por día, y hablaban mucho, los estudiantes de secundaria, por su parte, constituían más bien el ala andante del movimiento en el sentido propio del término. Ellos se reunían en asambleas “maratón” en las calles, en cortejos de varios millares. Y *Le Monde* contraponía “la cólera tranquila de las universidades” a “la salida inesperada de los estudiantes secundarios... que embistieron el Barrio latino”.

El “martes 25 de noviembre el barrio latino había entrado en efervescencia” relata un estudiante. “A partir de las ocho de la mañana, unos huelguistas de los colegios del barrio han ido de un colegio al otro para buscar refuerzos. A las nueve y cuarenta y cinco, estábamos varios centenares delante del colegio Louis-le-Grand. De allí hemos salido en manifestación. Pasamos por el colegio Henry IV, por la Facultad del Panthéon, descendimos el Bulevar Saint Michel, hasta la fuente que fue inmediatamente escalada... Estudiantes de secundaria llegaban por decenas o centenas desde colegios alejados. Algunos buscaban al azar a los manifestantes, pero otros estaban prevenidos de que “se manifestaba en Saint Michel”. Cuando algunos se iban vencidos por el cansancio o el hambre llegaban otros. Todo llegó a su fin hacia las ocho de la noche, en un mitín al aire libre, en la Facultad de Jussieu”.

Los estudiantes de secundaria, muchos de los cuales sabían solamente que 1968 era su año de nacimiento gritaban también “el 68 es demasiado viejo, el 86 es mejor”. Esta jornada del 25 de noviembre iba a consagrar sobretodo el consigna favorito del movimiento, la cual resumía su programa y estilo:

“Devaquet, si tú supieras / Tu reforma, tu reforma / Devaquet, si tu supieras, / tu reforma donde nos la metemos... / atrás... atrás... atrás todas las dudas! / No, No, No, a la reforma falaz / Sí, sí, sí a su supresión” (Siguiendo el aire de “Si tu quieres mi felicidad Margarita”).

Y los estudiantes de secundaria enloquecían a mucha gente. A lo largo de todo el movimiento, los más decididos de ellos tuvieron la revelación que algunos estudiantes y en todo caso aquellos que se pretendían “responsables”, en el sentido moderador de la palabra, del movimiento estudiantil no los miraban con buenos ojos. En cada manifestación, en todos los cortejos, se veían llamar la atención por estudiantes que llevaban



Les lycéens dans la rue.

Lycée students in the streets.

Los estudiantas de secundaria en la calle.

rappelés à l'ordre par des étudiants avec brassards de "SO" ("Service d'Ordre"). Il fallait "marcher sur les trottoirs!", "vite se disperser!", "rentrer avant la tombée de la nuit!", "ne pas provoquer!", "faire attention au GUD" (un groupuscule d'extrême-droite style "croque-mitaine"). Pourtant c'étaient les étudiants réunis en Assemblée générale le samedi précédent qui avaient fait appel (peut-être sans y croire) aux lycéens et l'un au moins des porte-parole du mouvement à ce moment-là, David Assouline, associa dès le lundi et le mardi les lycéens aux étudiants dans toutes ses déclarations à la presse, et ils y furent associés aussi dans tous les textes venant de la Coordination des Étudiants. Mais le frein ne venait pas de là...

Certains des petits messieurs qui interpelaient ainsi les lycéens, ou leur faisaient la morale, arboraient le dernier sorti des badges de SOS-Racisme, avec le petit bonhomme en salopette à la Coluche. Pour faire ce genre de police, il aurait mieux valu un badge avec un Fabius-costume-trois-pièces!

Mais le mouvement lui-même débordait d'enthousiasme et de vitalité. Son dynamisme, sa force, sa jeunesse provoquaient les ministres.

Plus le mouvement s'élargissait, des facultés aux lycées, et des lycées aux Lycées d'Enseignement Professionnel (LEP), et plus il échappait inévitablement au contrôle de ceux des étudiants qui en étaient à la tête, ceux de l'UNEF-ID qui avaient impulsé le mouvement, mais même ceux des comités de grève ou des assemblées générales des facultés qui en étaient les militants. L'arrivée des lycéens avait apporté tout d'un coup des dizaines voire des centaines de milliers de manifestants supplémentaires dans tout le pays auxquels la direction du mouvement, la Coordination Etudiante, n'offrit volontairement aucune place, à aucun moment, pour des délégués à eux. Ils se retrouvèrent, à défaut d'autre chose, dans une "coordination lycéenne" à Paris et d'autres dans diverses villes de province.

Le mouvement étudiant "organisé" fut à son tour débordé par les lycéens dont personne n'imaginait qu'ils s'y mettraient de cette façon et il s'inquiéta de se voir ainsi, lui qui avait entamé la lutte, en voie d'être doublé par la jeunesse des lycées. Mais il y avait encore plus inquiet devant ces débordements, c'était le Parti Socialiste lui-même, encore plus inquiet que

called to order by members of the university *service d'ordre* with arm-bands, telling them: "Stay on the sidewalks", "Disperse quickly", "Go home before nightfall", "No provocation!", "Watch out for the GUD" (a far-right group of would-be ogres). Nevertheless, it was the university students in their general assembly meetings the previous Saturday who had issued the call to the lycée students (perhaps without believing that they would get a response); and as of Monday and Tuesday at least one of the spokespersons of the movement at the time, David Assouline, associated the lycée students with the university students in all his statements to the press. Both were also linked in all the texts issued by the student national coordinating committee. It is not the students who curbed the movement. . .

Some of the young "gentlemen" who heckled or lectured the lycée students wore SOS-Racism's latest badge, showing a little fellow in a worker's overalls (like the one the popular comedian Coluche used to wear on stage). To do that kind of policing, they really should have worn a badge to the likeness of ex-Prime Minister Fabius in a three-piece suit!

Yet the movement itself overflowed with enthusiasm and vitality. Its dynamism, force and youth challenged the ministers.

As the movement spread from one university to the next, from universities to lycées, and from lycées to technical schools, it more and more escaped the control of its student leaders: the UNEF-ID leaders who had launched it, but also the university strike committees and general assemblies who had given it life. The arrival of lycée students on the scene had meant the irruption of tens of thousands, maybe hundreds of thousands of additional demonstrators all over the country; yet for their delegates, the university student leadership — the coordinating committee — did not voluntarily make any room at any stage during the strike. Lycée students were thus forced to set up their own "lycée coordinating committee" in Paris, and others in various provincial towns.

The "organized" student movement was itself outflanked by lycée students whom nobody expected to join the movement the way they did. The student movement leaders, which had started the struggle, became worried when they saw the lycée youths almost by-passing them. Some other people were even more worried at this outburst: the Socialist

brazales de "SO" (Servicio de Orden). Había que "jamar sobre las aceras!", "¡dispersarse rápido!", "¡regresar antes de que llegue la noche!", "¡no provocar!", "¡tener cuidado con el GUD" (un grupusculo de extrema derecha tipo "coco"). Sin embargo eran los estudiantes reunidos en Asembleas Generales el sábado anterior los que habían llamado (quizás sin creerlo) a los estudiantes de secundaria y al menos uno de los portavoces del movimiento entonces, David Assouline, asoció a partir del lunes y del martes a los de secundaria con los estudiantes en todas sus declaraciones a la prensa y fueron asociados también en todos los textos provenientes de la Coordinación de los Estudiantes. Pero el freno no venía de ahí...

Unos de esos señoritos que interpelaban así los de secundaria, o les enseñaban la moral, enarbolaban el último distintivo de "SOS-Racismo" representando a un hombrecito en ropa de trabajo al estilo de Coluche. Para hacer este tipo de vigilancia, ¡mejor hubiera valido un distintivo representando a un Fabius—traje—tres—piezas!

Pero el propio movimiento desbordaba de entusiasmo y vitalidad. Su dinamismo, su fuerza, su juventud provocaban a los ministros.

Más el movimiento se extendía de las facultades a los colegios, y de los colegios a los LEP (colegios de enseñanza técnica), y más escapaba inevitablemente al control de aquellos universitarios que se encontraban a la cabeza, —los de la UNEF.ID. que lo habían impulsado— pero incluso a aquellos de los comités de huelga o de las asambleas generales que eran militantes de este movimiento. La llegada de los de secundaria había aportado de golpe varias decenas —si no es centenares— de miles de manifestantes suplementarios en todo el país a los cuales la dirección, del movimiento, la coordinación estudiantil no ofreció voluntariamente ningún puesto, en ningún momento, para delegados propios. Estos delegados se encontraron, a falta de otra cosa, dentro de una "coordinación de secundaria" en París y de otras en diversas ciudades de provincia.

El movimiento estudiantil "organizado" fue a su vez desbordado por los de secundaria; de los cuales nadie se imaginaba que entrarían en el movimiento de tal manera y se inquietó de encontrarse, él quién había iniciado la lucha, en vía de ser sobrepasado por la juventud de secundaria. Pero había quien estaba más inquieto aún ante estos desbordamientos: era el propio Partido socialista, quien estaba todavía más



Illustration du slogan favori du mouvement.

Photo of a favorite slogan of the movement: "Devaquet, your reform, you know where I'm going to stuff it".

Ilustración de la consigna predilecta del movimiento: "Devaquet, tu reforma ¿sabes donde me la meto?"

les partis gouvernementaux. Inquiet que la bourgeoisie puisse croire qu'il était pour quelque chose dans cette aventure.

Et l'on vit une fébrile activité de Services d'Ordre pour tenter désespérément de contrôler... le mouvement lui-même ! La mode devint aux SO ! Il y avait des chiffons-brassards de toutes les couleurs, au point qu'on ne pouvait plus les contrôler non plus ! Le mouvement était tellement vivace, spontané, dans sa période ascendante, que les initiatives destinées à le domestiquer se retournaient contre leurs auteurs ! Bientôt apparaîtra même, venu d'on ne sait trop où et organisé par on ne sait trop qui, un étrange "SO Central". Les quotidiens *Le Monde* et *Libération* parlèrent de "soutien logistique" qu'auraient offert généreusement au mouvement le Parti Socialiste et SOS-Racisme...

Cependant les milliers de lycéens qui s'y étaient mis, et avaient pris goût à manifester dans les rues selon leurs envies et hors programme en y entraînant d'ailleurs autant d'étudiants du rang, moins inquiets que les "responsables", renforçaient le mouvement et augmentaient ses chances de réussite.

LA GRANDE MANIFESTATION DU 27 NOVEMBRE A PARIS : DU JAMAIS VU

Le vaste mouvement qui s'était développé en quelques jours — toutes les facultés du pays étaient en grève, et la plupart des lycées aussi — culmina avec les grandes manifestations du 27 novembre, en province et, à Paris, du Quartier latin à l'Assemblée nationale.

Une manifestation d'une telle ampleur, et de surcroît uniquement composée de jeunes, on n'en avait jamais vue à Paris depuis des décennies. C'était vraiment un mouvement de masse ! Des étudiants et lycéens, il en était venu de partout et de n'importe où. Pour une fois, l'Assemblée nationale et ses députés allaient faire recette. Les hommes politiques des grands partis, de droite comme de gauche, s'étaient rassurés jusque-là parce que les jeunes en lutte juraient, crachaient qu'ils ne faisaient pas de politique, qu'ils ne s'intéressaient pas à cela, qu'ils ne voulaient pas en faire. Mais tout d'un coup, pourtant,

les voilà qui se montraient mordus par le Palais-Bourbon, agglutinés à ses grilles et il s'en est fallu d'un rien qu'ils ne les franchissent.

L'immense cortège du Quartier latin au Palais-Bourbon avait eu un style indéniablement "potache". Beaucoup avaient pleuré de rire à voir ou entendre certains slogans : "*Un Vaquet, ça va ; Devaquet, bonjour les dégâts*"... On lui envoyait même dire en latin : "*Errare Devaquum est...*", ou en chinois sur une magnifique banderole des étudiants des "Langues orientales".

Mais le siège devant l'Assemblée nationale prenait un tour nettement plus inquiétant pour les partisans de l'"ordre républicain". Les jeunes en lutte s'en prenaient sans complexe à une institution qu'il était un tantinet séditieux de bousculer !

Les députés de gauche, comme ceux de droite, ne pensèrent rien de bon de cette visite des jeunes en lutte. D'une ignorance politique totale et fièrement revendiquée, nombre d'étudiants et de lycéens faisaient tout juste la différence entre les députés de droite et ceux de gauche ! Ces jeunes massés autour du Palais-Bourbon avaient tendance à assimiler tous les occupants de l'illustre demeure à la vétusté de l'institution. De loin, dans l'obscurité qui gagnait, il était bien difficile de faire la différence. Dès qu'une silhouette se profilait en haut des marches, c'étaient des sifflets et des cris hostiles. Le Pen fut le seul à être franchement reconnu ! A sa vue, les majeurs d'une multitude de mains se levèrent bien droit vers le ciel, ce qui voulait dire "enculé"... Ce à quoi il répondit par un bras d'honneur. Edifiant dialogue gestuel entre la jeunesse et les élus du peuple !

Un article du journal *Le Monde* publié le lendemain confirmait que les jeunes avaient eu un sacré flair politique en mettant tout le monde dans le même sac : tous les députés s'étaient sentis mal à l'aise ! Pierre Joxe, ex-ministre socialiste de l'Intérieur et grand ami de l'"ordre républicain", se serait "étonné", si l'on en croit *Le Monde*, de ce que les pouvoirs publics aient laissé ces "*jeunes venir si près. Je n'ai, bien sûr, rien contre eux, ce que je crains, ce sont les risques de provocation*". Un autre député socialiste se serait écrié, pris de trouille : "*Si cela tourne mal, il n'y a aucun périmètre de sécurité*" ! Et de se demander "*ce que monsieur Pasqua cherche à faire*" !

Party, even more so than the government parties, for it was extremely worried that the bourgeoisie might believe it was partly responsible for this adventure.

The *service d'ordre* (guard-service groups) carried out a feverish activity in an attempt to get control... over the movement itself! The *services d'ordre* became fashionable! There were arm-bands of every shade and color around, to the point that the *services d'ordre* themselves were out of control! The movement was so lively, so spontaneous in its upward phase that initiatives intended to curb the movement backfired on those who launched them! There finally appeared a strange "central *service d'ordre*"; nobody knew where it came from and who had organized it. The newspapers, *Le Monde* and *Libération*, spoke of a so-called "logistic support" generously provided by the Socialist Party and SOS-Racism. . .

Nevertheless, the thousands of lycée students who had taken up the fight and developed a taste for demonstrating in the streets wherever they felt like it and regardless of any schedule, and who brought along with them as many rank and file students who had less qualms than the "responsible" ones, this reinforced the movement and increased its chances of success.

THE NOVEMBER 27 PARIS DEMONSTRATION: THE BIGGEST EVER!

The huge movement which had developed within the space of a few days — all universities and a majority of lycées were on strike — reached its peak with the big demonstrations of November 27 which were held all over the country as well as in Paris where it went from the Latin Quarter to the National Assembly.

No one had seen so huge a demonstration in Paris for decades, and such a demonstration composed only of young people, no one had ever seen anything like it. This was truly a mass movement! University and lycée students had come from everywhere and anywhere. For once, the National Assembly and its deputies were a big success. The politicians, right-wing and left-wing alike, had felt quite safe up until then because these young strikers crossed their heart and swore they were not political, they were not interested in politics and did not want to have anything to do with it. And suddenly, there they were, unexpected fans of the National Assembly, congregating in front of the gates and they

were a hair's breadth away from climbing over them!

The huge procession that went from the Latin Quarter to the National Assembly had an undeniable "schoolkid" style. Many onlookers laughed their heads off reading or hearing some of the slogans, like the one that was copied from an anti-alcoholic ad saying: "One glass is okay but two is one too many", with a pun on Devaquet's name. Others coined a new Latin word "Errare Devaquum est" (based on a latin proverb "To err is human"). There was also a banner with beautiful Chinese characters on it, made by the students of the Oriental-Languages school.

For the supporters of "republican order" however, things were taking a rather unpleasant turn with the demonstration in front of the National Assembly. The young people were unabashedly attacking an institution which was somewhat seditious to hustle.

Whether right-wing or left-wing, the deputies did not think much of this visit that the students in struggle paid them. Many students were so totally politically ignorant and so proud of it as to barely see a difference between right-wing and left-wing deputies! Those young people who surrounded the Palais-Bourbon had a definite tendency to liken its venerable occupants to the time-worn façade of the building. In fact, from a distance and at this time of day, it was difficult to see any difference. As soon as the silhouette of a deputy was seen on the steps, whistles of disapproval and hostile shouts could be heard. Deputy Le Pen (far right) was the only one to be recognized without a doubt! When he appeared, thousands of middle fingers were raised to tell him "Up yours!". Whereupon he gave the students a stronger gesture of the same type. Truly, an edifying dialogue between young citizens and the people's elected representatives!

The next day, an article in *Le Monde* came as a sort of confirmation of the students' keen political intuition: they were right to put all the deputies in the same bag because they had all felt ill-at-ease. According to *Le Monde*, Pierre Joxe, the Socialist ex-minister of the interior and a great friend of the "republican order" expressed his "surprise" at the fact that the authorities had allowed the young people "to come so close". He added: "Of course, I've got nothing against them, I'm only afraid there might be some provocations". Another Socialist deputy who apparently was in a blue funk is reported to have said: "If things go wrong, we haven't even got a safety zone around us!". He also wondered

preocupado que los partidos gubernamentales a la idea de que la burguesía pudiera pensar que él tuviera algo que ver con esta aventura.

Y se vio una actividad febril de los "SO" (Servicios de orden), para intentar desesperadamente de controlar... ¡al propio movimiento! ¡Los SO se pusieron de moda! Había pañuelos-brazales de todos los colores; ¡hasta el punto que no se les podía controlar a ellos tampoco! ¡El movimiento era tan vivaz y espontáneo en su período ascendente que las iniciativas destinadas a domesticarlo se volvían contra sus autores! Muy pronto, aparecerá inclusive, salido de no se sabe muy bien dónde y organizado no se sabe muy bien por quién, un extraño "SO Central". Los diarios *Le Monde* y *Libération* hablaron de apoyo "logístico" que habrían sido generosamente ofrecidos al movimiento por el Partido socialista y SOS-Racismo...

Sin embargo los miles de estudiantes de secundaria que se habían puesto en marcha y habían tomado el gusto a manifestar en las calles según sus deseos y fuera de programa, llevando con ellos además a otros tantos estudiantes del rango, menos inquietos que los "responsables" fortalecían el movimiento y aumentaban sus posibilidades de victoria.

LA GRAN MANIFESTACIÓN DEL 27 DE NOVIEMBRE EN PARÍS: ALGO JAMÁS VISTO

El vasto movimiento que se había desarrollado en unos cuantos días —todas las facultades del país estaban en huelga, y la mayor parte de los colegios también— culminó con las grandes manifestaciones del 27 de noviembre, en las provincias y en París, desde el barrio latino hasta la Asamblea Nacional.

Una manifestación de tal amplitud, y además sólo compuesta de jóvenes, no se había visto en París desde hacía decenias. ¡Era realmente un movimiento de masa! Los estudiantes universitarios y de secundaria habían venido de todas partes y de cualquier sitio. Por una vez, la Asamblea Nacional y sus diputados iban a tener mucha taquilla. Los hombres políticos de los grandes partidos, tanto de derecha como de izquierda estaban tranquilos hasta ese momento porque los jóvenes en lucha juraban que no se ocupaban de política, que a ellos no les interesaba, que no querían hacer política. Pero de golpe, sin embargo, ¡helos ahí que se mostraban entusiasmados con el Palacio Borbón (sede de la Asamblea), aglutinados junto a sus rejas y faltó

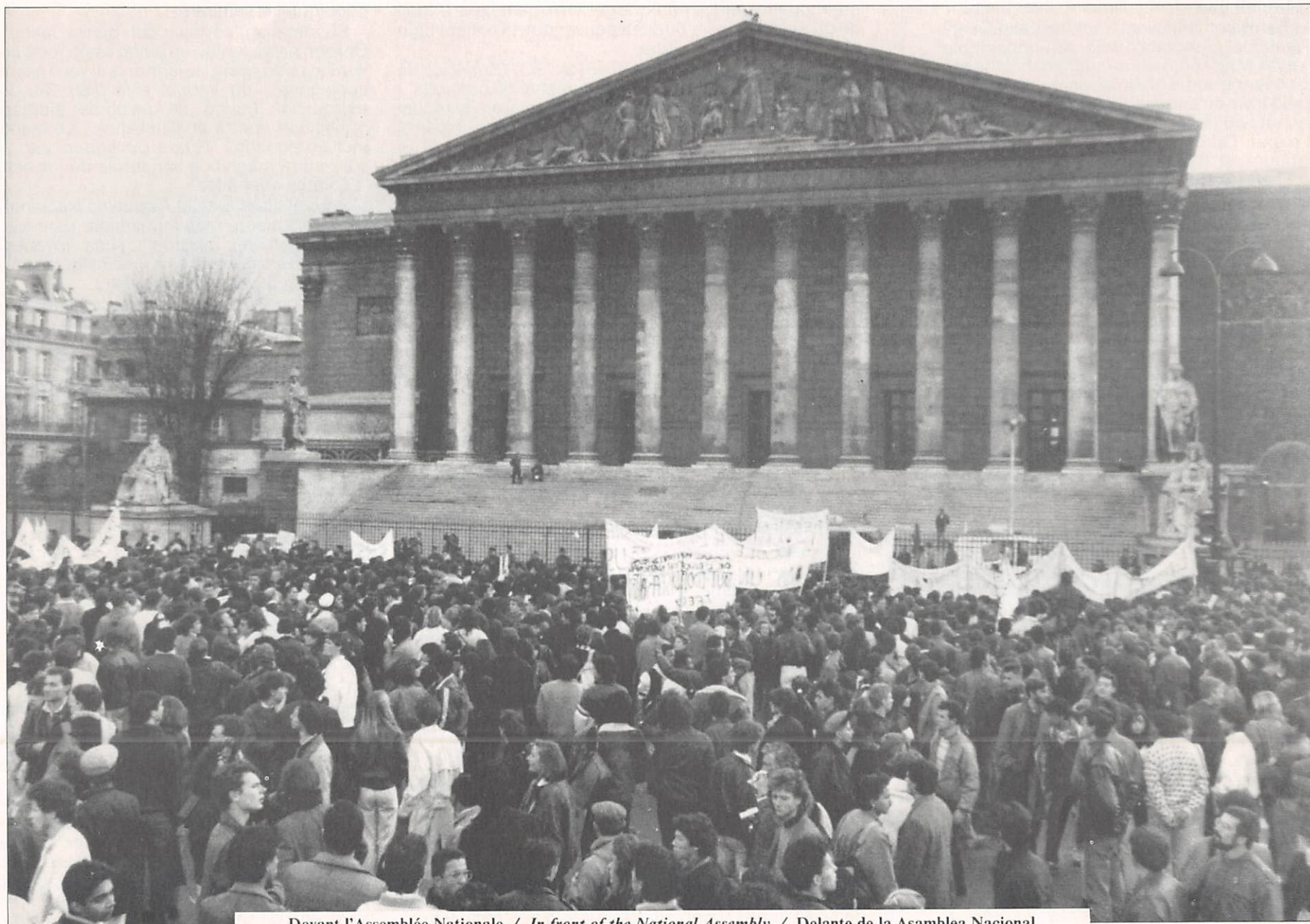
poco que las saltaran.

El inmenso cortejo, del barrio latino al Palacio Borbón había tenido un nítido estilo "colegial". Muchos habían reído hasta las lágrimas al ver o escuchar ciertas consignas: "*un Vaquet está bien Dos Vaquet vaya estropicio*" (juego de palabras aludiendo a una publicidad contra el alcoholismo)... Le mandaban decir incluso en latín "*Errare Devaquum est...*", o en chino sobre una magnífica banderola de los estudiantes de "Lenguas orientales".

Pero el sitiar ante la Asamblea Nacional tomaba un cariz netamente más inquietante para los partidarios del "orden republicano". ¡Los jóvenes en lucha atacaban sin complejos a una institución la cual era un poquito sedicioso de atropellar!

Los diputados de izquierda, como los de derecha no pensaban nada bueno de esta visita de los jóvenes en lucha. ¡con una ignorancia política total y soberbiamente reivindicada, muchos estudiantes universitarios y de secundaria hacían apenas la diferencia entre los diputados de derecha y los de izquierda! Esos jóvenes agrupados alrededor del Palacio Borbón tenían la tendencia de asimilar a todos los ocupantes de la ilustre morada con la vetustez de la institución. De lejos en la oscuridad que avanzaba, era bastante difícil hacer la diferencia. En cuanto una silueta se perfilaba a lo alto de las escaleras, empezaban los silbidos y los gritos hostiles. ¡Le Pen, líder de extrema derecha, fue el único francamente reconocido! Ante su aparición, los dedos mayores de una multitud de manos se elevaron bien alto hacia el cielo, lo que quería decir "en el culo"... A lo cual él respondió con un gesto obscuro del brazo. ¡Qué edificante diálogo gestual entre la juventud y los diputados elegidos por el pueblo!

Un artículo del periódico *Le Monde* publicado al día siguiente confirmaba que los jóvenes habían tenido un acertado olfato político al poner a todo el mundo en el mismo paquete: ¡todos los diputados se habían sentido incómodos! Pierre Joxe, ex-ministro socialista del Interior y gran amigo del "orden republicano" se habría "asombrado", si creemos a *Le Monde* de que los poderes públicos hayan dejado a esos "*jóvenes llegar tan cerca. Yo no tengo nada, por supuesto, contra ellos; lo que yo temo son los riesgos de provocación*". Otro diputado socialista habría exclamado, ganado por el miedo: "*¡si esto llega a degenerar, no hay ningún perímetro de seguridad!*" Y se preguntaba "*¡qué es lo*



Devant l'Assemblée Nationale / In front of the National Assembly / Delante de la Asamblea Nacional

Cet immense fleuve de jeunes qui avait coulé pendant des heures du Quartier latin à l'Assemblée était un étrange mélange de légèreté joyeuse qui faisait rimer Monory avec "pilori" et Devaquet avec "piquet", et de détermination farouche; un doux mélange de "monôme" et de manifestation politique. Et le plus grand humour était moins dans les slogans que dans l'obstination de ces jeunes qui réclamaient le retrait d'une loi et le recul d'un gouvernement... à se dire apolitiques!

Le jeudi 27 novembre au soir, après les manifestations de la journée à Paris mais aussi en province (30 000 à Grenoble; 40 000 à Toulouse; 30 000 à Lyon; 25 000 à Marseille; 20 000 à Bordeaux; 15 000 à Tours; 20 000 à Rennes; 18 000 à Strasbourg, et encore des milliers dans une multitude d'autres villes de moindre importance), la première véritable Coordination Nationale Etudiante se réunissait à la faculté parisienne de Jussieu. Elle comptait environ trois cent cinquante délégués, élus par faculté, à raison de cinq délégués pour chacune des quelque soixante-quinze facultés, tous munis du "mandat" de mener à bien le mouvement jusqu'au retrait pur et simple du projet Devaquet.

Cette Coordination Nationale, à la quasi-unanimité, se prononça "pour la poursuite de la grève générale de l'université, pour le retrait du projet Devaquet"; elle appelait "toutes les assemblées générales d'étudiants à discuter de l'organisation, le lundi 1^{er} décembre, de l'occupation de toutes les universités de France"; et elle décidait d'"organiser une manifestation centrale le jeudi 4 décembre".

**DU JEUDI 27 NOVEMBRE AU JEUDI 4 DÉCEMBRE :
D'UNE MANIFESTATION A L'AUTRE,
DEVAQUET, MONORY, CHIRAC... COMMENCENT
A CRAQUER, MAIS PAS LE MOUVEMENT**

Dès le lendemain, vendredi 28 novembre, à Paris, étudiants et lycéens retrouvèrent le chemin de l'Assemblée nationale pour à nouveau harceler l'auguste institution, maintenir la pression sur le gouvernement, continuer à montrer leur force dont ils avaient compris qu'elle était dans la rue. Même

suite p. 32

"what exactly is Mister Pasqua up to!"

The huge river of young people which flowed for hours on end from the Latin Quarter to the Assembly strangely mixed lighthearted happiness with unshakeable determination; it was a harmless procession of students who made the names of two ministers of education rhyme with "pillory" and "corner", and at the same time it was a political demonstration. The funniest thing about it all was not so much the slogans but rather the young people's determination to claim they were apolitical while demanding the withdrawal of a bill and the backing down of a government!

In the evening of Thursday, November 27, after the demonstrations in Paris and in the provinces (30,000 people in Grenoble, 40,000 in Toulouse, 30,000 in Lyon, 25,000 in Marseille, 20,000 in Bordeaux, 15,000 in Tours, 20,000 in Rennes, 18,000 in Strasbourg, and thousands more in a multitude of smaller towns), the first genuine university student coordinating committee convened at Jussieu University. It brought together some 350 delegates who had been elected on the basis of five delegates for each of the 75 faculties that were represented. They had all been "mandated" to carry the movement through to a successful conclusion, that is, the pure and simple withdrawal of the Devaquet bill.

The national coordinating committee almost unanimously called for "the continuation of the general strike in the universities, and the withdrawal of the Devaquet bill"; it also called on "all student general assemblies to figure out how to organize the occupation of all of France's universities for Monday, December 1"; and it took the decision to "organize a central demonstration on Thursday, December 4".

**FROM THURSDAY, NOVEMBER 27 TO THURSDAY,
DECEMBER 4: FROM ONE DEMONSTRATION TO
THE NEXT. DEVAQUET, MONORY, CHIRAC...
BEGIN TO CRACK, BUT NOT THE MOVEMENT**

And as early as the following day, Friday, November 28, Parisian university and lycée students went back to the National Assembly to harass this august institution some more, to keep up the pressure against the government, and to continue to show their strength which they had understood, was never greater than

continued on p. 32

que el señor Pasqua está tratando de hacer!"

Esta inmensa corriente de jóvenes que había recorrido durante horas del barrio latino a la Asamblea era una extraña mezcla de alegre ligereza que hacía rimar Monory con "pilori" (picota) y Devaquet con "Piquet" (de pie inmóvil como castigo), y de feroz determinación; una dulce mezcla de alboroto colegial y de manifestación política. Y el sentido del humor más grande se encontraba menos en las consignas que en la obstinación de esos jóvenes que reclamaban la retirada de una ley y el retroceso de un gobierno... ¡en decirse apolíticos!

El jueves 27 de noviembre por la tarde, luego de las manifestaciones de la jornada en París pero también en provincias (30 000 en Grenoble, 40 000 en Tolosa, 30 000 en Lyon, 25 000 en Marsella, 20 000 en Burdeos, 15 000 en Tours, 20 000 en Rennes, 18 000 en Estrasburgo, y aún otros miles una multitud de ciudades de menor importancia), la primera verdadera Coordinación Nacional Estudiantil se reunía en facultad parisiana de Jussieu. Contaba con alrededor de 350 delegados; elegidos por facultad y a razón de 5 delegados por cada una de las casi 75 facultades, todos provistos de una "procuración" para llevar adelante el movimiento hasta la retirada pura y simple del proyecto Devaquet.

Esta coordinación nacional, casi a la unanimidad, se pronunció "por proseguir la huelga general en la universidad, por la retirada del proyecto Devaquet"; llamaba a "todas las asambleas generales de estudiantes a discutir sobre la organización, el lunes 1^o de diciembre, sobre la ocupación de todas las universidades en Francia"; y decidía "organizar una manifestación central el jueves 4 de diciembre".

**DEL JUEVES 27 DE NOVIEMBRE AL JUEVES 4 DE
DICIEMBRE: DE UNA MANIFESTACIÓN A LA OTRA,
DEVAQUET, MONORY, CHIRAC... EMPIEZAN
A VACILAR, PERO NO EL MOVIMIENTO.**

A partir del día siguiente, viernes 28 de noviembre, en París, los estudiantes universitarios y de secundaria reencontraron el camino hacia la Asamblea Nacional para acosar nuevamente a la augusta institución, para mantener la presión sobre el gobierno, para continuar a mostrar su fuerza, la cual ellos habían comprendido bien se encontraba en la calle. La misma cosa

sigue en p. 33

chose le lundi 1^{er} décembre. D'autres, ou les mêmes, parmi les plus déterminés, prenaient l'initiative d'aller discuter avec les travailleurs à la porte des entreprises, ou dedans parfois.

Par exemple dans la région de Metz, des étudiants et des lycéens allèrent aux portes d'une usine sidérurgique où ils furent très bien accueillis et où des militants de la CGT les invitèrent à revenir peu après faire une prise de parole à l'occasion d'un meeting syndical qui rassemblait plusieurs centaines de personnes. *"Mais là, raconte un jeune, ils (les militants de la CGT) n'ont pas tellement apprécié que nous ayons dit que ce qui avait fait la force des étudiants, c'était le fait qu'ils se soient organisés dans des comités de grève, indépendamment des syndicats"...*

Poursuite des manifestations lycéennes non prévues au programme, interventions collectives à la porte des entreprises ou dedans pour discuter, prises de parole sur les marchés populaires ou dans les gares pour expliquer le sens et les buts du mouvement, collectes d'argent pour financer les futurs voyages du 4 décembre, organisation de "péages gratuits" sur les autoroutes... en échange d'une quête de dons bénévoles, toutes ces initiatives contribuèrent à maintenir le gouvernement sous pression, les grands partis de gauche et de droite dans l'anxiété ou l'inquiétude. Personne parmi ceux qui, dans la société ou au gouvernement, étaient du côté ou à côté du pouvoir n'osait franchement dénoncer, franchement critiquer le mouvement qui apeurait pourtant tous ceux dont le seul credo est le bulletin de vote...

Au sein même du mouvement, les mêmes qui voulaient se montrer raisonnables, c'est-à-dire les plus proches du Parti Socialiste, et les plus gênés par toutes ces manifestations permanentes et non encadrées tentaient d'inventer des formes édulcorées de lutte ou de grève pour "fixer" les manifestants. Les étudiants ne pourraient-ils pas donner des cours aux lycéens grévistes pour que ceux-ci ne prennent pas trop de retard? Les étudiants ne pourraient-ils pas faire grève "à la japonaise" c'est-à-dire retourner en cours en portant un brassard disant: *"Je suis en grève"*. *"Marrant, non?"* écrivait la Jeunesse Communiste Révolution

naire dans son quotidien *Autre chose*, le mardi 2 décembre! Ces nouvelles formes de lutte eurent les faveurs, si ce n'est des jeunes eux-mêmes, du moins des journalistes dits de gauche et proches de la social-démocratie. Ceux de *Libération* écrivaient, le 2 décembre: *"En inventant la grève avec cours, pied de nez aux vieilles rhétoriques militantes, mobilisation ironique qui met tout le monde dans leur poche, les lycéens ont peut-être montré la voie. La 'nouvelle vague' ne peut pas reprendre tels quels les outils de l'ancienne!"*

Mais la grande majorité du mouvement s'en tenait aux "vieilles rhétoriques"!

Le gouvernement commençait à se lézarder. Dès le début, il recula à petits pas...

Devaquet, le premier, dès le 22 novembre avait commencé à invoquer son inexpérience. Le lundi 24 novembre, jour du vrai démarrage de la grève, il répondait au journaliste Mourousi, qui l'interviewait sur *Radio Monte-Carlo*: *"J'ai reçu des étudiants de l'UNEF-ID et ils m'ont proposé une analyse meilleure que la mienne..."* Et Monory renchérissait aussitôt: *"Nous avons déjà revu ce texte et nous sommes prêts à l'amender au moment de la discussion à l'Assemblée nationale..."*

Le vendredi 28 novembre, Chirac convoquait dans la matinée Monory et Devaquet, dont les étudiants et lycéens en cortège, la veille, avaient persévéré à dire que la *"copie valait zéro"*, pour étudier avec eux la façon non pas de retirer le texte, mais de le *"réécrire"* pour l'*"adoucir"*... Il faudrait *"mieux expliquer"*. Et on apprenait l'après-midi, au moment où des milliers de lycéens parisiens harcelaient à nouveau l'Assemblée protégée à distance par des cordons de CRS, que le gouvernement avait renvoyé le texte devant la *"Commission des Affaires culturelles"* pour *"lecture approfondie"*!

Puis le dimanche 30 novembre, Chirac parlait à la télévision. Il se disait *"prêt à modifier les passages de la loi qui pourraient prêter à malentendu"*... *"Le projet remanié, disait-il, sera présenté au Parlement d'ici quinze jours: je reconnais que des malentendus, parfois dus aux maladresses gouvernementales, ont fait qu'il y a contestation..."*

Chirac mettait les points sur les i: *"Tous les*

when they were out in the streets. They did it again on Monday, December 1. Others or the same ones among the more determined students took the initiative of talking things over with workers at the doors of workplaces, or even inside workplaces at times.

For instance, in the Metz region, university and lycée students went to the gates of a steel plant where they received a warm welcome and where CGT militants invited them to take the floor at a later union meeting where hundreds of people were present. *"But this time"*, said one student, *"the CGT militants didn't appreciate our saying that the students' strength was in fact that they were organized in strike committees, independently from the unions"...*

All kinds of initiatives played a role in maintaining the government under pressure, in keeping the big left-wing or right-wing parties anxious or worried: unscheduled demonstrations of lycée students; collective interventions at factories and workplaces to discuss with workers at the gates or inside; speeches in open-air markets or rail stations to explain the meaning and goals of the movement; fund raising to finance the trips to Paris for the December 4 demo; "no toll" operations on motorways in exchange for donations. Not a single one of those who were on the side or at the side of power in society or in the government dared really denounce or really criticize the movement which was nonetheless scaring all those who believed only in the ballot. . .

Within the movement itself, the ones who wanted to prove they were reasonable, i.e. the ones who were closest to the Socialist Party, and the ones who were disturbed by all those permanent and not supervised demonstrations, tried to invent milder forms of struggle or strikes "to fix" the demonstrators in one spot. Could not university students give courses to lycée students so they would not fall behind? Or couldn't they go on a "Japanese" strike, which meant going back to school but with an arm-band saying "I'm on strike". *"Amusing, isn't it?"* asked the Revolutionary Communist Youth in the Tuesday, December 2 issue of its daily *Autre Chose!* These new forms of struggle were very popular if not with the students themselves at least with the

journalists. *Libération* said to be left wing and close to the Social Democracy wrote in its December 2 issue: "By inventing a strike-with-schoolwork, by thumbing their noses at outdated militant rhetoric with this kind of ironic mobilization that puts everybody on their side, lycée students might be showing the way. The new generation cannot merely pick up the tools of the older one."

However, the vast majority of the movement stuck to the "outdated rhetoric"!

The government was starting to come apart at the seams. From the very beginning, it retreated, small step after small step...

Devaquet was the first to claim inexperience — as early as November 22. On Monday, November 24, the day the strike really got off the ground, he responded to a journalist, Mourousi, interviewing him on Radio-RMC: "I've received students of the UNEF-ID and they've put forward an analysis which is better than mine..." Monory immediately went one better: "We had already revised this text and we are ready to amend it some more at the time of the National Assembly discussion..."

Friday morning, November 28, Chirac summoned Monory and Devaquet to find a way to avoid withdrawing the proposed text and, instead, to "rewrite" and "soften" it... (The day before, the university and lycée students had paraded and chanted the slogan, "Your homework gets a zero mark"). The problem was to "explain things better". That afternoon, when thousands of Parisian lycée students again harassed the Assembly from a distance (as it was being protected by cordons of CRS troops), it was learned that the government returned the text to the "Cultural Affairs Commission" for "thorough study".

Then, on Sunday, November 30, Chirac spoke on television. He said that he "was ready to modify the passages of the law which could be misunderstood... The altered draft will be presented to parliament within fifteen days. I admit that misunderstandings, some of which are due to government blunders, have caused the law to be contested..."

Chirac dotted the "i"s: "All those who have received

el lunes 1ro. de diciembre. Otros, o los mismos, entre los más determinados tomaban la iniciativa de ir a conversar con los trabajadores en la puerta de las empresas, o adentro algunas veces.

Por ejemplo, en la región de Metz, unos estudiantes universitarios y de secundaria fueron a las puertas de una fábrica siderúrgica donde fueron muy bien recibidos y donde militantes de la CGT los invitaron a volver poco después para tomar la palabra en ocasión de un mitin sindical que reunió a varios centenares de personas. "Pero allí", contaba un joven, "los militantes de la CGT no apreciaron tanto que nosotros dijéramos que lo que había hecho la fuerza de los estudiantes era el hecho de que las iniciativas hayan sido tomadas a la base y que la base se haya organizado en comités de huelga, independientemente de los sindicatos"...

Continuación de las manifestaciones de los estudiantes de secundaria imprevistas en el programa; intervenciones colectivas a las puertas de las empresas o al interior para conversar; tomas de palabra en a los mercados populares o en las estaciones de tren para explicar el sentido y los objetivos del movimiento; coleccionar el dinero para financiar los futuros viajes del 4 de diciembre, organización de "peajes gratuitos" sobre las autopistas"... a cambio de una donación benévola, todas estas iniciativas contribuyeron a mantener el gobierno bajo la presión, a los grandes partidos de izquierda y de derecha en la ansiedad o la inquietud. Nadie, entre aquéllos que, dentro de la sociedad o el gobierno, estaban del lado, o al lado del poder, osaban denunciar francamente, criticar francamente, atacar francamente un movimiento que sin embargo daba miedo a todos aquellos cuyo único credo es el boletín de voto...

Dentro del propio movimiento los mismos que querían mostrarse razonables, es decir los más próximos al Partido Socialista y los más molestados por todas estas manifestaciones permanentes y no encuadradas, intentaban inventar formas más suaves de lucha o de huelga para "fijar" a los manifestantes. ¿Los universitarios no podrían dar cursos a los estudiantes de secundaria para que éstos no tengan mucho retraso? Los estudiantes ¿no podrían hacer una huelga "a la japonesa" es decir regresar a los cursos llevando un brazal que diría "yo estoy en huelga"?; "¿Gracioso no?" escribía la Juventud Comunista

Revolucionaria en su diario *Otra cosa* el martes 2 de diciembre. Estas nuevas formas de lucha contaron con el favor, si no era de los jóvenes al menos con el de los periodistas dichos de izquierda y próximos a la socialdemocracia, los de *Liberation* escribían, el 2 de diciembre: "Inventando la huelga con cursos, adiós a las viejas retóricas militantes, una movilización irónica que se mete a todo el mundo en el bolsillo, los estudiantes de secundaria han mostrado quizás el camino. ¡La "nueva ola" no puede tomar tal y como los encuentra los viejos útiles pasados de moda!"

Pero la gran mayoría del movimiento se mantenía dentro de las "viejas retóricas!"

El gobierno empezaba a cuartearse. Desde el principio, retrocedió poco a poco...

Devaquet, el primero, a partir del 22 de noviembre había empezado a invocar su inexperience. El lunes 24 de noviembre, verdadero día del inicio de la huelga, respondía al periodista Mourousi que lo entrevistaba en Radio Monte-Carlo "he recibido a los estudiantes de la UNEF-ID y me han propuesto un análisis mejor que el mío"... Monory encarecía enseguida "ya habíamos vuelto a ver el texto de ley y estamos dispuestos en hacer enmiendas en el momento que el proyecto se discutirá en la Asamblea Nacional"...

El viernes 28 de noviembre, Chirac convocó por la mañana a Monory y Devaquet —a quienes los estudiantes y secundarios en cortejo el día anterior habían dicho perseverantemente "tus deberes escolares merecen un zero"— para estudiar con ellos en qué forma se podía no retirar el proyecto, sino "volver a redactarlo" para que "fuera más dulce"... Valdría "explicar en mejor forma". Se supo por la tarde, en el momento en que centenares de miles de secundarios parisinos hostezaban de nuevo la Asamblea protegida a distancia por cordones de CRS (cuerpo especial de policía), que el gobierno había enviado el texto ante la "Comisión de Asuntos Culturales" ¡para que fuera "leída con más criterio"!

Por fin, el domingo 30 de noviembre, Chirac habló por televisión. Se dijo "dispuesto a modificar los pasajes de la ley que dieran torno a malentendidos"... "El proyecto modificado", decía Chirac, "será presentado al Parlamento de aquí unos quince días: reconozco que los malentendidos, a veces debidos a la torpeza del gobierno han conducido a que haya disputa"...

bacheliers, sans exception, par définition, ont vocation à entrer à l'université et pourront y entrer. Puisqu'il y a malentendu ou contestation, que l'on prenne les huit jours ou les quinze jours nécessaires pour s'expliquer. Si le texte que j'ai retenu et que j'ai présenté au Conseil des ministres (...) n'est pas clair sur tel ou tel point, contrairement à ce que j'avais pensé, eh bien ! il faut naturellement le modifier (...). Il n'y a pas de divergence de vues sur le fond. S'il y a des problèmes d'expression qui peuvent prêter à ambiguïté, eh bien ! la concertation nous permettra de les résoudre"...

Chirac, après Devaquet, cédait du terrain. Pas assez pour désamorcer le mouvement, mais trop pour ne pas l'encourager à persévérer !

Certains dirigeants syndicalistes étudiants se sont peut-être demandé alors si le gouvernement n'était pas prêt à céder quelque chose. Mais ils n'ont pas pris le risque de négocier. Les lycéens manifestaient à nouveau par dizaines de milliers à Paris le lundi 1^{er} décembre, et ici ou là en province aussi. Toutes et tous étaient engagés dans la préparation de la grande montée sur Paris du jeudi 4 décembre, certains bloquaient des trains dans certaines villes de province pour faire consentir à la SNCF des tarifs préférentiels.

LA GRANDE MANIFESTATION DU 4 DÉCEMBRE... IMMENSE SUCCÈS ET PETITE EMBROUILLE !

Le mardi 2 décembre, la Coordination Nationale Etudiante, à nouveau réunie pour préparer la manifestation du surlendemain, désigna un bureau, composé des mêmes militants (tous UNEF-ID, mais d'appartenances politiques diverses) qui avaient été, de fait, à la direction depuis les Assises nationales du samedi 22, à l'exception d'Isabelle Thomas, une militante du Parti Socialiste qui avait, au goût de la majorité de la Coordination, un peu trop de penchant pour le vedettariat. La Coordination confirma la détermination à continuer, à poursuivre le mouvement jusqu'au retrait de la loi Devaquet, et l'appel à manifester le jeudi 4 décembre à l'Assemblée nationale. C'est ce qui fut voté sous forme d'une motion adoptée à la quasi-unanimité (331 voix pour ; 8 contre et 6 abstentions), qui décrétait entre autres : "1. Grève générale avec occupation partout où c'est

possible, jusqu'au retrait total du projet Devaquet-Monory. 2. Manifestation nationale le 4 décembre à Paris, de la Bastille à l'Assemblée nationale, au terme de laquelle nous appelons l'ensemble des manifestants à attendre que monsieur Devaquet en personne vienne donner sa réponse sur place aux manifestants. (...)"

Cela c'est ce qu'avait décidé la Coordination. Mais ses prétendus alliés veillaient à modérer sa détermination, pas assez respectueuse des institutions. C'est ainsi que la veille, le lundi 1^{er} décembre, des membres parisiens de la Coordination Nationale furent convoqués à une "réunion-surprise". La province en était quasiment absente et toutes les facultés parisiennes n'étaient pas représentées. Un militant du Parti Socialiste de la faculté de Tolbiac prit la parole pour s'excuser d'avoir pris sur lui de convoquer une telle réunion, mais il disait avoir besoin d'"être mandaté" pour discuter du parcours de la manifestation avec la préfecture de police.

Il signala en passant que différentes organisations avaient proposé de prêter leur Service d'Ordre, dont la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR).

Mais les autres organisations qui avaient prêté leur SO, quelles étaient-elles ? Pourquoi ne voulaient-elles pas, contrairement à la LCR, qu'il en soit fait état ! Et à qui l'avaient-elles prêté, puisque la Coordination Nationale Etudiante, à aucun moment, dans aucune de ses réunions, n'avait abordé le problème ?

Il se disait ennuyé, mais la question ne fut pas du tout abordée le lendemain mardi lorsque la Coordination se réunit au complet. Ce silence, le temps de la réunion des trois cents délégués de la Coordination, ne dura qu'un jour.

Dès le mercredi 3 décembre, lendemain de la Coordination Nationale Etudiante qui avait convoqué une nouvelle manifestation à l'Assemblée nationale — Paris et province ensemble, cette fois —, la presse (et *Le Matin* en particulier, quotidien d'obédience socialiste), les médias, annonçaient un parcours "de la Bastille aux Invalides" (et non pas à l'Assemblée nationale). Certains journaux parlaient (déjà depuis la veille) d'un podium qui serait disposé sur l'Esplanade des Invalides. A la une du journal *Le Monde* du 4 décembre, on pouvait lire : "A Paris et en province,

their baccalaureate, without exception, are normally expected to, and have the right to enter the university. As there is a misunderstanding or a dispute concerning this law, we are taking the necessary week or two to explain it. If the text which I have agreed on and presented to the weekly cabinet meeting ... is not clear on this or that point, contrary to what I thought, well, it will naturally have to be modified. ... There are no basic divergences of views. If there are stylistic problems which could lend themselves to ambiguities, well, the general dialogue will allow us to resolve them. ..."

After Devaquet, Chirac retreated, not enough to defuse the movement, yet quite enough to encourage the movement to continue!

Some student unionists then possibly asked themselves whether or not the government was ready to give in on some things. But they did not risk negotiations. Tens of thousands of lycée students once again demonstrated in Paris on Monday, December 1, and also here and there in the provinces. Everyone was involved in the preparations for the big march on Paris on Thursday, December 4; in some towns, some students blocked the trains to get the SNCF (France's state-owned railway system) to give them preferential rates.

THE BIG DEMONSTRATION ON DECEMBER 4: AN IMMENSE SUCCESS, YET MUDDLED UP!

The national student coordinating committee met again on Tuesday, December 2, to prepare for the demonstration two days later; it designated a bureau, composed of the same militants (all members of the UNEF-ID but belonging to various political organizations) who had been the de facto leaders since the national meeting on Saturday November 22 — except for Isabelle Thomas, a militant of the Socialist Party, who was reproached by the majority of the coordinating committee for indulging too much in the star system. The coordinating committee confirmed its determination to continue, to carry on the movement until the withdrawal of the Devaquet law, and it confirmed its call for a demonstration march to the National Assembly on Thursday, December 4. This is what was voted as a motion and was adopted almost unanimously (331 votes for, 8 against, 6 abstentions). The motion stated, among other things: "1- A general strike, with occupation wherever possible, until the total withdrawal of the

Devaquet-Monory proposed law. 2- A demonstration march on December 4, in Paris, from the Bastille to the National Assembly, at the end of which we call upon the entire assembly of demonstrators to wait there until Mister Devaquet in person gives his answer, on the spot, to the demonstrators...

This is what the coordinating committee had decided. But its so-called allies saw to it that the committee's determination was curbed, as it was not respectful enough towards institutions.

Thus on the previous day, Monday, December 1, the Parisian members of the national coordinating committee were summoned to a "surprise-meeting". The provinces were for all intents and purposes absent and not all of the Parisian universities were represented. A Socialist Party militant from the university at Tolbiac excused himself for having taken it upon himself to convene such a meeting, but he said he had to be mandated to discuss the route of the demonstration with the police.

He also noted in passing that different organizations had proposed to lend their *service d'ordre*, one among them being the Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR).

Which were the other organizations who had loaned their *services d'ordre*? Why did they not want their name to be mentioned, contrary to the LCR? And to whom did they lend it? At no time, nor in any of its meetings, had the national student coordinating committee raised the problem.

He said he was bothered, but the question was not at all raised the following day, Tuesday, when the whole coordinating committee got together again. This silence only lasted a day, just for the meeting of the three hundred delegates of the coordinating committee.

As of Wednesday, December 3 (the day after the national student coordinating committee called a new demonstration march to the National Assembly—Paris and the provinces together this time), the newspapers—in particular *Le Matin*, a daily paper with allegiance to the socialists—and the media announced a route "from the Bastille to the Invalides" (and not to the National Assembly). As of the previous day, some newspapers spoke about a stage which was going to be set up on the Esplanade des Invalides. On the first page of *Le Monde* newspaper on December 4, one could read: "In Paris and the provinces, the students

Chirac ponía los puntos sobre las "ies": "Todos los que obtuvieron el bachillerato, sin excepción, por definición tienen vocación en entrar a la universidad y lo podrán hacer. Ya que hay malentendidos o contestación, tomenos los ocho o quince días necesarios para explicarnos. Si el texto que mereció mi solicitud y que presenté al Consejo de Ministros (...) no está claro sobre tal o tal punto, contrariamente a lo que creí, ¡pues bien! Se tiene por supuesto que modificar (...) No hay diferencias de vista sobre el fondo. Si hay problemas en la forma de expresarse y que pueden dar motivo a ambigüedad ¡pues bien! la concertación nos permitirá resolverlos..."

Chirac después de Devaquet cedía terreno. No lo suficiente como para desamorzar el movimiento, pero demasiado para no darle el ánimo para perseverar.

Ciertos dirigentes sindicales estudiantiles a lo mejor se preguntaron en ese momento si el gobierno no estaba dispuesto a ceder algo. Pero no tomaron el riesgo de negociar. Los secundarios de nuevo manifestaron por decenas de miles en París el lunes 1º de diciembre y también aquí o allá en provincia. Todas y todos estaban empeñados en la preparación de la gran subida hacia París para el jueves 4 de diciembre; ciertos bloquearon trenes en ciertas ciudades de provincia para que la empresa de ferrocarriles (SNCF) les consintiera tarifas reducidas.

LA GRAN MANIFESTACIÓN DEL 4 DE DICIEMBRE... INMENSO ÉXITO Y PEQUEÑO EMBROLLO

El martes 2 de diciembre la Coordinación Nacional Estudiantil, reunida de nuevo para preparar la manifestación prevista dentro de dos días, designó un buró compuesto por los mismos militantes (todos de la UNEF-ID, pero de obediencias políticas diversas) que habían estado, de hecho, en la dirección a partir de los Estados Generales del sábado 22, excepto Isabelle Thomas, una militante del Partido Socialista a quien le gustaba un tanto demasiado, según la opinión de la mayoría de la Coordinación, el "vetetariado". La Coordinación confirmó la determinación a continuar y a proseguir el movimiento hasta la retirada de la ley Devaquet y también el llamado a manifestar a la Asamblea Nacional el jueves 4 de diciembre. Es lo que se votó bajo la forma de una moción, que se adoptó a la casi unanimidad (331 votos en por, 8 en contra y 6 se abstuvieron) cual moción decretaba entre otras cosas:

"1º huelga general con ocupación por todo en donde sea posible hasta el retiro total del proyecto Devaquet-Monory. 2º manifestación nacional el 4 de diciembre en París de la Bastilla hasta la Asamblea Nacional, al término de la cual llamamos a la totalidad de los manifestantes a esperar que el señor Devaquet en persona venga a dar su respuesta a los manifestantes sobre el propio lugar (...).

La coordinación había decidido eso. Pero sus pretendidos aliados cuidaban mucho en limitar su determinación que no respetaba bastante las instituciones. Es así como el día anterior, el lunes 1º de diciembre, miembros parisinos de la coordinación nacional fueron convocados, a una "reunión-sorpresa". La provincia estaba casi completamente ausente y todas las facultades parisinas no estaban representadas. Un militante conocido por estar en el Partido Socialista de la facultad de Tolbiac tomó la palabra para excusarse de haber tomado la responsabilidad de convocar a tal reunión, pero decía que tenía necesidad de tener un mandato para discutir el recorrido de la manifestación con la Prefectura de policía.

Señalaba de paso, que diversas organizaciones habían propuesto prestar sus servicios de orden, entre las cuales la Liga Comunista Revolucionaria (LCR).

Pero las otras organizaciones que habían prestado su SO, ¿quiénes eran? ¿Por qué no querían, contrariamente a la LCR, que fuera dicho? ¿Y a quiénes lo habían ellas prestado puesto que la Coordinación Nacional Estudiantil, en ningún momento, en ninguna de sus reuniones, había abordado el problema?

Decía que se sentía molesto pero no se planteó el problema al día siguiente (o sea el martes) cuando la Coordinación se reunió al completo. Este silencio, durante la reunión de los trescientos delegados de la Coordinación, sólo duró un día.

A partir del miércoles 3 de diciembre, al día siguiente que la Coordinación nacional Estudiantil hubiera convocado una nueva manifestación delante de la Asamblea Nacional—París y provincia juntos esta vez—, la prensa (y *Le Matin* en particular, diario de obediencia socialista), los medios de comunicación, anunciaban un recorrido "de la Bastilla a Inválidos" (y no a la Asamblea Nacional). Ciertos periódicos hablaban ya desde la víspera de un podio que sería levantado sobre la Esplanada de los Invalides. En primera plana del diario *Le Monde* del 4 de diciembre, podía leerse: "En París, y en provincia, los estudiantes

les étudiants préparent la manifestation qui doit se dérouler jeudi 4 décembre dans la capitale, de la Bastille aux Invalides... Le ministre délégué chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur est invité à venir s'expliquer lui-même sur le podium qui sera installé sur l'Esplanade des Invalides..." Le jeudi 4 décembre, on pouvait lire dans *Le Matin* une version un peu différente : "(si) le projet est retiré : c'est la fête, champagne pour tous, annoncent les organisateurs. Une série de concerts (Renaud, Higelin, Sapho...) est d'ailleurs prévue quelle que soit l'issue de la manif..."

Evidemment la grande presse informe... de sa propre politique. Donne les indications qui lui conviennent. *Libération*, pendant le mouvement, offrait aux étudiants un "magazine d'informations télématiques"... Vous faites le "3615 LIBÉ" et vous êtes au courant de tout... ce que la direction du mouvement a décidé, ou de tout... ce que d'autres décident pour elle ! Probablement une autre facette du "soutien logistique"...

Le jeudi 4 décembre, un immense cortège défilait pendant des heures de la Bastille vers l'Assemblée nationale, un cortège impressionnant de plusieurs centaines de milliers de jeunes — un million selon les organisateurs —, un cortège qui aurait pu pacifiquement faire s'évanouir les barrages de CRS s'il s'était résolument dirigé vers l'Assemblée nationale dès son arrivée à 17 heures ou 18 heures. Mais sa tête, principalement formée des membres de la Coordination Nationale Etudiante fut habilement stoppée sur l'Esplanade des Invalides, et bloquée derrière quelques camions "sono" où certains techniciens s'affairaient pour faire démarrer on ne sait trop quel spectacle. Parmi ceux qui s'affairaient, il y avait quelques membres connus de l'appareil de SOS-Racisme qui, évidemment, s'y connaissent en "show-biz" !

Mais la claque n'y était pas. L'ambiance non plus. Ceux qui étaient là n'étaient pas venus pour ça. Et ce fut le brouhaha, les bousculades, ceux qui protestaient le plus fort étant des membres de la Coordination Nationale Etudiante qui savaient qu'ils avaient décidé d'aller à l'Assemblée nationale et qui comprenaient seulement qu'ils avaient été floués. Et les cris fusaient : "À l'Assemblée, à l'Assemblée, c'est

ce qu'on a voté" et quand un technicien du camion tenta de dresser à bout de bras la petite flamme d'un briquet, les invectives redoublèrent : "Rigolo... On n'est pas venu là pour ça ! C'est pas Woodstock !"... Mais malgré le "vote démocratique" de la Coordination, il n'y eut pas de manifestation à l'Assemblée. Les membres de la Coordination n'avaient pas les moyens de faire appliquer leur politique. Le "soutien logistique" de SOS-Racisme venait à la rescousse du conformisme de Pierre Joxe et de ses amis, qui craignaient les centaines de milliers de manifestants qui, cette fois, auraient pu envahir l'Assemblée.

Dès que le cortège arriva sur l'Esplanade et y fut bloqué par les organisateurs de spectacles de SOS-Racisme, et une multitude de baraques-stands de merguez-frites, plusieurs milliers de manifestants se retrouvèrent spontanément du côté de l'accès vers l'Assemblée nationale. Ceux qui se massèrent là étaient ceux qui avaient compris les manœuvres. Ils étaient plus nombreux qu'on aurait pu croire.

Ceux qui étaient là n'étaient pas des "casseurs" mais ils n'avaient pas envie de partir comme ça. Le sentiment dominant était la rancœur, la hargne contre ceux qui avaient détourné la manifestation de son objectif ; contre les flics qui commencèrent vite à lancer des grenades lacrymogènes et des jets de canon à eau ; et bientôt contre le gouvernement qui avait opposé une fin de non-recevoir à la délégation étudiante et lycéenne envoyée comme porte-parole du mouvement.

Les premiers heurts avec la police commencèrent tôt. Mais ils furent précédés par des heurts avec le fameux "SO Central" qui protégeait les CRS, ou du moins empêchait les manifestants de forcer le barrage. Et c'est avec le SO qu'eurent lieu les premiers affrontements, quand il repoussa brutalement les étudiants et lycéens qui s'agglutinaient là. Le lendemain, *Libération* écrivait : "Dix minutes avant que les délégués ne ressortent du ministère, vers 19 h 30, le processus du durcissement est déjà enclenché. Devant l'Assemblée, les autopompes de la police avancent et les canons à eau crachent à jets puissants. Les CRS et les gardes mobiles se contentent encore d'empêcher les plus excités des manifestants de s'infiltrer vers l'Assemblée. Une tâche pour laquelle ils reçoivent

prepare a demonstration which will take place Thursday, December 4, in the capital and which will march from the Bastille to the Invalides... The junior minister in charge of research and higher education is invited to come and explain himself from the podium which will be installed on the Esplanade des Invalides..." On Thursday, December 4, *Le Matin* newspaper had a slightly different version: "(If) the proposed law is withdrawn, there will be a festival, champagne for everyone, announced the organizers. Besides a series of concerts (featuring singers Renaud, Higelin, Sapho...) is planned whatever the outcome of the demonstration..."

Obviously, the big newspapers were presenting information... about their own policy, information which suited them. During the movement, *Libération* newspaper offered the students a "dial-a-matic information magazine". Dial "3615 LIBE" and you will be up to date on everything — everything that the leadership of the movement has decided, or everything that others have decided for it! Probably another facet of the "logistical support".

On Thursday, December 4, a huge procession paraded from the Bastille toward the National Assembly: an impressive procession of several hundreds of thousands of youths — a million according to the organizers; a procession which could have peacefully melted away the CRS barricades if it had resolutely made headway toward the National Assembly as soon as it arrived, around 5 or 6 p.m. The head of the procession, mainly made up of the national student coordinating committee members, was skillfully stopped on the Esplanade des Invalides and blocked behind several sound trucks where some technicians bustled about to get who knows what kind of a show going. Among those who were bustling about, there were several well-known members of SOS-Racism's apparatus who are of course knowledgeable in "show-biz"!

But the crowd was not in the swing of this. The mood was not there. Those who had come to the demonstration had not come for this. There was a lot of hullabaloo and jostling about, those who protested the loudest were the members of the national student coordinating committee who knew they had decided to go to the National Assembly and who realized that they had been cheated. The screams were "To the Assembly, to the Assembly, that is what we voted for". And when a technician from the sound truck tried to change the

mood by raising his hand holding a lighted cigarette-lighter, the abuse increased: "Jerk, we didn't come here for that! This is not Woodstock!" Yet, in spite of the "democratic vote" in the coordinating committee, there was no demonstration at the National Assembly. The members of the coordinating committee did not have the means to carry out their policy. The "logistical support" of SOS-Racism came to the aid of the conformism of Pierre Joxe and of his friends who feared these hundreds of thousands of demonstrators who, this time, could have been able to invade the Assembly.

As soon as the procession arrived at the Esplanade des Invalides and was blocked there by the show-biz organizers of SOS-Racism and a multitude of trailers and stands selling hot dogs and fries, several thousands of demonstrators spontaneously gathered on the side which led toward the National Assembly. Those who gathered there were those who understood the maneuvers. They were more numerous than one would have thought.

Those who were there, were not the "casseurs" (the breaker-uppers), but yet, they did not want to call it a day. The dominant sentiments were of bitterness, of aggressiveness against those who had detoured the demonstration from its objectives; against the police who quickly began to launch teargas grenades and fired water cannons; and finally against the government which gave a blunt refusal to the university and lycée student delegation sent as the spokespersons from the movement.

The first clashes with the police began early. However they were preceded by clashes with the famous "central service d'ordre" which protected the CRS, or at least blocked the demonstrators and stopped them from forcing the barricades. The first confrontations were with the *service d'ordre* when it suddenly pushed back the students who packed that side. The next day, *Libération* newspaper wrote: "Ten minutes before the delegates came out of the ministry, around 7:30 p.m., a hardening up of the situation had already begun. In front of the Assembly, the police water trucks approached and the water cannons shot off powerful jets. The CRS and the riot-squads settled for only stopping the most excited demonstrators from progressing toward the Assembly. Moreover, in this task they received the

preparan la manifestación que debe desarrollarse el jueves 4 de diciembre en la capital, de la Bastilla a Inválidos... El ministro delegado encargado de la Investigación y de la Enseñanza Superior está invitado a venir a explicarse él mismo sobre el podio que será instalado sobre la Esplanada de los Inválidos...". El jueves 4 de diciembre, podía leerse en Le Matin una versión un poco diferente: "(si) el proyecto es retirado: será la fiesta, champagne para todos, anuncian los organizadores. Una serie de conciertos (Renaud, Higelin, Sapho...) están, por otro lado, previstos cualquiera que sea el resultado de la manifestación..."

Evidentemente la gran prensa informa... sobre su propia política. Da las indicaciones que le convienen. *Liberation*, durante el movimiento, ofrecía a los estudiantes "una revista de informaciones telemáticas"... usted marca el "3615 LIBE" y estará al corriente de todo... lo que la dirección del movimiento ha decidido, o de todo... lo que otros deciden por ella. Probablemente, otra faceta del "apoyo logístico"...

El jueves 4 de diciembre, un inmenso cortejo desfiló durante horas de la Bastilla hasta la Asamblea Nacional, un cortejo impresionante de varios centenares de miles de jóvenes —un millón según los organizadores— un cortejo que hubiera podido pacíficamente hacer desvanecer las barreras de los CRS si se hubiera resueltamente dirigido hacia la Asamblea Nacional desde su llegada a las 17 o 18 horas. Pero sobre la Esplanada de los Inválidos, una cabeza principalmente formada por miembros de la Coordinación Nacional Estudiantil fue hábilmente detenida, y bloqueada detrás de varios camiones de sonorización donde unos cuantos técnicos se ocupaban en hacer arrancar no se sabe bien qué espectáculo. Entre aquellos que se ocupaban, habían algunos miembros conocidos del aparato de SOS-Racismo quienes, evidentemente, ¡conocían muy bien el "show-biz"!

Pero los aplausos no estaban presentes. El ambiente, tampoco. Aquellos que estaban presentes no habían venido para eso. Y se produjo la confusión, los empujones, aquellos que protestaban más fuerte eran los miembros de la Coordinación Nacional Estudiantil quienes sabían que ellos habían votado por ir a la Asamblea Nacional, y que acababan solamente de entender que habían sido engañados. Y los gritos estallaban: "A la Asamblea, a la Asamblea, es lo que

hemos aprobado" y cuando un técnico del camión de sonorización intentó levantar el brazo extendido con la pequeña llama de un encendedor, las invectivas redoblaron: "¡Gracioso... no hemos venido aquí para eso! ¡No estamos en Woodstock!...". Pero a pesar del "voto democrático" de la coordinación, no hubo manifestación delante de la Asamblea, los miembros de la Coordinación no tenían los medios de hacer aplicar su política. El "apoyo logístico" de SOS-Racismo venía al rescate del conformismo de Pierre Joxe y de sus amigos, quienes tenían a las centenas de miles de manifestantes que, esta vez, habrían podido invadir la Asamblea.

Desde que el cortejo llegó a la Esplanada y fue bloqueado allí por los organizadores de espectáculos de SOS-Racismo, y por multitud de puestos de venta de salchichas-patatas fritas, varios miles de manifestantes se reencontraron espontáneamente del lado del acceso hacia la Asamblea Nacional. Los que se agruparon allí eran aquéllos que habían comprendido las maniobras. Ellos eran más numerosos de lo que se hubiera podido creer.

Los que se encontraban allí no eran "camorristas" pero no tenían ganas de irse así. El sentimiento dominante era el rencor, la ira contra aquéllos que habían desviado la manifestación de su objetivo; contra los policías que comenzaron rápidamente a lanzar granadas lagrimógenas y chorros de agua; y muy pronto contra el gobierno que se negó a recibir a la delegación universitaria y estudiantil enviada como portavoz del movimiento.

Los primeros choques con la policía comenzaron pronto. Pero fueron precedidos por choques contra el famoso "SO-Central" que protegía a los CRS, o al menos impedía a los manifestantes que forzaran la barrera. Y fue contra el SO que tuvieron lugar los primeros enfrentamientos, cuando éste empujó brutalmente a los estudiantes que se aglutinaban allí. Al día siguiente, *Liberation* escribía: "Diez minutos antes de que los delegados salieran del ministerio, sobre las 19h30, el proceso de endurecimiento está ya en marcha. Delante de la Asamblea, los camiones regueros de la policía avanzan y las mangueras de agua escupen chorros de agua potentes. Los CRS y los guardias móviles se contentan todavía con impedir a los manifestantes más excitados de infiltrarse hacia la Asamblea. Una tarea para la cual reciben, por otro lado,



Le "Service d'Ordre de la manifestation" repousse les manifestants.

The "Service d'Ordre of the demonstration" pushing back the demonstrators.

El "Servicio de Orden de la manifestación" repeliendo a los manifestantes.

d'ailleurs l'aide du SO de la manifestation, qui n'hésite pas à taper ses propres troupes pour les faire reculer..." Ainsi, le vendredi 5 décembre, à la lecture de *Libération* les manifestants qui avaient été bousculés apprenaient qu'il était normal que le prétendu "SO de la manifestation" leur ait distribué des coups, puisqu'ils étaient des excités !

Ce soir-là, la police fit deux blessés graves, et le "SO Central de la manifestation" (ou contre la manifestation ?) protégea davantage les CRS des manifestants qu'il ne protégea les manifestants des CRS. Après avoir rempli son rôle d'empêcher les manifestants d'aller vers l'Assemblée, il disparut.

La délégation étudiante, reçue par des ministres, des représentants des différents groupes parlementaires, revint bredouille. Il faut noter au passage que la responsable de l'UNEF-ID de Villetaneuse, Isabelle Thomas, qui n'avait pas été élue dans la délégation, trouva malgré tout le moyen de s'y glisser.

Mais la délégation — et même Isabelle Thomas ! — avait été éconduite. Et David Assouline, un des membres du Bureau de la Coordination, annonçait, au nom de la Coordination Etudiante : "Les centaines de milliers d'étudiants qui manifestaient n'ont rien obtenu de plus que ce qu'avait annoncé Jacques Chirac dimanche dernier"...

Eh non ! Ils n'avaient "rien obtenu de plus" alors que pourtant ils étaient venus à plusieurs centaines de milliers. Mais les gouvernements de la bourgeoisie ne définissent pas leur politique en fonction de la longueur des cortèges. Devaquet était vraiment un petit ministre inexpérimenté pour avoir dit en public qu'il attendait de voir combien il y aurait de manifestants pour se déterminer ! Pasqua, lui, la veille, avait précisé au contraire que "c'est le Parlement qui vote les lois, ce n'est pas la rue". Et Pasqua avait "politisé" les jeunes ! Un des slogans repris à l'arrivée sur l'Esplanade des Invalides, lui répondait : "Pasqua, c'est pas toi, c'est la rue qui fait la loi"...

Les slogans évoluaient avec la situation. Jusqu'au 4 décembre, la tonalité était restée drôle, potache, farfelue même... "Devaquet, Saupiquet, mêmes salades !" A partir du 4 décembre au soir, et les jours suivants, le ton — c'est-à-dire la conscience — changea. Les jeunes en lutte découvraient qu'ils

aid of the service d'ordre of the demonstration which did not hesitate to hit their own troops to make them back off. . .” Thus, Friday, December 5, by reading *Libération*, the demonstrators who had been pushed around learned that it was quite normal that the so-called “service d'ordre of the demonstration” had hit them: they had gotten over-excited!

The same evening, the police seriously injured two, and the “central service d'ordre of the demonstration” (or against the demonstration?) protected the CRS from the demonstrators more than they protected the demonstrators from the CRS. After having fulfilled their role of stopping the demonstrators from going toward the Assembly, they vanished.

The student delegation, having been received by the ministers and the different parliamentary groups, came back empty-handed. We must note in passing that the person in charge of the UNEF-ID in Villetaneuse, Isabelle Thomas, who had not been elected to the delegation, found a way, in spite of all, to slip in.

The delegation — including Isabelle Thomas — were met with refusal. David Assouline, one of the bureau members of the coordinating committee, announced in the name of the student coordinating Committee: “*The hundreds of thousands of students who demonstrated obtained nothing more than what Jacques Chirac had announced last Sunday.*”

Well, no! They had “obtained nothing more” though they had come to the demonstration by the hundreds of thousands. Bourgeois governments do not define their politics in relation to the length of the parades. Devaquet really showed himself to be a petty, inexperienced minister when he said in public that he was waiting to see how many demonstrators there would be before he would make up his mind! The day before, on the contrary, Pasqua stated precisely that “*Bills are passed in Parliament, not in the streets*”. Pasqua had “politicized” the youth! On the Esplanade des Invalides, one of the slogans taken up was an answer to him: “*Laws aren't made by you, Pasqua, they are made in the streets.*”

The slogans evolved with the situation. Up until December 4, the tone was funny, schoolboyish, even harebrained. . . “*Devaquet, Saupiquet, it's the same salad!*” (Saupiquet is a brand name of prepared salad, and salad can also mean a big mess in French). After the evening of December 4 and the days following, the

continued on p. 40

la ayuda del SO de la manifestación, que no vacila en golpear a sus propias tropas para hacerlas retroceder...”. Así, el viernes 5 de diciembre leyendo *Libération* los manifestantes que habían sido golpeados comprendían que era normal que el pretendido “SO de la manifestación” les haya distribuido unos golpes puesto que ellos eran unos excitados!

Esa tarde, la policía hirió gravemente a dos personas, y el “SO-Central de la manifestación” (¿o contra la manifestación?) protegió aún más a los CRS de los manifestantes que protegió a los manifestantes de los CRS. Luego de haber cumplido con su papel de impedir a los manifestantes de ir hacia la Asamblea, desapareció.

La delegación estudiantil, recibida por los ministros, los representantes de diversos grupos parlamentarios, regresó sin nada. Hay que notar de paso que la responsable de la UNEF-ID de Villetaneuse, Isabelle Thomas que no había sido elegida dentro de la delegación encontró a pesar de todo los medios de deslizarse en ella.

Pero la delegación fue —e incluso Isabelle Thomas— despedida. Y David Assouline, uno de los miembros del Buró de la Coordinación, anunciaba, en nombre de la Coordinación Estudiantil: “*los cientos de miles de estudiantes que manifestaban no han obtenido nada además de lo anunciado por Jacques Chirac el domingo último*”...

¡Y no! Ellos no habían “obtenido nada además” mientras que, sin embargo, habían venido varios cientos de miles. Mas, los gobiernos de la burguesía no definen sus políticas en función de la talla de un cortejo. ¡Devaquet era verdaderamente un ministrito inexperienced para haber dicho en público que esperaba a ver cuántos manifestantes habría para determinarse! Pasqua, él, la víspera, había precisado al contrario que “*es el Parlamento quien aprueba las leyes, y no es la calle*”. ¡Y Pasqua había “politicizado” a los jóvenes! La consigna repetida a la llegada, sobre la Esplanada de los Inválidos le respondía “*Pasqua, no eres tú, es la calle quien hace las leyes*”...

Las consignas evolucionaban con la situación. Hasta el 4 de diciembre, la tonalidad permanece chistosa colegial, estravagante incluso... “*¡Devaquet, Saupiquet las mismas ensaladas!*” (juego de palabras, Saupiquet siendo un fabricante de salsas). A partir del 4 de diciembre en la tarde, y los días siguientes, el tono



Un camion sono en tête de la manifestation.

The sound-truck at the head of the demonstration.

Un camión de sonorización a la cabeza de la manifestación.



Isabelle Thomas à la sortie de la délégation des étudiants.

Isabelle Thomas, leaving with the university student's delegation.

Isabelle Thomas al salir la delegación de estudiantes.

sigue en p. 41

n'avaient pas contre eux seulement un "petit ministre qui n'sait pas gouverner", mais un gouvernement, une police, qui prennent le risque de blesser ou de tuer quelques étudiants pour faire respecter leur ordre. Les grenades lacrymogènes que certains, dans un premier temps, avaient prises pour des feux d'artifice, ouvraient les yeux! Et du coup, des slogans plus politiques étaient repris: "*Pasqua, démission*"; "*Chirac, matraque, t'es pas un démocrate*"; "*Non, non, non à ce gouvernement, qui vire les immigrés, matraque les étudiants*"...

Cela dit, la politisation qui restait celle d'une minorité du mouvement reflétait aussi ses limites. Il avait été large, vaste mais pas très profond. Il était plein d'illusions, en particulier celle de croire qu'un cortège d'un million de manifestants suffirait pour faire reculer le gouvernement.

Le 4 décembre au soir, vers 22 h-23 h, l'Esplanade des Invalides fut "nettoyée" par des grenades lacrymogènes, puis quelques charges de CRS qui la ratissèrent.

Certains de ceux qui, sous la charge des flics, partirent en cortège, de la place des Invalides vers le Quartier latin, se retrouvèrent à Jussieu. Une motion de protestation contre les violences policières y fut adoptée ainsi qu'un appel à continuer la grève et les manifestations jusqu'au retrait du projet Devaquet. Rendez-vous était donné pour le lendemain au Quartier latin pour une nouvelle manifestation.

La Coordination Nationale qui devait se tenir le soir même à l'issue de la manifestation n'eut pas lieu, car une partie des représentants parisiens, dont le Bureau, était encore aux Invalides à l'heure où elle devait se tenir et les délégués de province présents ne pouvaient attendre car ils devaient repartir.

A PARTIR DU VENDREDI 5 DECEMBRE, LE DURCISSEMENT ET LA VICTOIRE

Le lendemain, vendredi, près de trente mille manifestants partirent en cortège vers l'Opéra pour revenir dans la soirée au Quartier latin. Tout le monde avait appris que les heurts avec la police place des Invalides avaient fait au moins deux blessés graves parmi les manifestants, et le ton était amer: "*Monory, t'es pourri, y'a du sang sur ta copie*",

ou bien "*On veut étudier, pour pas être CRS*".

Le durcissement allait grimper encore d'un cran avec le tabassage à mort d'un étudiant de 22 ans, Malik Ousseki, par les flics, au Quartier latin, dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 décembre.

Le samedi 6 décembre, trente à quarante mille personnes défilèrent, silencieusement, jusqu'à l'hôpital Cochin où reposait le corps de l'étudiant assassiné, puis la colère, l'écœurement s'exprimèrent à nouveau par des slogans et des cris de colère, même si certains s'ingéniaient à faire taire les manifestants avec plus ou moins de succès. Contrairement à la manœuvre des militants sociaux-démocrates qui en avaient pris la tête, le cortège ne

suite p. 43

tone — that is to say, the consciousness — changed. The youth in struggle discovered that they had against them not only a "petty minister who didn't know how to govern", but also a government and a police force which took the risk to injury or to kill a few students in order to maintain respect for their law and order. The teargas grenades, which, in the early stages, some had thought were fireworks, opened their eyes! More political slogans were then taken up. "*Pasqua, resign*"; "*Chirac, hatchetman, you're not for democracy*"; "*No, no, no to this government, which kicks out immigrants, beats up students*". . .

That being said, the politicization which was limited to a minority, reflected the limits of the movement. The movement had been wide, vast, but not very deep. It was full of illusions, especially the belief that a proces-



Les voltigeurs à moto de la police...

The specialized anti-riot police gang on motorcycles. . .

Los "volatineros", de uno cuerpo especial motorizado de la policía...

sion of a million demonstrators would be enough to make the government back down.

The evening of December 4, around 10-11 o'clock, the Esplanade des Invalides was "cleaned up" by teargas grenades, then the CRS charged several times and cleared the area.

Some of those who, under the attacks of the cops, marched away from the Esplanade des Invalides to the Latin Quarter, rallied at the Jussieu Campus. A motion of protest against police violence was adopted as well as a call to carry on with the strike and the demonstrations until the withdrawal of the Devaquet bill. A meeting point was given for another demonstration on the following day in the Latin Quarter.

The coordinating committee which was supposed to meet that very evening after the demonstration did not meet because at that time some of the Paris representatives, including the bureau, were still on the Esplanade des Invalides, and the delegates from the provinces could not wait for them, as they had to go back home.

FROM FRIDAY, DECEMBER 5 ON: THE HARDENING AND THE VICTORY

The next day, Friday, a huge crowd of about thirty thousand gathered and marched through the streets of Paris to the Opera and back into the Latin Quarter in the evening. By then everybody knew that at least two demonstrators had been seriously injured in the clashes with the police on the Esplanade des Invalides and the mood was one of bitterness.

"Monory, you're rotten, your paper is splattered with blood", or "We want to study, not to become CRS riot policeman".

The movement hardened still another degree when Malik Oussekin, a 22-year-old student was beaten to death by the cops in the Latin Quarter in the night of Friday-Saturday, December 5-6.

On Saturday, December 6, thirty to forty thousand people marched through Paris, silently, up to Cochin Hospital where the body of the assassinated student rested, then cries and slogans rose again from the crowd expressing anger and outrage although some people tried hard to smother the demonstrators with unequal success. The movement had hardened and became politically-minded, and this was expressed by its slogans. Contrary to the maneuvers of the

—es decir la consciencia— cambió. Los jóvenes en lucha descubrían que no tenían contra ellos solamente a un "ministrito que no sabe gobernar", sino a un gobierno, a una policía, que toman el riesgo de herir o de matar a algunos estudiantes con tal de hacer respetar su orden. ¡Las granadas lagrimógenas que algunos, en un primer momento, habían tomado por fuegos de artificio, abrían los ojos! Y de un golpe, las consignas más políticas eran repetidas: "*Pasqua, renuncia*"; "*Chirac, cachiporra, no eres un demócrata*"; "*no, no, no a este gobierno que expulsa a los inmigrantes, cachiporra a los estudiantes...*".

Sin embargo, la politización que sólo era la de una minoría del movimiento, reflejaba también sus límites. Éste había sido amplio, vasto pero no muy profundo. Estaba lleno de ilusiones, en particular aquélla de creer que un cortejo de un millón de manifestantes sería suficiente para hacer retroceder al gobierno.

El 4 de diciembre en la noche, sobre las 22-23h, la Esplanada de los Inválidos fue "limpiada" por granadas lagrimógenas, luego por algunas embestidas de los CRS que la acabaron de rastrillar.

Algunos de aquéllos que, tras la embestida de la policía, partieron en cortejo, de la Plaza de los Inválidos hacia el Barrio latino, se reencontraron en Jussieu. Una moción de protesta contra las violencias policiales fue allí aprobada, así como un llamado para continuar la huelga y las manifestaciones hasta la retirada del proyecto Devaquet. Se dió una cita para el día siguiente en el Barrio latino para una nueva manifestación.

La coordinación nacional que debía reunirse después de la manifestación no tuvo lugar, porque una parte de los representantes parisinos, entre los cuales el Buró, estaban todavía en los Inválidos a la hora en que debía verificarse y los delegados de provincia presentes no podían esperar ya que tenían que regresar.

A PARTIR DEL VIERNES 5 DE DICIEMBRE, EL ENDURECIMIENTO Y LA VICTORIA

Al día siguiente, el viernes, cerca de treinta mil manifestantes partieron en cortejo hacia la Ópera para retornar en la noche al Barrio latino. Todo el mundo sabía que los choques con la policía en la Plaza de los Inválidos habían producido por lo menos dos heridos graves entre los manifestantes, y el tono era amargo: "*Monory, eres un podrido, hay sangre sobre tu hoja*" o

bien "*queremos estudiar, para no ser policías*".

El endurecimiento iba a aumentar todavía de un grado después de la golpeadura a muerte de un estudiante de 22 años, Malik Oussekin, por los policías, en el Barrio latino, en la noche del viernes 5 al sábado 6 de diciembre.

El sábado 6 de diciembre, de treinta a cuarenta mil personas desfilaron, silenciosamente, hasta el hospital Cochin, donde reposaba el cuerpo del estudiante asesinado; después la cólera, y el asco se expresaron nuevamente a través de consignas y de gritos, incluso si algunos se ingeniaban para hacer callar a los manifestantes con más o menos éxito. Contrariamente a la maniobra de los militantes socialdemócratas que se habían puesto a su cabeza, el cortejo no se dirigió hacia



... qui assassinèrent Malik Oussekin.

... who killed Malik Oussekin.

... que asesinaron a Malik Oussekin.



Banderole de deuil et manifestation silencieuse (8.12.86).
A funeral banner and silent demonstration (Dec. 8. 86.)
Banderola de luto y manifestación silenciosa (8.12.86).

se dirigea pas vers l'extérieur de Paris mais, après la Place d'Italie, fit demi-tour, et revint vers le centre où la manifestation se termina aux abords de l'Hôtel de Ville, fief de Chirac qui est aussi le Maire de Paris.

Le mouvement s'était durci, politisé et cela s'exprimait dans ses slogans.

Dans la soirée du 6 décembre, la Coordination Nationale Etudiante, à nouveau réunie, confirmait le maintien de l'objectif du mouvement. Il n'était pas question de céder. La Coordination en appelait à l'ensemble de la population et aux syndicats ouvriers pour des débrayages, le lundi 8 décembre, et une journée de grève générale et de manifestation le mercredi 10 décembre.

Dans certaines villes de province, à Nevers et à Bourges, des jeunes commencèrent à secouer des grilles de préfecture, puis à y faire des incursions. A Reims, c'est le Palais de Justice qui fut occupé. Des jeunes y entrèrent par surprise et s'installèrent dans la salle du tribunal pour y faire le procès de Devaquet, Monory et quelques autres. Des jeunes de Lycée d'Enseignement Professionnel (LEP) en profitèrent pour rajouter le procès des Travaux d'Utilité Collective (TUC), des petits boulots, des Certificats d'Aptitude Professionnelle (CAP) qui ne débouchent sur rien... Et FR3 filma la scène.

Il y avait une certaine politisation qui, même si elle ne concernait qu'une minorité, suffisait pour que les milieux bourgeois, de gauche comme de droite, s'inquiètent et tentent d'y mettre un terme.

La seule menace que les travailleurs s'y mettent; que la fronde étudiante débouche sur la crise sociale, sur des grèves, voire une grève générale qui compromettrait ses énormes profits, faisait s'inquiéter la bourgeoisie. Et quand les bourgeois prennent la fièvre, leurs thermomètres — la Bourse et le Franc — le montrent.

Alors, les grandes forces politiques qui font respecter l'ordre bourgeois, pour que croissent et se multiplient les profits; ces deux grandes forces qui "cohabitent", la droite gouvernementale d'un côté, et les socialistes présidentiels de l'autre; le clan Chirac et le clan Mitterrand conjuguèrent leurs efforts pour que le mouvement puisse s'arrêter et donc lui donner satisfaction, mais sans qu'il profite vraiment de sa

social-democratic militants who had taken the lead, the procession did not make its way to the outskirts of Paris, but after Place d'Italie turned back toward the center of the city where the demonstration ended near the town hall, Chirac's headquarters since he is also the mayor of the capital.

The movement became hardened, politicized and this was seen in its slogans

In the evening of December 6, the student national coordinating committee gathered once again and confirmed that they maintained the objective of the movement. There was no question of yielding. The coordinating committee appealed to the whole of the population and to the labor unions for work-stoppages on Monday, December 8 and a day of general strike and demonstration on Wednesday, December 10.

In some provincial towns, in Nevers and in Bourges, young people started by shaking the gates of the prefecture, and then made incursions into it. In Reims, the Courthouse was occupied. Young people stormed in by surprise and settled in the Courtroom to put Devaquet, Monory and a few others on trial. Students from the technical schools took advantage of the situation to bring to trial the "Travaux d'Utilité Collective" (TUC: part-time jobs for young people, paying half the minimum wage), "odd jobs", certificates of professional aptitude which offer no prospects... And the scene was filmed by FR3 television channel.

There was a certain politicization which, even if it concerned only a minority, was enough for the bourgeois milieus, from the left as well as the right, to become worried and to try to end it.

The mere threat that workers might join in, that the student protest might lead up to a social crisis, strikes, even a general strike which would jeopardize their tremendous profits started to worry the bourgeoisie. And when the bourgeoisie has a fever, their thermometers — the Stock Exchange and the franc — show it.

Then, the great political forces which keep respect for bourgeois order, so as to have profits grow and thrive; those two great forces which "cohabit", the government right, on one hand, and the president's socialists on the other; the Chirac clan and the Mitterrand clan combined their efforts to bring the movement to an end which meant to give it satisfaction but

las afueras de Paris sino que, después de la Plaza de Italia, dió media vuelta y volvió hacia el centro donde la manifestación terminó cerca del Ayuntamiento, feudo de Chirac que también es el alcalde de Paris.

El movimiento se había endurecido, politizado y esto se expresaba en las consignas.

En la tarde del 6 de diciembre, la Coordinación Nacional Estudiantil, reunida nuevamente, confirmaba el mantenimiento del objetivo del movimiento. No se trataba de ceder. La Coordinación llamaba al conjunto de la población y a los sindicatos obreros para efectuar paros el lunes 8 de diciembre, y un día de huelga general y de manifestación el miércoles 10 de diciembre.

En ciertas ciudades de provincia, en Nevers y en Bourges, unos jóvenes comenzaron a sacudir las rejas de la prefectura, y después a hacer incursiones en ella. En Reims, el Palacio de Justicia fue ocupado. Los jóvenes entraron por sorpresa y se instalaron en la sala del tribunal para hacer ahí el proceso a Devaquet, Monory y algunos otros. Jóvenes de los colegios de Enseñanza Profesional (LEP) aprovecharon de ello para agregar el proceso a los Trabajos de Utilidad Colectiva (TUC), a los trabajitos, a los certificados de aptitud profesional (CAP) que no sirven para nada... Y FR3 filmó la escena.

Había cierta politización que, incluso si no concernía más que a una minoría, era suficiente para que los medios burgueses, de izquierda como de derecha, se inquietaran y trataran de ponerle un término.

La sola amenaza de que los trabajadores participaran y de que la fronda estudiantil viniera a dar sobre la crisis social, sobre las huelgas, incluso una huelga general que comprometería sus enormes beneficios, hacía que la burguesía se inquietara. Y cuando los burgueses tienen fiebre, sus termómetros — la Bolsa y el Franco — lo muestran.

Entonces, las grandes fuerzas políticas que imponen el orden burgués, para que crezcan y se multipliquen los beneficios; esas dos grandes fuerzas que "cohabitan", la derecha gubernamental de un lado, y los socialistas presidenciales del otro, el clan Chirac y el clan Mitterrand, conjugaron sus esfuerzos para que el movimiento pueda detenerse y en consecuencia para darle satisfacción, pero sin que aproveche realmente

victoire pour tenter de dévaloriser l'exemple qu'il pouvait offrir.

Le lundi 8 décembre en fin de matinée, Chirac annonça que le projet Devaquet était abandonné, et la démission de Devaquet acceptée. C'était la victoire des étudiants et des lycéens, la victoire du mouvement.

Mais les socialistes, la grande mouvance socialiste, par des consignes de "silence", des "chut" prononcés du Nord au Midi, transformèrent les dernières manifestations en autant d'enterrements. Le deuil pour Malik Oussekin en fut le prétexte. Mais ce fut surtout un enterrement de la victoire, qui fut ainsi à coup sûr masquée par le crêpe et le silence et en partie volée aux jeunes.

Et c'est ainsi que les dernières manifestations, celles du mercredi 10 décembre qui eurent lieu dans toute la France, mais manifestation qui fut surtout imposante à Paris, furent elles aussi des enterrements. Le ton volontairement donné par le Parti Socialiste était *"la victoire mais à quel prix"*. Le Parti Socialiste fut aidé pour cela par la démobilisation — le mouvement avait gagné depuis 48 heures — d'une grande partie de la jeunesse, surtout lycéenne.

Mais tous ne restèrent pas silencieux et de forts groupes de manifestants reprirent nombre de slogans des jours derniers sous les "chut" des organisateurs mais souvent sous les applaudissements des spectateurs.

LA CONCLUSION

Du fait que, au départ, le mouvement s'était voulu apolitique et que la masse des étudiants ou des lycéens refusait toute étiquette politique et que les assemblées générales grondaient dès que des militants trop marqués politiquement prétendaient diriger, l'intervention des organisations politiques se fit sous des formes discrètes, mais n'en fut pas moins réelle, sinon à la base même du mouvement, tellement large qu'il débordait tous les appareils politiques et syndicaux, du moins à sa direction.

Même les syndicats étudiants, les deux UNEF rivales, ne pouvaient apparaître ouvertement dans le mouvement, y compris d'ailleurs l'UNEF-ID qui en fut le facteur déclenchant.

Mais, de fait, ceux qui prenaient les initiatives, ceux qu'on retrouvait à la tête des manifestations, ceux qui s'installaient d'autorité dans les tribunes des AG et qui se présentaient aux suffrages, étaient pour la plupart des militants ou des étudiants politisés. C'est ainsi que les représentants élus étaient plus politisés que la base qui ignorait au départ tout de leur appartenance politique et qu'à chaque niveau de représentation la politisation était de plus en plus prononcée. Il faut dire que la compétition était souvent rude pour l'élection des délégations aux coordinations et, dans les coordinations, pour l'élection du Bureau. Les militants politiques aguerris étaient souvent à la fois les plus roués pour se faire élire et les plus anxieux ou déterminés à l'être, contrairement à la grande masse des étudiants. Dans ce désir d'être élus, il y avait bien sûr le désir légitime de militants politiques, mais parfois aussi de simples ambitions personnelles, qui valurent d'ailleurs à certains des dirigeants de la première heure de se voir écartés et non réélus par les assemblées qui n'aimaient pas trop le vedettariat.

Au niveau d'ailleurs de nombre de ces représentations, la plupart du temps, des tractations entre les différents groupes eurent lieu afin de se partager d'avance la représentation aux bureaux (ce fut le cas pour le bureau de la Coordination Nationale) et de s'entendre sur le dosage préalable des appartenances politiques co-acceptées afin de ne pas se faire la guerre devant l'assemblée et d'évincer les autres.

C'est ainsi que le Bureau de la Coordination Nationale fut essentiellement constitué de militants de gauche et d'extrême-gauche qui avaient passé un accord entre eux. Sur les quatorze membres, il n'y avait que quatre membres théoriquement indépendants, mais la répartition politique à ce Bureau n'avait rien à voir avec l'influence réelle de chaque courant dans la masse des étudiants et surtout des lycéens.

Les militants qui déclenchèrent le mouvement à partir de Villeteuse étaient des militants de l'UNEF-ID, qui avaient quitté le Parti Communiste Internationaliste (trotskyste) récemment pour adhérer au Parti Socialiste. Dans l'UNEF-ID militaient aussi les militants de diverses organisations d'extrême-gauche, Mais nombre de militants de

to prevent it from taking full advantage of its victory in order to attempt to reduce the example it could set.

At the end of the morning on Monday, December 8 Chirac announced that the Devaquet bill was dropped and that he accepted Devaquet's resignation. It was the victory of the university and lycée students, it was the movement's victory.

But the socialists, the large socialist milieu, which voiced the same instructions for "silence", the same "hush ups" all across the country, turned the last demonstrations into so many funerals. The mourning for Malik Oussekin was the pretext for it. However it was above all the funeral of the victory, which was hidden by mourning crape and silence and thus, the victory was partly stolen from the young people.

Thus the last demonstrations, the ones of Wednesday, December 10 which took place throughout France, but it was most imposing in Paris, were also funerals. The tone intentionally given by the Socialist Party to these demonstrations was "Victory, but at what price!". The demobilization of a great part of the youth, especially the lycée students — the movement had won the victory forty-eight hours before — helped the Socialist Party carry this out.

But not everybody remained silent, and big groups of demonstrators chanted a number of slogans of the previous days; they were hushed up by the organizers but often cheered by the onlookers.

CONCLUSION

As at the outset the movement claimed to be apolitical and as most of the university and lycée students rejected any political label and as the general assemblies grumbled as soon as the more politically marked militants tried to get the leadership, the political organizations intervened in a discreet way, but they were nonetheless actively involved, at least at the level of the leadership; this was not always the case at the very rank and file level of the movement as it was so widespread that it outflanked all political and union apparatuses.

Even the student unions, the two rival UNEFs, could not show themselves openly during the movement, and the UNEF-ID, who triggered it all off, was in the same boat.

But, in fact, the ones who took initiative, who were at the head of the demonstrations, who occupied the rostrum at the general assemblies on their own authority, who stood as candidates — most of them were militants or politically-minded students. Thus the elected representatives were more politically-minded than the rank and file who did not know anything about their political leanings at the beginning; the higher the levels of representation, the higher the degree of politicization. It is true that competition was often fierce in the elections for the delegations to the coordinating committees and, inside the committees, to the bureau. The seasoned political militants were often both the craftiest and the most eager and determined to get elected, which was not the case of the great majority of the students. This desire to get elected, expressed, of course, the political militants' legitimate eagerness, but sometimes also mere personal ambitions, which got some of the earlier leaders pushed aside and not re-elected by the assemblies who did not like the star-system very much.

Moreover, most of the time, around many of these representative bodies, dealings between the various groups took place in order to share out the positions in the bureaus beforehand (this was the case for the national coordinating committee) and in order to agree on the prior proportioning of the political currents which were accepted to be represented on those bodies, so as not to fight it out in front of the assemblies, nor supplant the others.

That was how the bureau of the national coordinating committee was essentially composed of left-wing and far-left militants who had made an agreement between themselves. Out of the fourteen members, only four were theoretically independent ones, but the political repartition in this bureau had nothing to do with the real influence each current had among the masses of the university and especially the lycéé students.

The militants who started the movement from Villetaneuse University were militants of the UNEF-ID who had recently left the (Trotskyist) Parti Communiste Internationaliste to join the Socialist Party. In the UNEF-ID there are militants from various far-left organizations. But many of the UNEF-ID militants are

de su victoria, a fin de intentar desvalorizar el ejemplo que podría ofrecer.

El lunes 8 de diciembre, al mediodía Chirac anunció que el proyecto Devaquet era abandonado, y la renuncia de Devaquet aceptada. Era la victoria de los estudiantes universitarios y de secundaria, la victoria del movimiento.

Pero los socialistas, el gran feudo socialista, con consignas de "silencio", los "chitón" pronunciados de norte a sur, transformaron las últimas manifestaciones en tantos entierros. El luto para Malik Oussekin fue el pretexto. Pero fue sobre todo un entierro de la victoria, que de esta manera fue enmascarada, seguramente por la gasa y el silencio, y robada en parte a los jóvenes.

Así es como las últimas manifestaciones, las del miércoles 10 de diciembre que tuvieron lugar en todo el país, pero la manifestación fue imponente sobre todo en París, fueron ellas también entierros. El tono dado voluntariamente por el Partido socialista a esas manifestaciones era "la victoria, pero a qué precio". El Partido socialista fue ayudado en ello por la desmovilización — el movimiento había ganado desde hacía 48 horas — de una gran parte de la juventud, sobre todo de los de secundaria.

Pero todos no se quedaron silenciosos y grandes grupos de manifestantes repitieron muchas consignas de los últimos días bajo los "chitón" de los organizadores pero muchas veces bajo los aplausos de los espectadores.

LA CONCLUSIÓN

Dado que, al comienzo, el movimiento se había querido apolítico, y que la masa de universitarios o de estudiantes de secundaria rehusaban cualquier etiqueta política y que las asambleas generales rugían al momento que los militantes muy marcados políticamente pretendían dirigir, la intervención de las organizaciones políticas se hizo bajo formas discretas, pero no fue menos real, si no en la base misma del movimiento, tan amplia que desbordaba a todos los aparatos políticos y sindicales, al menos en su dirección.

Incluso los sindicatos de estudiantes, las dos UNEF rivales, no podían aparecer abiertamente en el movimiento, inclusive la UNEF-ID que fuera el factor detonador.

Pero, de hecho, aquéllos que tomaban las iniciativas,

aquéllos que se encontraban a la cabeza de las manifestaciones, aquéllos que se instalaban autoritariamente en las tribunas de las AG y que se presentaban en los sufragios, eran en su mayoría militantes o estudiantes politizados. Es así como los representantes elegidos eran más politizados que la base que al comienzo lo ignoraba todo sobre sus dependencias políticas y como, a cada nivel de representación, la politización era cada vez más pronunciada. Hay que decir que la competencia era, muchas veces ruda por la elección de las delegaciones a las coordinaciones y, en las coordinaciones, por la elección del Buró. Los militantes políticos aguerridos eran, muchas veces, a la vez los más taimados para hacerse elegir y los más ansiosos o determinados a serlo, contrariamente a la gran masa de los estudiantes. En ese deseo de ser elegidos, había por supuesto el deseo legítimo de militantes políticos, pero algunas veces también simples ambiciones personales, lo que significó por otro lado a ciertos dirigentes de la primera hora el hecho de verse apartados y no reelegidos por las asambleas a las que nos les gustaba mucho el vedetariato.

Por otro lado, al nivel de muchas de estas representaciones, la mayor parte del tiempo, negociaciones entre los diferentes grupos tuvieron lugar con el fin de repartirse por adelantado la representatividad en los Burós (éste fue el caso para el Buró de la Coordinación nacional), y de entenderse sobre la dosificación previa de las adhesiones políticas aceptadas con el fin de no hacerse la guerra delante de la asamblea y de excluir a los otros.

Es así como el Buró de la Coordinación nacional fue esencialmente constituido por militantes de izquierda y de extrema-izquierda que habían hecho un acuerdo entre ellos. Sobre los catorce miembros no había más que cuatro miembros teóricamente independientes, pero la repartición política en ese Buró no tenía nada que ver con la influencia real de cada corriente en la masa de los universitarios y sobre todo de los estudiantes de secundaria.

Los militantes que pusieron en marcha el movimiento desde Villetaneuse eran militantes de la UNEF-ID, que habían dejado el Partido Comunista Internacionalista (trotskista) recientemente para adherir al Partido Socialista. En la UNEF-ID militaban también los militantes de diversas organizaciones de extrema-izquierda. Pero muchos de los militantes de la

l'UNEF-ID sont des sociaux-démocrates. La composition du bureau reflétait un accord entre ces diverses tendances.

Du côté du mouvement lui-même, c'est-à-dire de la grande masse des étudiants et des lycéens qui participaient aux grèves et aux manifestations, on peut dire que le mouvement se radicalisa et se politisa, surtout au niveau des slogans, au fil du temps, jusqu'au moment où les manifestations devinrent silencieuses après l'assassinat d'Oussekin.

En fait, cela n'était pas une prise de conscience politique véritablement profonde de l'ensemble des jeunes. Les slogans se politisèrent et se durcirent sous l'influence des militants de gauche et d'extrême-gauche, qui donnèrent de plus en plus le ton aux manifestations. Mais, cela dit, l'ensemble des jeunes les reprenaient et, en tout cas, ne s'y opposaient pas, bien au contraire, comme cela aurait pu être le cas au début. Ces jeunes faisaient l'apprentissage de la politique en affrontant le gouvernement, ses CRS, et, bien sûr, le rôle, là, des minorités d'extrême-gauche fut extrêmement positif. Cela jusqu'au jour, encore une fois, où les manifestations devinrent silencieuses.

Le Parti Communiste et les organisations qui en dépendaient dans les milieux étudiants et lycéens, fut presque ouvertement la bête noire des étudiants au tout début du mouvement, et le Parti Communiste ne put donc jamais apparaître, ni ouvertement ni même autrement, dans le mouvement, à Paris tout au moins. Dans la banlieue parisienne et dans un certain nombre de villes de province, il joua un rôle déterminant localement, surtout au niveau des lycéens, et parfois de certaines facultés. Assez souvent dans ce cas, les militants du PCF évitèrent de rattacher les secteurs où ils avaient une influence aux représentations nationales ou même aux manifestations nationales, quitte parfois à s'opposer à la grève certaines journées, pour éviter que les jeunes qu'ils influençaient ne se mêlent aux autres. Puis le Parti Communiste intervint dans les dernières manifestations, à partir du lundi 8 décembre, par l'intermédiaire de la CGT. En tout cas, ce ne sont pas les militants du PCF qui politisèrent les slogans et les manifestations, car, ne voulant pas apparaître, ils préféraient être en retrait plutôt qu'en avant dans ce domaine-là.

Le Parti Socialiste n'intervint pas lui non plus



La coordination de la faculté de Villeteuse (5.12.86).

The coordinating committee of the University at Villeteuse (Dec. 5, 86).

La coordinación de la Facultad de Villeteuse (5.12.86).



Philippe Darriulat (gauche) président de l'UNEF-ID et Harlem Désir (droite) président de SOS-Racisme sortant du ministère de l'Intérieur où ils ont demandé que "toute la justice soit faite" après la mort de Malik Oussekiné.

Philippe Darriulat (left) President of the UNEF-ID and Harlem Désir (right) President of SOS-Racism coming out of the Ministry of the Interior where they had asked that "justice be done" in relation to Malik Oussekiné's death.

Philippe Darriulat (a la izquierda), presidente de la UNEF-ID y Harlem Désir (a la derecha), presidente de SOS-Racismo salen del Ministerio de Interior donde han reclamado que "justicia sea hecha" después de la muerte de Malik Oussekiné.

social-democrats. The composition of the bureau was a reflection of an agreement between these various tendencies.

As for the movement itself, that is, the great masses of university and lycée students who were taking part in the strikes and demonstrations, we may say, it gradually grew more radical and political, especially as far as the slogans were concerned, until the demonstrations became silent ones after Oussekiné's assassination.

In fact, there was no really deep political awareness of the whole youth. The slogans became more political and hardened under the influence of left-wing and far-left militants who more and more gave the tone to the demonstrations. But, this being said, most of the youths took them up and, at any rate, they did not oppose them (well to contrary), as could have been the case at the beginning. Those youths were having their first experience of politics as they faced the government and its CRS riot police and in this, the role played by the far-left minorities, was indeed extremely positive. That was true, may we repeat, until the demonstrations became silent.

The Communist Party and the Communist-led organizations in the universities and the lycées, were almost openly considered as the nasty beast by the students at the very start of the movement, and so the Communist Party could never appear openly, or otherwise, in the movement, in Paris at least. In the Paris suburbs and in a certain number of provincial towns, they played a decisive role on the local level, especially in the lycées, and at times in some faculties. Quite often in that case, CP militants avoided connecting the sectors where they had an influence to the national bodies or even to the national demonstrations, even if it meant sometimes opposing the strike on certain days, in order to prevent the youths they influenced from mixing with the others. Later the Communist Party intervened in the last demonstrations as of Monday, December 8, through the CGT. In any case, the CP militants were not the ones who politicized the slogans and the demonstrations because as they did not want to appear, they preferred to stay back rather than be in the forefront in this matter.

The Socialist Party did not intervene openly in the

UNEF-ID son socialdemócratas. La composición del Buró reflejaba un acuerdo entre esas diversas tendencias.

Del lado del movimiento mismo, es decir de la gran masa de los estudiantes universitarios y de secundaria que participaban en las huelgas y en las manifestaciones, se puede decir que el movimiento se radicalizó y se politizó, sobre todo al nivel de las consignas, al cabo del tiempo, hasta el momento en que las manifestaciones se volvieron silenciosas después del asesinato de Oussekiné.

De hecho, esto no era una toma de conciencia política verdaderamente profunda del conjunto de los jóvenes. Las consignas se politizaron y endurecieron bajo la influencia de los militantes de izquierda y de extrema izquierda que marcaron cada vez más el tono en las manifestaciones. Más, debe decirse, el conjunto de los jóvenes los repetían y, en todo caso, no se oponían a ellas, todo lo contrario, como eso pudiera haber sido el caso al principio. Estos jóvenes estaban aprendiendo política enfrentándose al gobierno, a sus policías, y por supuesto, el papel aquí, de las minorías de extrema izquierda fue extremadamente positivo. Esto hasta el día, una vez más, en que las manifestaciones se volvieron silenciosas.

El Partido Comunista, y las organizaciones que dependían de él en los medios universitarios y estudiantiles, fue casi abiertamente la pesadilla de los estudiantes desde el principio mismo del movimiento, el Partido Comunista no pudo pues nunca aparecer, ni abiertamente ni de ninguna otra manera, en el movimiento, en París por lo menos. En la región parisina y en cierto número de ciudades de provincia, desempeñó un rol determinante a nivel local, sobre todo entre los estudiantes de secundaria y algunas veces en ciertas facultades. Bastante a menudo en esos casos los militantes del PCF evitaron liar los sectores donde tenían influencia a las representaciones nacionales o incluso a las manifestaciones nacionales, arriesgándose algunas veces a oponerse a la huelga ciertos días para evitar que los jóvenes influenciados por ellos se mezclen a los otros. Después el Partido Comunista intervino en las últimas manifestaciones, a partir del lunes 8 de diciembre, por intermedio de la CGT. En todo caso, no fueron los militantes del PCF quienes politizaron las consignas y las manifestaciones porque, ya que no deseaban aparecer, preferían estar en la retaguardia más bien que adelante en este dominio.

ouvertement dans le mouvement. Ses députés firent des déclarations, mais c'est la seule apparition ouverte que le Parti Socialiste voulut faire, si l'on excepte quelques paroles bienveillantes vers la fin, du président de la République, François Mitterrand.

Par contre, le Parti Socialiste eut une grosse influence pour ôter au mouvement le plus possible son caractère contestataire et irrespectueux envers les institutions politiques. Le Parti Socialiste était opposé aux manifestations et à leur répétition, mais ne put les empêcher. Par contre, c'est lui qui fit en sorte que la deuxième manifestation nationale s'arrête aux Invalides et n'aille pas jusqu'à l'Assemblée nationale, comme la Coordination l'avait décidé. C'est lui qui intervint encore à partir de la mort d'Oussekin, pour que les manifestations, y compris et surtout la dernière, restent silencieuses, afin que cette radicalisation de la jeunesse qui s'était manifestée lors des manifestations n'aille pas plus loin et que les jeunes étant silencieux et muselés, les hommes politiques traditionnels puissent parler à leur place.

Le Parti Socialiste n'intervint pas publiquement dans ce sens. Il intervint par l'intermédiaire de ceux des militants de l'UNEF-ID et de SOS-Racisme qui étaient sociaux-démocrates. Il intervint aussi évidemment par toute sa logistique extérieure au mouvement, ses relais dans la presse, la radio, la télé, (car c'est quand même un parti qui vient d'être cinq ans au pouvoir) pour corriger les décisions un peu trop radicales à son gré que prenait la Coordination Nationale des Etudiants.

Malheureusement, il y fut un peu aidé par nombre de militants de l'UNEF-ID ou SOS-Racisme qui n'étaient pas sociaux-démocrates mais qui appartenaient à des organisations d'extrême-gauche et qui s'alignèrent sur cette attitude pour ne pas rompre des solidarités d'appareils. Il y fut aussi aidé par l'attitude du Bureau de la Coordination Nationale des Etudiants qui, à deux reprises, joua le jeu du Parti Socialiste en transformant les décisions de la Coordination Nationale dans le sens voulu par le Parti Socialiste. La première fois en acceptant sans en aviser quiconque, que la manifestation se termine aux Invalides, et que le Service d'Ordre Central fasse barrage vers l'Assemblée nationale et en acceptant que le Parti Socialiste et SOS-Racisme fassent

installer un podium, des baraques, tout un dispositif d'arrêt sur l'Esplanade des Invalides. La deuxième fois, ce fut en annonçant à la presse, au nom du Bureau, que la manifestation du 10 décembre serait une manifestation silencieuse alors que la Coordination n'avait rien décidé de tel, et au contraire n'était pas pour une telle manifestation silencieuse.

Là, le métier des jeunes futurs cadres qui composaient la majorité de ce Bureau fut d'avoir fait voter par la Coordination une motion selon laquelle *"la manifestation se déroulerait dans le calme et la dignité"*, et cela en principe pour s'opposer aux casseurs, mais ce qui permit au Bureau de décider vingt-quatre heures après, et d'annoncer à la presse, qui a d'ailleurs largement amplifié la décision, que la manifestation serait silencieuse. Cela sur demande expresse du Parti Socialiste auquel la majorité du Bureau ne voulait rien refuser.

Lors de cette réunion du Bureau qui décida que la manifestation du 10 décembre serait silencieuse, les camarades de la Ligue Communiste Révolutionnaire membres de ce Bureau s'y opposèrent, mais ils furent, semble-t-il, mis en minorité.

Ils ne se désolidarisèrent cependant pas publiquement de la décision du Bureau, préférant rester solidaires de cette majorité-là, plutôt que l'être avec les milliers de jeunes manifestants qui allaient se voir ainsi privés de la parole. Des militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire intervinrent, il est vrai, dans bien des endroits aux côtés des militants de Lutte Ouvrière pour essayer de décider des assemblées locales à s'exprimer pendant la manifestation, mais c'était trop tard, les médias avaient largement relayé la décision du Bureau.

Cela dit, les militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire ont ainsi été victimes du piège qu'ils avaient eux-mêmes refermé sur eux en acceptant au départ de partager les places du Bureau, en accord avec des sociaux-démocrates, sans y être sur la base d'un rapport de force véritable appuyé sur la base. Ils ne pouvaient que voter et n'avaient aucun moyen de pression sur la majorité du bureau.

Au point de s'être trouvés par exemple dans la situation d'avoir à défendre Isabelle Thomas (sans y arriver) que la majorité de la Coordination voulait écarter. Ils se sont retrouvés ensuite prisonniers d'une

movement either. Their deputies issued statements, but that was the only public appearance of the SP, if we put aside a few kind words of the President of the Republic, François Mitterrand, towards the end.

On the other hand, the Socialist Party was very influential in pairing down the movement by removing as much as possible its disrespect of and opposition to the political institutions. The Socialist Party was opposed to the demonstrations and their repetition, and could not stop them. But it saw to it that the second national demonstration stopped at the Invalides and did not go to the National Assembly, as the coordinating committee had decided. It was the Socialist Party that intervened again following Oussekin's death, to have the demonstrations, and especially the last one, remain silent, so that the youth's radicalization which showed during the demonstrations, would not develop further; the youths being silenced and muzzled, the traditional politicians could talk in their stead.

The Socialist Party did not intervene publicly to that effect. It intervened through those militants of the UNEF-ID and SOS-Racism who were social-democrats. Obviously, it also intervened with all its logistic support from outside the movement (its mouthpieces in the press, radio, television, for it is after all a party that had just been in power for five years), in order to correct the decisions, a little too radical to its liking, taken by the student coordinating committee.

Unfortunately, it got a little help from a number of militants of the UNEF-ID or SOS-Racism who were not social-democrats, but belonged to far-left organizations and who followed the line on this in order not to break solidarity with the apparatuses. It was also aided by the attitude of the bureau of the national student coordinating committee which on two occasions, played the Socialist Party hand by transforming the decisions of the national coordinating committee in the direction desired by the Socialist Party. The first time was by accepting, without informing anyone, that the demonstration would end at the Invalides and that the central *service d'ordre* would put up a barrier blocking the direction toward the National Assembly, and by accepting that the Socialist Party and SOS-Racism would set up a podium, stands — all contrivances for blocking the demon-

strators on the Esplanade des Invalides. The second time was by announcing to the press, in the name of the bureau, that the December 10 demonstration would be a silent one, whereas the coordinating committee had never decided any such thing, and on the contrary, was not for such a silent demonstration.

Here, the job of the young future directors who were a majority on the bureau was to get the coordinating committee to pass a motion that "the demonstration would take place with calm and dignity", and this was in principle to oppose the "casseurs", but it allowed the bureau to decide twenty-four hours later and to announce to the press which widely broadcasted the decision, that the demonstration would be a silent one. This was expressly requested by the Socialist Party, which the majority of the bureau did not want to refuse anything.

At the time of the bureau meeting which decided that the December 10 demonstration would be a silent one, the comrades of the LCR who were members of this bureau were opposed to this decision. But apparently they were in the minority.

However, they did not publicly dissociate themselves from the decision of the bureau, preferring the solidarity with this majority rather than solidarity with the thousands of young demonstrators who were about to be deprived of their right to speak out. The militants of the LCR intervened, it is true, in many places, on the side of the militants of Lutte Ouvrière to try to get the local assemblies to decide to express themselves during the demonstration, but it was too late, the media had widely transmitted the bureau's decision.

This being said, the militants of the Ligue Communiste Révolutionnaire had thus been victims of a trap which they closed in on themselves, in the beginning, by accepting to divide up the seats in the bureau in an agreement with the social-democrats without there being the bases of a real relationship of forces leaning on the rank and file. They could only vote and had no means of applying pressure on the majority of the bureau.

To the point of finding themselves in the situation, for example, of having to defend Isabelle Thomas (without success) when the majority of the coordinating committee wanted to put her out. They found

El Partido Socialista no intervino tampoco abiertamente en el movimiento. Sus diputados hicieron declaraciones, pero es la sola aparición abierta que el PS quiso hacer si se exceptúan algunas palabras condescendientes, dichas casi al final, por el presidente de la República, François Mitterrand.

Por el contrario, el Partido Socialista tuvo una gran influencia para quitarle lo más posible al movimiento su carácter contestatario e irrespetuoso respecto a las instituciones políticas. El Partido Socialista estaba opuesto a las manifestaciones y a su repetición, y no pudo impedirlos. Por el contrario fue él quien hizo posible que la segunda manifestación nacional se detenga en los Inválidos y no vaya hasta la Asamblea Nacional como la coordinación lo había decidido. Fue él quien intervino aún a partir de la muerte de Oussekiné, para que las manifestaciones, incluyendo sobre todo a la última, guarden silencio, con el fin de que esta radicalización de la juventud que se había expresado en el momento de las manifestaciones, no vaya más lejos y que, los jóvenes encontrándose silenciosos y amordazados, los hombres políticos tradicionales pudiesen hablar en su lugar.

El Partido Socialista no intervino públicamente en este sentido. Intervino por el intermedio de aquellos militantes de la UNEF-ID y SOS-Racismo que eran socialdemócratas. Intervino también evidentemente con toda su logística exterior al movimiento, sus apoyos en la prensa, la radio, la televisión (porque, no deja de ser un partido que acaba de estar cinco años en el poder) para corregir las decisiones un poco radicales para su gusto que tomaba la Coordinación Nacional de los estudiantes.

Desgraciadamente, fue ayudado un poco por varios militantes de la UNEF-ID o de SOS-Racismo que no eran socialdemócratas pero que pertenecían a organizaciones de extrema izquierda y que se alinearon con esta actitud para no romper la solidaridad entre los aparatos. También fue ayudado por la actitud del buró de la Coordinación Nacional de los estudiantes, quien por dos veces, hizo el juego del Partido Socialista transformando las decisiones de la Coordinación Nacional en el sentido deseado por éste. La primera vez aceptando sin prevenir a nadie, que la manifestación se terminara en los Inválidos y que el Servicio de Orden Central hiciera barrera hacia la Asamblea Nacional y aceptando que el Partido Socialista y SOS-Racismo

hicieran instalar un escenario, puestos de venta, y todo un dispositivo de contención en la Esplanada de los Inválidos. La segunda vez, fue anunciando a la prensa, en nombre del buró, que la manifestación del 10 de diciembre sería una manifestación silenciosa mientras que la Coordinación no había decidido nada semejante, y por el contrario no estaba en favor de tal manifestación silenciosa.

Allí, la habilidad de los jóvenes futuros cuadros que constituían la mayoría de ese buró fue la de haber hecho votar por la Coordinación una moción según la cual "*la manifestación se desarrollaría con calma y dignidad*", y esto en un principio para oponerse a los camorristas, pero lo cual permitió al Buró decidir veinticuatro horas después y anunciar a la prensa, quien desde luego amplificó con largueza la decisión, que la manifestación sería silenciosa. Esto, a pedido expreso del Partido Socialista a quien la mayoría del buró no quería negarle nada.

Durante esa reunión del Buró que tomó la decisión que la manifestación del 10 de diciembre sería silenciosa, los camaradas de la Liga Comunista Revolucionaria miembros del buró se opusieron, pero fueron, según parece, puestos en minoría.

Por lo tanto no se desolidarizaron públicamente de la decisión del Buró, prefirieron seguir solidarios de esa mayoría antes que serlo con los miles de jóvenes manifestantes que así iban a verse privados de palabra. Militantes de la LCR intervinieron, es cierto, en varios lugares al lado de militantes de Lutte Ouvrière para tratar de convencer las asambleas locales para que se expresaran durante la manifestación, pero era demasiado tarde, los medios de comunicación habían ampliamente relevado la decisión del Buró.

Digamos también que los militantes de la LCR fueron así las víctimas de su propia trampa, la cual se había cerrado sobre ellos, habiendo al principio aceptado de compartir los puestos del Buró poniéndose de acuerdo con los socialdemócratas sin hacerlo sobre la base de una correlación de fuerza realmente apoyada en la base. Sólo podían votar y no tenían ningún medio de presionar la mayoría del Buró.

A tal punto que se encontraron, por ejemplo, en la situación de tener que defender a Isabelle Thomas (de la UNEF-ID) -sin lograrlo- a quien la Coordinación deseaba apartar. Luego se encontraron atados por un

fausse conception de la solidarité au sein du Bureau. Même chose en ce qui concerne la préparation de la manifestation à l'Assemblée nationale, qui s'est terminée aux Invalides : ils acceptèrent que le Service d'Ordre Central soit aux ordres d'une éminence grise du Parti Socialiste, qui n'avait pas été élue et qui agissait comme "conseiller technique". Et c'est ainsi qu'un certain nombre de leurs militants se retrouvèrent dans ce Service d'Ordre à défendre involontairement (?) l'Assemblée nationale et la politique du parti Socialiste face aux manifestants. Certains militants de la Ligue l'ont à juste titre regretté.

Bien sûr, tout cela n'a rien changé au déroulement et au résultat du mouvement. Que la manifestation du 4 décembre soit allée jusqu'à l'Assemblée nationale, comme l'avait fait la première manifestation du 27 novembre, ou qu'elle se soit arrêtée aux Invalides ne changeait rien sur le fond. La seule chose que cela a changé, c'est que quelques milliers de manifestants, dont beaucoup de membres de la Coordination qui en étaient restés à la décision de la Coordination, se sont affrontés à la police après s'être opposés au Service d'Ordre Central de la manifestation, alors qu'il aurait pu ne pas y avoir ces affrontements si le Bureau n'avait pas accepté sur pression du Parti Socialiste d'arrêter la manifestation avant l'Assemblée (la police ne s'en serait pas prise à cinq cent mille manifestants).

Politiquement, cela n'aurait pas changé grand chose, car ces jeunes, l'immense majorité des manifestants, n'avaient pas du tout d'idées séditeuses. Ils venaient pour manifester, pas pour occuper l'Assemblée nationale.

Ceux que cela gênait le plus que les manifestants aillent de nouveau à l'Assemblée, à part le gouvernement lui-même bien sûr, c'étaient uniquement les dirigeants du Parti Socialiste, ses députés, ses sénateurs, ses ex-ministres, tous ces gens qui voulaient se montrer très respectueux des institutions vis-à-vis de la bourgeoisie elle-même. Ce n'est que ridicule.

Par rapport au mouvement lui-même le fait est sans conséquence. Le seul dommage, c'est qu'un certain nombre de militants d'extrême-gauche se soit mis au service de cette politique-là. Et là encore, ce n'est grave que pour eux, ce n'est pas grave pour le mouvement.

themselves again imprisoned by a false conception of solidarity within the bureau. The same thing happened concerning the preparation of the demonstration to the National Assembly which ended up at the Invalides: they accepted the fact that the central *service d'ordre* would be led by an "éminence grise" (a shadowy authority) from the Socialist Party, who had not been elected and who was acting as a "technical adviser". This is how some of their militants found themselves in this *service d'ordre* to defend (involuntarily?) the National Assembly and the policies of the Socialist Party against the demonstrators. Some militants of the Ligue have rightly regretted this.

Certainly, all this does not change anything as far as the development and the outcome of the movement are concerned. Whether the December 4 demonstration would have gone as far as the National Assembly as had the first demonstration of November 27, or that it had been stopped at the Invalides, did not change anything fundamentally. The only thing that this has changed is that several thousand demonstrators (among whom were many members of the coordinating committee who stuck to the decision of the coordinating committee) confronted the police, after being opposed by the central *service d'ordre* of the demonstration, whereas these confrontations could have been avoided if the bureau had not accepted —under pressure from the Socialist Party— to stop the demonstration before arriving at the Assembly. The police would not have attacked five hundred thousand demonstrators.

Politically, this would not have changed very much, for these youth, the immense majority of the demonstrators, did not at all have seditious ideas; they came to demonstrate, not to occupy the National Assembly.

Those who were bothered the most, had the demonstrators gone once again to the Assembly, (aside from the government itself, of course), were exclusively the leaders of the Socialist Party, its deputies, its senators, its ex-ministers, all these people who wanted to prove to the bourgeoisie itself that they were very respectful of the institutions. They were simply being ridiculous.

As far as the movement itself was concerned, this was of no consequence. The only unfortunate thing is that some militants of the far-left put themselves at the service of this policy, though this is only serious for them, not for the movement.

falso concepto de solidaridad en el seno del buró. Lo mismo ocurrió en lo referente a la preparación de la manifestación hacia la Asamblea Nacional la cual se terminó en los Inválidos : aceptaron que el Servicio de Orden Central estuviera bajo las órdenes de una eminencia gris del Partido Socialista que no había sido elegido y que actuaba como consejero técnico. Y es así como algunos de sus militantes se encontraron dentro del Servicio de Orden defendiendo (¿involuntariamente?) la Asamblea Nacional y la política del Partido Socialista frente a los manifestantes. Ciertos militantes de la LCR lo lamentaron con mucha razón.

Claro está, todo esto no ha cambiado en nada el desarrollo y el resultado del movimiento. Que la manifestación del 4 de diciembre haya llegado hasta la Asamblea Nacional, como lo había hecho la primera manifestación del 27 de noviembre, o que se haya detenido en los Inválidos no cambiaba nada en el fondo. Lo único que ha cambiado, es que algunos miles de manifestantes, entre los cuales muchos miembros de la Coordinación que se atenían a la decisión de ésta, se enfrentaron a la policía después de haberse opuesto al Servicio de Orden Central de la manifestación, mientras que esos enfrentamientos hubieran podido evitarse si el buró no hubiese aceptado, bajo la presión del Partido Socialista, detener la manifestación antes de la Asamblea. (La policía no se las hubiera agarrado con quinientos mil manifestantes).

Políticamente, esto no habría cambiado gran cosa, porque esos jóvenes, la inmensa mayoría de los manifestantes, no tenía en absoluto ideas sediciosas, venían para manifestar, no para ocupar la Asamblea Nacional.

Aparte del propio gobierno claro está, era únicamente a los dirigentes del Partido Socialista, a sus diputados, a sus senadores, a sus ex-ministros, a todos aquéllos que querían mostrarse, con relación a la burguesía, muy respetuosos de las instituciones, a quienes molestaba más que los manifestantes fueran de nuevo a la Asamblea. No es más que ridículo.

En lo que respecta al movimiento en sí mismo, el hecho es sin consecuencias, la lástima fue que un cierto número de militantes de extrema-izquierda se hayan puesto al servicio de esta política. Y aún siendo así, sólo resulta grave para ellos, y no para el movimiento.



Etudiants et lycéens dans la cour de l'Université de Jussieu.

University and lycée students in the courtyard of Jussieu University.

Estudiantes universitarios y de secundaria en la esplanada de la Universidad de Jussieu.

Qu'on ait transformé, à la fin, les manifestations de la victoire en enterrement, cela fut aussi sans conséquence sur le mouvement lui-même. C'est seulement significatif de la pusillanimité politique de la social-démocratie et de ses militants (du Parti Communiste aussi d'ailleurs, qui se coula dans le silence sans problème), et de la part de ceux des militants d'extrême-gauche qui se firent les complices et parfois les artisans de cette politique de censure.

Mais le mouvement était déjà victorieux. Il était terminé et cela ne changea rien de fondamental à son issue. De plus, on ne peut même pas dire que ce fut vraiment trahir le mouvement, car l'immense masse des jeunes en lutte n'avait pas vraiment d'intentions contestataires au niveau des institutions et n'était pas les auteurs des slogans les plus politiques. Ce ne fut que trahir ses potentialités : si les manifestations de la fin n'avaient pas été silencieuses, peut-être la politisation se serait-elle accentuée bien plus qu'elle ne l'a fait. Peut-être cela aurait-il contribué à changer encore un peu plus le climat politique et social, en particulier vis-à-vis de l'ensemble de la population laborieuse du pays.

Au lieu de cela, grâce au silence, la presse, y compris la presse pro-social-démocrate a pu parler de "manifestation civique" pour cette manifestation du 10 décembre.

A notre avis, la tâche des révolutionnaires dans ce mouvement n'était pas de lui donner d'autre but que de faire céder le gouvernement sur les objectifs qui avaient mobilisé la grande masse des étudiants et des lycéens. Cette tâche n'était pas de politiser artificiellement le mouvement (il était politique de fait) mais elle était cependant d'aller jusqu'au bout de sa politisation progressive, elle était d'aider et de cristalliser la prise de conscience des centaines de milliers de jeunes en lutte. Cette tâche était par ailleurs d'aider le mouvement à gagner et de lui donner toutes ses chances.

C'est pourquoi Lutte Ouvrière et ses militants soutinrent la direction du mouvement — direction de fait et non élue — sans la combattre à aucun moment, mais firent en sorte de garder leur liberté d'action par rapport aux pressions ouvertes ou occultes venant du Parti Socialiste ou du Parti Communiste contre les aspects les plus politiques et les plus radicaux du mouvement. Notre politique fut de garder notre liberté

d'action aussi, pour prendre toutes les initiatives allant dans le sens des intérêts du mouvement que sa direction ne prenait pas ou prenait sans se donner les moyens de les faire appliquer ou sans se donner les moyens de se défendre contre les pressions venant des réformistes, qu'ils soient du Parti Communiste ou du Parti Socialiste.

C'est ainsi que nos militants dans la classe ouvrière contribuèrent de toutes leurs possibilités à populariser parmi les travailleurs le mouvement des jeunes et à en développer les caractères positifs essentiels, en particulier par rapport aux Assemblées générales, aux Comités de grève et à la défiance vis-à-vis des appareils réformistes, syndicaux ou politiques.

Nos militants étudiants contribuèrent à l'extension de la grève dans les diverses facultés du pays. Comme nos jeunes camarades lycéens, dès le lundi 24 novembre, ils contribuèrent, et de façon largement déterminante dans de nombreux cas, à l'explosion de la grève dans les lycées.

Les coordinations étudiantes refusant les lycéens, ils aidèrent ces derniers, en particulier à Paris et dans de nombreuses villes en province, à s'organiser et à se donner une direction et cela, en ayant à s'opposer bien souvent aux sociaux-démocrates de SOS-Racisme.

Nos camarades donnèrent corps aux aspirations d'un grand nombre de jeunes en lutte, en leur permettant d'appeler à des manifestations tant à Paris qu'en province, presque tous les jours, vers l'Assemblée nationale à Paris, vers les préfectures en province, avec un succès considérable. Les sociaux-démocrates étaient effrayés par l'ampleur du mouvement, ils ne faisaient rien pour le maintenir au plus haut niveau, entre deux manifestations nationales. Ces manifestations étaient le meilleur moyen de conserver au mouvement toutes ses chances de réussite.

Nos militants furent de ceux qui tentèrent de maintenir à la manifestation nationale du jeudi 4 décembre l'objectif qui lui avait été fixé par la Coordination : l'Assemblée nationale.

Enfin, nos militants lycéens et étudiants tentèrent d'intervenir dans les manifestations des derniers jours avec un succès relatif mais qui ne fut malheureusement pas déterminant, sauf à celle du samedi 6 à Paris,

At the end, when the victory demonstrations were turned into a funeral, this too was without consequence for the movement itself. It is only significant of the fainthearted politics of the social-democracy and of its militants (as well as of the Communist Party which slid through the silence without problem), and of those militants of the far-left who were their accomplices and sometimes the architects of this policy of censure.

However the movement was already victorious. It was finished and this made no fundamental change in its outcome. And more, one could not even say that this was a true betrayal of the movement for the immense majority of the youth in struggle had really no anti-establishment intentions as far as the institutions were concerned and they were not even the authors of the most political slogans. It was a betrayal only of its potentiality: if the final demonstrations had not been silent, maybe there would have been a greater politicization than there was. Maybe this would have changed the political and social climate even a little more, especially in relation to the whole of the working population of the country.

Instead of this, thanks to the silence, the newspapers, including the pro-social-democratic newspapers were able to call the demonstration of December 10 a "civic demonstration".

In our opinion, the revolutionaries' task in this movement was not to provide it with a goal other than the one it had: to oblige the government to back down on those objectives which had mobilized the great mass of university and lycée students. Their task was not to politicize the movement artificially (the movement was political as such); but it was to help it to go as far as possible in its increasing politicization; it was to help the thousands young people in struggle to become more conscious. Their task was also to help the movement win and to open up all its chances to do so.

This is the reason why Lutte Ouvrière and its militants supported the leadership — a de facto leadership and not an elected one — of the movement without ever fighting against it, but they managed to keep their freedom of action as regards the open or secret pressures exerted by the Socialist Party or the Communist Party against the most political or most radical features of the movement. Our policy was to

keep our freedom of action in order to also take all the initiatives along the lines of the interests of the movement: those that the leadership did not take; or those it took, but without setting up the means to carry them out or the means to defend itself against the pressures from the reformists — be they members of the Communist or the Socialist Party.

Thus our militants in the working class helped as much as they could to popularize the youth movement among the workers, and to explain its main positive features, in particular the general assemblies, the strike committees and the mistrust of the reformist political or union apparatuses.

Our university student militants contributed by spreading the strike in the various universities of the country. As of Monday 24, they, as well as our young lycée comrades, contributed to the outburst of strikes in the lycées, and in a number of cases their intervention was decisive.

When the university student coordinating committees refused to have the lycée students in their committees, our comrades helped the lycée students, particularly in Paris and in many provincial towns, to get organized and build their leadership, often having to oppose the social-democrats of SOS-Racism.

Our comrades gave substance to the aspirations of a large number of youths in struggle, giving them the means to call demonstration marches to the National Assembly in Paris, and to the prefectures in the provincial towns almost every day, and with considerable success. The social-democrats were frightened by the wide scope of the movement, thus they did nothing to keep a high level going between the two national demonstrations. Therefore, these demonstrations were the best means for the movement to have a chance of success.

Our militants were among those who tried to have the December 4 demonstration reach the goal decided on by the coordinating committee: the National Assembly.

Finally, our militants in the lycée, and in the universities tried to intervene in the last days' demonstrations so that these demonstrations would not remain silent ones. We were relatively successful but unfortunately not a decisive factor, except in the case of the Saturday, December 6 demonstration in Paris. Thanks

Que al final, se hayan transformado en entierro las manifestaciones de la victoria, fue también sin consecuencias para el movimiento. Esto es sólo significativo de la pusilanimidad política de la social-democracia y de sus militantes (del Partido Comunista por cierto también, quien se sumergió en el silencio sin problema), y de parte de aquellos militantes de extrema-izquierda que se hicieron cómplices y muchas veces artesanos de esta política de censura.

Pero el movimiento era ya victorioso. Había terminado y esto no cambiaba nada de fundamental a su desenlace. No se puede decir además, que ello significara traicionar realmente al movimiento, porque la inmensa masa de jóvenes en lucha no tenían verdaderamente intenciones protestatarias a nivel de las instituciones y no eran los autores de las consignas más políticas. Solamente fue traicionar sus potencialidades: si las manifestaciones del final no hubiesen sido silenciosas, quizás la politización se hubiera acentuado aún más. Quizás hubiera contribuido a cambiar aún un poco más el clima político y social, en particular con respecto al conjunto de la población trabajadora del país.

En vez de eso, gracias al silencio, la prensa, incluso la que era a favor de la socialdemocracia pudo hablar de "manifestación cívica" para esa marcha del 10 de diciembre.

A nuestro parecer, la tarea de los revolucionarios en este movimiento no era darle otro objetivo que el de hacer ceder el gobierno sobre los objetivos que habían movilizado a la gran masa de los estudiantes y de los de secundaria. Esta tarea no era la de politizar artificialmente el movimiento (era político de hecho) pero era sin embargo la de ir hasta el cabo de su politización progresiva, era la de ayudar y cristalizar la toma de conciencia de los cientos de miles de jóvenes en lucha. Esta tarea era por lo demás la de ayudar a que el movimiento ganara y darle todas sus posibilidades.

Por eso Lutte Ouvrière y sus militantes apoyaron la dirección del movimiento —dirección de hecho y no elegida— sin combatirla en ningún momento, pero procuraron guardar su libertad de acción con respecto a las presiones abiertas u ocultas que venían del Partido Socialista o del Partido Comunista contra los aspectos más políticos y más radicales del movimiento. Nuestra política fue la de guardar nuestra libertad de acción

también para tomar todas las iniciativas que iban en el sentido de los intereses del movimiento que su dirección no tomaba o tomaba sin darse los medios de hacerlas aplicar o sin darse los medios para defenderse contra las presiones que venían de los reformistas, fueran del Partido Comunista o del Partido Socialista.

Es así que nuestros militantes dentro de la clase obrera contribuyeron con todas sus posibilidades a popularizar el movimiento de los jóvenes entre los trabajadores y a marcar los caracteres positivos esenciales de éste, en particular con respecto a las Asambleas generales, a los Comités de huelga y a la desconfianza en relación a los aparatos reformistas, sindicales o políticos.

Nuestros militantes estudiantes contribuyeron a la extensión de la huelga en las diversas facultades del país. Como nuestros jóvenes compañeros de secundaria, a partir del lunes 24 de noviembre, contribuyeron también, y de manera ampliamente determinante en muchos casos, a la explosión de la huelga en los colegios secundarios.

Como las coordinaciones estudiantiles no aceptaban a los de secundaria, nuestros militantes ayudaron a estos últimos, particularmente en París y en muchas ciudades de provincia, a organizarse y darse una dirección, teniendo que oponerse muchas veces para ello a los socialdemócratas de SOS-Racismo.

Nuestros compañeros concretizaron las aspiraciones de muchos jóvenes en lucha, dándoles la posibilidad de convocar manifestaciones tanto en París como en provincia, casi todos los días, hacia la Asamblea nacional en París, hacia las Prefecturas en provincia, con un éxito considerable. Los socialdemócratas estaban asustados por la importancia del movimiento, no hacían nada para mantenerlo al más alto nivel, entre dos manifestaciones nacionales. Estas manifestaciones eran el mejor medio para que el movimiento mantuviera todas sus posibilidades de éxito.

Nuestros militantes estuvieron entre aquéllos que intentaron hacer que la manifestación nacional del jueves 4 de diciembre mantuviera el objetivo que le había sido fijado por la Coordinación: la Asamblea nacional.

Por fin, nuestros militantes estudiantes de universidad y de secundaria trataron de intervenir en las manifestaciones de los últimos días con un éxito relativo pero que desgraciadamente no fue determinante, salvo en la del sábado 6 en París, para que no permanezcan

pour qu'elles ne restent pas silencieuses. Grâce à nous, elles ne le furent pas entièrement.

Voilà la politique que, à notre avis, il fallait mener dans ce mouvement et il est dommage que nous n'ayions pas rencontré l'accord des militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire pour la mener, trop liés qu'ils étaient à leur solidarité d'appareils avec l'UNEF-ID ou SOS-Racisme.

Cela dit, la politisation des directions dans des coordinations lycéennes et la Coordination Etudiante et même la composition du Bureau telle qu'elle existait de fait au début de ce mouvement, et élue vers sa fin, ont été un facteur déterminant. C'est pourquoi il fallait soutenir cette direction. Le seul facteur négatif c'est la faiblesse et les reculs de ce Bureau devant les pressions qui s'exercèrent sur lui dans la coulisse, faiblesses qu'il fallait combattre de l'extérieur en s'appuyant sur la détermination des jeunes eux-mêmes.

Mais ce sont la Coordination et ce Bureau qui firent appel, la première fois, à une manifestation à l'Assemblée nationale (les militants de l'UNEF-ID gardaient au moins cela de leur passé trotskyste au sein du Parti Communiste Internationaliste dont l'Assemblée nationale était le point d'arrivée traditionnel de tous les porteurs de pétitions ou appels divers). Ce sont la même Coordination et le même Bureau qui ont appelé à chaque fois à l'élargissement du mouvement, qui ont appelé à la seconde manifestation nationale... toujours à l'Assemblée nationale. C'est le même Bureau qui, après la mort de Malik Oussekiné, fit appel à l'ensemble des travailleurs et aux organisations syndicales, et qui les mit ainsi au pied du mur. De ce point de vue, on peut dire que cette direction remplit correctement son rôle. Le mouvement alla jusqu'au bout de son objectif : faire céder le gouvernement. Les faiblesses dont nous parlons sont des faiblesses par rapport aux options révolutionnaires de certains des militants qui composaient ce Bureau. Les retournements occultes du Bureau empêchèrent seulement toute la jeunesse qui participa à ce mouvement et toute la classe ouvrière d'en tirer toutes les conclusions politiques qui auraient pu en être tirées, si l'Assemblée nationale avait été occupée par des milliers de manifestants et si les manifestants des derniers jours avaient pu crier librement et ouvertement ce qu'ils pensaient et ce qu'ils concluaient de la défaite de Chirac □

to us, the demonstrations were not totally silent.

Here is the policy that, in our opinion, had to be carried out in this movement and it is a shame that we could not have had the concurrence of the Ligue Communiste Révolutionnaire militants to carry it out, as they were too firmly stuck in their solidarity with the apparatuses of the UNEF-ID or SOS-Racism.

This being said, the politicization of the leaderships of the various coordinating committees in the lycées and the national student one, and even the composition of the bureau which existed de facto at the beginning of the movement and was elected toward the end, were a decisive, positive factor. This is the reason why this leadership had to be supported. The only negative factor was the weakness and the retreats of this bureau under the behind-the-scenes pressure on it. One had to fight these weaknesses from the outside by basing oneself on the determination of the young people themselves.

Yet it was the national coordinating committee and this bureau which called, for the first time, for a demonstration at the National Assembly (the militants of the UNEF-ID have at least kept something from their Trotskyist past when they were in the Parti Communiste Internationaliste, for whom the National Assembly was the traditional place for everyone to bring their petitions or various appeals). It was the same coordinating committee and the same bureau which each time called for the widening of the movement, which called for the second national demonstration... always at the National Assembly. It was even the same bureau which, after the death of Malik Oussekiné, called on all the workers and on the union organizations, and thus put the latter to the test. From this point of view, one could say that this leadership correctly carried out its role. The movement certainly went as far as to reach its objectives: it made the government back down. The weaknesses of which we speak are those in relation to the revolutionary options of some of the militants who were part of the bureau. The secret about-turns of the bureau blocked all of the youth who participated in the movement and all of the working class from drawing all the political conclusions which could have been drawn from it if the National Assembly had been occupied by thousands of demonstrators and if, during the last few days, the demonstrators had been able to freely and openly scream out what they thought of Chirac's defeat and what they concluded from this □

silenciosas. Gracias a nosotros, no lo fueron totalmente.

He aquí la política que, a nuestro parecer, había que llevar a cabo en este movimiento y es una pena que no hayamos encontrado el acuerdo de los militantes de la Liga Comunista Revolucionaria para llevarla a cabo, por estar ellos demasiado atados a la solidaridad de aparatos con la UNEF-ID o SOS-Racismo.

Habiendo dicho lo presente se tiene que saber: la politización de las direcciones dentro de las coordinaciones de los liceos y la Coordinación estudiantil, así como la composición del Buró, en la forma tal cual existía de hecho al principio del movimiento y que fue elegida al terminarse ha sido un factor positivo determinante. Por eso se debía apoyar a esta dirección. El solo factor negativo fue la poca resistencia y los retrocesos de ese Buró frente a las presiones que sobre él se ejercían en los bastidores, poca resistencia que se debía combatir desde fuera apoyándose en la determinación de los propios jóvenes.

Pero fue la Coordinación y el Buró quienes por primera vez llamaron a una manifestación a la Asamblea Nacional (por lo menos los militantes de la UNEF-ID conservaron eso de su pasado trotskista en el Partido Comunista Internacionalista para quien la Asamblea Nacional era el punto tradicional de llegada de todos los que traían peticiones o diferentes llamados). Es la misma Coordinación y el mismo Buró que cada vez llamaron a ensanchar el movimiento y que llamaron a la segunda manifestación nacional... siempre a la Asamblea Nacional. Es el mismo Buró quien, tras la muerte de Malik Oussekiné, hizo un llamado al conjunto de los trabajadores y a las organizaciones sindicales a las cuales puso cara a la pared. De ese punto de vista se puede decir que esta dirección desempeñó correctamente su rol. El movimiento alcanzó su objetivo: obligar a que el gobierno ceda. Las debilidades que mencionamos lo son si se tiene en cuenta las opciones revolucionarias de algunos de los militantes que componían este Buró. Los cambios ocultos del Buró sólo impidieron que toda la juventud que participó en el movimiento y toda la clase obrera sacaran todas las conclusiones políticas que hubieran podido poner en claro, si la Asamblea nacional hubiese sido ocupada por miles de manifestantes y si los de los últimos días hubiesen podido gritar libremente y abiertamente lo que pensaban y lo que deducían de la derrota de Chirac □



Nous tenons à la disposition de nos lecteurs les listes complètes des librairies où ils peuvent se procurer *Lutte de Classe* aux USA, en Argentine, au Brésil, aux Antilles francophones, anglophones et hispanophones, en France, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grèce, au Portugal, en Suisse.

Nous publions ci-dessous une sélection de librairies où *Lutte de Classe* est en vente dans quelques-uns de ces différents pays.

En ce qui concerne l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Portugal et la Suisse, il s'agit ci-dessous de listes complémentaires —plusieurs listes de librairies où *Lutte de Classe* est en vente dans ces différents pays ayant déjà été publiées dans nos précédents numéros.

We have at our readers' disposal the complete list of the bookstores where *Class Struggle* is sold in the United States, Argentina, Brazil, the French, English and Spanish speaking West Indies, France, Spain, Great Britain, Italy, Germany, Greece, Portugal, Switzerland.

We publish below a selection of bookstores where *Class Struggle* is on sale in some of these different countries.

Below are additional bookstores where *Class Struggle* is sold in Spain, France, Great Britain, Italy, Portugal and Switzerland. Several different listings have been published in preceeding issues.

Tenemos a disposición de nuestros lectores las listas completas de las librerías donde pueden procurarse *Lucha de Clase* en Estados Unidos, en Argentina, en Brasil, en Antillas de habla francesa, inglesa y española, en Francia, en España, en Gran Bretaña, en Italia, en Alemania, en Grecia, en Portugal, en Suiza.

Publicamos aquí una selección de librerías en donde *Lucha de Clase* está en venta en algunos de estos países.

En lo referente a España, Francia, Gran Bretaña, Italia, Portugal y Suiza, se trata aquí de listas complementarias. Varias listas de librerías en las que *Lucha de Clase* está a la venta en estos diferentes países habiendo sido ya publicadas en nuestros números precedentes.

■ ALLEMAGNE / GERMANY / ALEMANIA

HAMBURG
Heinrich Heine Buchhandlung
Schlüterstrasse 1,
2000 Hamburg 13

Gegenwind
Politischer Buchladen
Grindelhof 45
2000 Hamburg 13

■ ARGENTINE / ARGENTINA

BUENOS-AIRES
Libreria Hernandez
Avenida Corrientes 1436

CÓRDOBA
Libros Anaqueles
Obispo Trejo 345
5000 Córdoba

■ BRÉSIL / BRAZIL / BRASIL

SÃO PAULO
Livreria Belas Artes
Avenida Paulista 2448
São Paulo - SP

■ ESPAGNE / SPAIN / ESPAÑA

MADRID
Librería Cuatro Caminos
c/Dr. Santero, 22
Madrid — 20
AVILES (Oviedo)
Papelería Rosamenes
C/San Agustín, 1
BILBAO
Galería del Libro
c/Ercilla, 35
Bilbao — 11
CORDOBA
Librería Luque
c/Gondomar, 11
GRANADA
Librería J. Urbano
c/San Juan de Dios, 33
ORENSE
Librería Ronsel
Galerías Parque
c/Corros Enriquez, 21
OVIEDO
Librería Santa Clara
c/Alonso de Quintanilla, 3-5
SABADELL (Barcelona)
LLar del LLibre
Passeig Plaça Major, 34
SEVILLA
Librería Cefiro
Virgen de los Buenos Libros, 1
VIGO
Kiosko Capitán Trueno
c/Marques de Valladores
Galerías Cameselles

■ FRANCE / FRANCIA

ANGOULÊME
Maison de la Presse
39 bis rue Marengo
BEAUNE
Maison de la Presse
Place Carnot
BORDEAUX
"Le Roi Lire"
263, rue Sainte Catherine
CHAMBÉRY
Maison de la Presse Mainier
139, place St Léger
GAP
Maison de la Presse
25, rue Carnot
LENS
Maison de la Presse
2, rue du Maréchal Leclerc
MONTAUBAN
Maison de la Presse
Rue de la République
MULHOUSE
Tabacs-Journaux-Loto "Le Royal"
7, Avenue de Colmar
MONTPELLIER
Librairie "La Brèche"
34, rue de l'Université
NANTES
Librairie "Le Bateau-Livre"
29, rue Jean Jaurès
PARIS
Librairie Berbère
11, rue Lesdiguière (4^{ème})

TOULOUSE
Librairie "Parenthèse"
9, rue Cujas
TOURS
Librairie "Les Quais de la Loire"
22, rue du Commerce
TROYES
Maison de la Presse
31, rue Emile Zola
VILLEURBANNE
Maison de la Presse Fantasio S.A
33, Avenue Henri Barbusse

■ GRANDE-BRETAGNE / GREAT BRITAIN / GRAN BRETAÑA

LONDON
Compendium
242 Camden High Street (NW1)
Page One
53 West Ham Lane (E15)
Centerprise
136 Kingsland High Street (E8)
BRIGHTON
Public House
21 Little Preston Street
DERBY
Forum
86 Abbey Street

■ ITALIE / ITALY / ITALIA

MILANO
Libreria Feltrinelli
Via Manzoni, 12
20000 Milano
PERUGIA
Libreria "L'Altra"
Via U. Rocchi, 3

■ MARTINIQUE

FORT DE FRANCE
Librairie Desormeaux
97200 Fort de France

■ PORTUGAL

LISBÔA Livreria Clássica Editora
Praça dos Restauradores, 17
1.200 — LISBÔA

■ SUISSE / SWITZERLAND / SUIZA

GENEVE
Le Kiosque du Boulevard
Librairie alternative
25, Bd du Pont d'Arve
1205 GENEVE

ABONNEMENTS A LUTTE DE CLASSE**Pour un an**

- France, DOM-TOM : 80 F
- DOM-TOM voie aérienne : 95 F
- Europe : 95 F
- Autres pays :
 - Par voie ordinaire : 95 F
 - Par voie aérienne :
 - Afrique francophone, Moyen-Orient : ... 130 F
 - Autres pays d'Afrique : 170 F
 - Amérique du Nord, Centrale et du sud : 170 F
 - Japon, Asie du Sud-Est, Océanie : ... 210 F

Pour envois sous pli fermé : nos tarifs sur demande.

Versements aux adresses ci-dessous, dans la monnaie du pays.

Pour la France : tous versements à l'ordre de "Lutte Ouvrière" par chèque, mandat ou virement à :

LUTTE OUVRIÈRE, CCP La Source 31 175 86 W

SUBSCRIPTION RATE TO CLASS STRUGGLE**One year**

- France and DOM-TOM : 80 FF
- Airmail DOM-TOM : 95 FF
- Europe : 95 FF
- Other countries :
 - Surface mail all countries : 95 FF
 - Airmail :
 - French speaking Africa, Middle East : .. 130 FF
 - Other countries of Africa : 170 FF
 - North, South and Central America: .. 170 FF
 - Japan, Southeast Asia, South Sea Islands, Australia, New Zealand : 210 FF

Enclosed mail : Write for rates.

- Rates for the United States :

\$ 26 for one year - \$ 13 for 1/2 year (air)

\$ 14 for one year - \$ 7 for 1/2 year (surface mail)

- Rates for Great Britain : £7.00 for one year

Send subscription and payment in the currency of the country, to the addresses below.

SUSCRIPCIONES A LUCHA DE CLASE**Un año**

- Francia, DOM-TOM : 80 F
- DOM-TOM, via aérea : 95 F
- Europa : 95 F
- Otros países ;
 - Via normal : 95 F
 - Via aérea :
 - África de habla francesa, Medio Oriente : 130 F
 - Otros países de África : 170 F
 - América del Norte, América Central, América del Sur : 170 F
 - Japón, Asia del Sureste, Oceania : 210 F

Para envíos con pliegue cerrado : nuestras tarifas al pedido. Los pagos deben hacerse a las direcciones mencionadas aquí, en la moneda del país.

Para Francia, todos los pagos deben hacerse a nombre de "Lutte Ouvrière" por cheque transferencia o giro a : LUTTE OUVRIÈRE, CCP La Source 31 175 86 W

CORRESPONDANCE**CORRESPONDENCE****CORREO****France**

Lutte Ouvrière BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

USA

The Spark Box 1047 Detroit Mi 48231 - USA

Antilles

Combat Ouvrier BP 214 - 97110 Pointe-à-Pitre Guadeloupe

Great Britain

BM ICLC - London WC1N 3XX

España

Pilar Español - 8 Grande rue Saint-Michel Ap^t A 47 - B^t A
31400 Toulouse (France)

LUTTE DE CLASSE

Mensuel édité par la Société Editions E.A.
BP 233 - 75865 Paris Cedex 18
SARL au capital de 20 000 F - Durée 50 ans.

Gérant : Michel RODINSON
Associés : René MARMAROS,
Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT

Directeur de la publication et responsable
de la rédaction Michel RODINSON

Impression : 25, rue du Moulinet, 75013 Paris
Commission paritaire des Publications n° 53361
Tirage : 5 000 exemplaires

Prix	Price	Precio
France :	10 F	
USA :	\$ 1,50	
Great Britain :	70 p	
España :	180 pesetas	
Italia :	2 000 L	
Argentina :	1,5 Austral	
Brasil :	cz\$ 15	
Grèce :	200 drachmes	
Suisse :	3 FS	
Portugal :	200 escudos	
Haïti :	5 gourdes	